

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

La bataille des salaires

Mouvement de masse ou tactique de classe !

par Roger Hagnauer

Pourquoi j'ai écrit

"MON AMI VASSIA"

par Jean Rounault

JULES VALLÈS

par Fritz Brupbacher

FACE AUX RÉALITÉS !

par François Gauthier

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 230 fr.
Un an 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois 300 fr.
Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 36 - Mars 1950

La bataille des salaires : Mouvement de masse ou tactique de classe !	R. HAGNAUER
La fin de l'expérience Berliet	LEON
Pourquoi j'ai écrit « Mon ami Vassia » ..	J. ROUNAULT
Jules Vallès (fin)	FR. BRUPBACHER

L'affaire Roger Hagnauer (documents).

La grève gestionnaire des services publics : Face aux réalités	F. GAUTHIER
--	-------------

Notes d'économie et de politique

Deux fautes capitales : La Sarre, nouvelle Alsace-Lorraine. — La politique américaine vacille	R. LOUZON
---	-----------

La Renaissance du syndicalisme

Lyon va-t-il enfin se réveiller ? Un métallo répond à la « Voix du Peuple »	F. FUVEL
---	----------

Le « Syndicaliste libre » est paru. — L'activité des Cercles d'études syndicalistes de la Loire	U. T.
---	-------

Education émancipatrice	A. THEVENON
-------------------------------	-------------

Faits et documents

Les faits du mois. — L'Amérique et Bao Dai. — Les crimes de Clementis.
--

Entre nous

Que faites-vous pour les 3.000 ? — Petit courrier.
--

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnisciente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes

pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'imperialisme américain ni derrière l'imperialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau International du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Mouvement de masse ou tactique de classe!

Il n'est guère facile de fixer une réalité mouvante, afin de tenir compte des exigences d'une publication mensuelle que l'on veut aussi régulière que possible. Même les éditions successives des quotidiens courent après les événements sans les atteindre.

Aussi devons-nous dater notre papier et nous contenter de notations rapides. Le mouvement actuel lorsqu'il aura atteint son dénouement méritera peut-être une étude plus approfondie. Tel qu'il se présente actuellement il justifie à posteriori l'initiative F.O. du 25 novembre : un avertissement nécessaire que l'on n'a pas entendu, parce que l'on n'a pas voulu le comprendre. On n'a pas compris parce que l'on a préféré la magie des formules savantes, le jeu des interprétations compliquées et confuses à la simplicité des faits telle qu'elle apparaît dans la chronologie que nous avons établie (1), ici même.

La question des salaires s'est posée avec une redoutable acuité à la fin du premier semestre de 1949, avant l'octroi de la fameuse « prime de vacances », avant la dernière dévaluation, avant la longue crise ministérielle du dernier trimestre de 1949, avant même que le kominform ait organisé son « action directe » contre le pacte Atlantique et le débarquement des fournitures américaines.

Objectifs immédiats

Les syndicats F.O. discutèrent de la revendication des catégories les plus défavorisées dont un referendum dans les Produits chimiques avait précisé l'urgence. Ils conclurent unanimement à la nécessité d'un retour à la liberté des salaires. C'était bien la fin d'une période : la fin de la politique dirigiste, des illusions syndicales sur le pouvoir de l'Etat à régler les salaires et les prix.

Seulement les événements actuels prouvent qu'une double confusion s'est établie dans les esprits, quant à l'interprétation de cette position. On a traduit : libre discussion des salaires par rédaction de conventions collectives. C'était tomber du légalisme dans le « juridisme ». Ce n'est plus le « syndicalisme de projets de loi »... ou le syndicalisme soumis à la loi. C'est le syndicalisme des « avocats » qui soutiennent des « droits » et cherchent des arguments ou des « arguties ». Si l'accord amiable s'avère impossible, si la conciliation n'aboutit pas, on envisage sérieusement une juridiction d'arbitrage, assurée par une magistrature spéciale. Sans doute, le choix de délégués ouvriers capables de discuter avec les patrons s'impose aux syndicats et aux fédérations. Mais comme disait l'autre « un bon syndicat vaut mieux qu'un bon contrat »... ou plutôt un bon contrat dépend de la force du syndicat.

La liberté des salaires, c'est d'abord le retour aux antagonismes naturels que le couvercle de l'étatisme dissimulait sans les supprimer — à une lutte qui comporte tous les aspects d'une guerre : offensive générale ou localisée, défensive plus ou moins élastique,

assaut ou usure... La convention collective n'est pas un arrangement entre plaideurs... mais l'expression d'un rapport de forces. La journée du 25 novembre n'a rien résolu, a-t-on proclamé de divers côtés. Et pour cause ! Elle posait le problème... Il fallait une manifestation générale pour exprimer la volonté ouvrière (2), redevenue libre. Et l'on s'engageait alors dans des opérations longues et difficiles. Un objectif pour les syndicats libres : dissocier le patronat, dissocier le patronat et le gouvernement. De l'autre côté, on voulait, avant d'entamer la discussion des conventions collectives, affaiblir et désarmer les syndicats.

L'autre confusion portait sur la fameuse prime d'attente. L'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne avait lancé une formule assez heureuse : celle d'*acompte provisionnel* — qui engageait la nécessaire revalorisation des salaires, et qui devait s'établir approximativement sur la base des salaires les plus bas afin de les porter *immédiatement* au minimum indispensable.

Revaloriser dans tous les salaires, la part réservée aux dépenses strictement nécessaires, c'était élargir singulièrement la notion du « minimum vital ». On bousculait évidemment la fameuse « hiérarchie des salaires ». Mais il dépendait des organisations ouvrières et patronales de discuter — ou de combattre — pour la rétablir sur de nouvelles bases. Cela pouvait être plus ou moins long. Seulement, des salariés à 50.000 fr. par mois ou plus peuvent attendre l'issue de ces débats ou conflits. Allez donc recommander la patience à des travailleurs qui gagnent 14.000 fr. ou moins encore, par mois... Nous retrouvons là l'alternative qui se pose aux fonctionnaires et agents des services publics : revalorisation ou reclassement. Si légitime que soit celui-ci, la nécessité de celle-là s'est souvent imposée, par priorité.

D'autre part, des économistes orthodoxes prétendent qu'une augmentation générale et proportionnelle des salaires élèverait le prix des produits fabriqués et par là-même réduirait les débouchés sur le marché intérieur et surtout sur le marché extérieur. Mais ils reconnaissent que cette hausse ne provoquerait pas, comme pendant les années de pénurie d'après guerre, une hausse immédiate

(2) Mon article sur « Trois expériences de grève générale... » (R.P., décembre 1949) a provoqué une discussion dans le B.D.E.S. Le rédacteur de celui-ci m'a reproché, sans trop de précisions, mes erreurs et mes « à peu près ». Il a bien voulu reconnaître que la grève du 12 février 1934 a été décidée avant la constitution du gouvernement Doumergue. Malheureusement, il souligne que j'ai tort de dater de 1906 le lancement de la formule de grève générale. Je n'ai cependant oublié ni les initiatives de Pelloutier, ni même le fameux discours de Briand. Mais c'est bien le 1^{er} mai 1906 que la C.G.T. a pour la première fois tenté une expérience d'action directe généralisée. Et c'est bien la Charte d'Amiens de 1906 qui a formulé nettement la nécessité de la grève générale insurrectionnelle — suprême moyen d'action du syndicalisme révolutionnaire, autonome. C'est bien l'action de Pelloutier — mort en 1901 — qui aboutit en 1906 à sa plus haute conséquence.

(1) Voir R.P. d'octobre et de novembre 1949.

et massive du prix de la vie. Et ils doivent reconnaître que la mévente dans certains secteurs (les marchés de produits laitiers, de la viande, la quincaillerie, l'ameublement, par exemple) serait fortement atténuée par l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés.

(Article de Raymond Aron, *Le Figaro*, 25-26 février 1949.)

Il est évident que cette dernière observation s'applique surtout aux salariés réduits à des salaires normalement ou anormalement bas.

La formule proposée évitait donc l'augmentation générale, *proportionnelle* de tous les salaires. Mais elle augmentait immédiatement le pouvoir d'achat de tous les travailleurs et particulièrement de ceux condamnés à des restrictions dont certains aspects superficiels de la vie populaire (en particulier, le cinéma hebdomadaire devenu traditionnel) dissimulent l'ampleur.

On pouvait débattre du montant de l'acompte provisionnel. Il ne convenait pas d'en abandonner le principe pour accepter une prime proportionnelle.

La part des salariés

On discute beaucoup entre économistes sur les possibilités et les effets d'une hausse des salaires. Discussions dans lesquelles nous n'interviendrons pas. Pour nous placer sur le terrain de ces messieurs, il nous suffit de constater que même si la part réservée globalement aux salaires dans le revenu national était approximativement la même en 1948, qu'en 1938, le nombre des salariés a augmenté (11 % de plus dans l'industrie) et la durée moyenne de la semaine de travail s'est allongée. Enfin, cette part réservée aux salaires a proportionnellement diminué en 1949, car la production a augmenté, surpassant de 24 % celle de 1938.

En moyenne, la part individuelle du salarié est donc nettement inférieure à celle de 1938. Mais on a calculé cette moyenne sur des données contestables.

La comparaison avec la situation de 1938 se complique par les changements effectués dans la répartition entre les différentes catégories de salariés. Que l'on tende vers la parité entre les salaires masculins et féminins, parisiens et provinciaux — c'est normal et équitable. Il en est de même, quoi que l'on dise, du resserrement de l'éventail des salaires. Le progrès social se caractérise essentiellement par ce que l'on pourrait appeler la « démocratisation » des conquêtes de la civilisation. Il y a 30 ans, on gémissait déjà sur le poulet ou même le veau servi sur les tables ouvrières, sur les bas de soie de l'ouvrière et le chapeau de l'ouvrier. Il paraît que j'ai été grossier, lors d'une assemblée de l'Union des Syndicats, en proclamant que le manœuvre avait comme l'ingénieur le droit de se laver les pieds tous les jours, de jouir quelques jours par an de l'air iodé de l'Atlantique ou de la sérénité des glaciers et de s'évader par la poésie ou la musique.

C'était pourtant là la vraie cause de certaines doléances des « cadres ». D'aucuns ne jouissent de leur bien-être que parce qu'ils y trouvent la saveur du privilège.

Je m'attirerai de nouveaux ennuis en précisant toute ma pensée à ce sujet. Je considère comme basement réactionnaire la thèse par laquelle les rapports entre les catégories doivent demeurer constants, permanents et immuables, qu'un agent supérieur dans une administration ou une entreprise calcule toujours

son traitement convenable en multipliant par 3,5 ou 10... ou plus le salaire d'un employé ou d'un ouvrier. C'est par ce moyen-là que l'on crée une aristocratie stable et l'exemple soviétique confirme cette conclusion.

D'ailleurs, on se garde bien d'apprécier globalement la situation des « cadres » comme celle des salariés ordinaires. On s'apercevrait peut-être de fortes promotions aux échelons moyens et supérieurs qui ne correspondent pas toujours à une véritable qualification professionnelle (3). Dans les services publics, dans les administrations d'Etat, comme dans l'industrie privée, du bas en haut de l'échelle, on a multiplié les acrobaties pour « pousser son coefficient ». Les plus humbles — et ce sont les plus excusables — ont usé de ce moyen commode pour arracher une dérisoire augmentation. Et l'on s'est demandé, dans certains bureaux, s'il ne fallait pas intituler « inspecteur des vitres »... celui qui nettoie les carreaux...

Mais surtout dans la part réservée aux salaires, on a voulu inclure toutes les charges sociales imposées par l'emploi de la main-d'œuvre et en particulier celles de la Sécurité sociale et des allocations familiales. C'est prouver, d'une manière irréfutable, que la classe ouvrière, en fin de compte, *supporte seule toutes ces charges*, qui interviennent dans le calcul de la part réservée aux salaires, *cependant inférieure en valeur réelle à celle de 1938*. Nous avons déjà signalé le danger de cette dépréciation du salaire purement professionnel. On établirait plus normalement la comparaison sur la rémunération brute d'un ouvrier célibataire.

La répartition des charges sociales, c'est un autre problème qui se résoudrait, hors de toute considération professionnelle — ce qui ne veut pas dire évidemment que ce n'est pas de la compétence des syndicats. Ceux-ci, cependant, perdent leur première raison d'être en ne maintenant pas la valeur propre du travail.

Une affaire simple en ses données

Si l'on avait voulu et pu demeurer sur le seul terrain syndical, l'affaire restait simple, au moins en ses données. Le gouvernement avait accordé la prime exceptionnelle qui n'avait pour objet que le relèvement provisoire et insuffisant du minimum vital. Le parlement avait voté la loi sur les conventions collectives, dont un article prévoit des accords particuliers sur les salaires.

Il convenait de maintenir la formule de l'*acompte provisionnel unique, non hiérarchisé*. Afin justement de laisser à la discussion des conventions collectives toute son ampleur et toute sa liberté. Mais il n'était pas question de renouveler le geste du 25 novembre. Ou bien, il n'aurait pas fallu le limiter à 24 heures. Les débats qui se sont engagés à l'Union des Syndicats ont prouvé une assez grande diversité dans la situation budgétaire des services publics, des entreprises nationalisées ou libres. Cela n'aurait pas été déterminant, si l'on n'avait pas constaté que cette diversité gênait l'action commune.

La décentralisation semblait préférable. Elle permettait d'éviter les manœuvres du patronat et des staliniens. Elle permettait aussi l'extension progressive des résultats obtenus dans une entreprise ou dans un secteur.

(3) Il faudrait, par exemple, dénombrer les hommes placés par Marcel Paul dans les cadres de certains secteurs nationalisés et s'informer de leur qualification personnelle.

Enfin il ne paraissait pas souhaitable de lancer les services publics immédiatement dans la bataille, sans nécessité impérieuse. Alors que l'on gémissait plus ou moins hypocritement sur le poids de leur déficit. Alors que l'argument des « marges bénéficiaires » dans certaines industries privées pouvait rendre l'opinion publique favorable. Alors que s'accroissait la tendance à la limitation du droit de grève.

De telles observations n'influencent guère le parti stalinien. La paralysie des importations américaines imposait un mouvement progressif jusqu'au 15 mars. Evidemment on avait l'exemple des dockers qui commencent d'ailleurs à se lasser de cette gymnastique périlleuse, si nous en croyons les renseignements fournis par le secrétaire de leur fédération F.O. — dont les syndicats se développeraient dans tous les ports, particulièrement à Caen, mais même à Marseille et à Bordeaux (4). On sait comment à Cherbourg la direction stalinienne fut désarmée par la grande majorité de ses adhérents. Là où elle triomphe, sa politique mène à la catastrophe. On nous signalait qu'à La Rochelle, les dockers cégétistes avaient refusé de débarquer des marchandises d'outre-Atlantique — qui n'étaient pas des fournitures de guerre. Les bateaux américains appareillèrent, sans délai, ni discussion, et portèrent à Anvers leur cargaison qui vint en France par la voie ferrée.

Tout laisse supposer que la C.G.T. aurait subi cette fois une lourde défaite, prélude à la dispersion de ses troupes, si elle n'avait trouvé dans le patronat et dans le gouvernement des auxiliaires précieux, sinon désintéressés.

La métallurgie à la pointe de la bataille

En effet, par une aberration qui n'est inconsciente qu'en apparence, c'est alors que la liberté des salaires était affirmée par la loi, que l'on s'enfonçait dans le dirigisme le plus ferme.

M. R. Aron le précise en ces termes (*Figaro* 25-26 février 1950) :

« En renonçant à fixer lui-même les salaires, l'Etat a, en principe, transféré la décision au patronat. Mais soyons honnêtes : le gouvernement encourage le patronat à la résistance et il a raison de le faire. Entre le ministre des Finances et les plus sérieux des ministres socialistes qui se sont retirés, il y avait des divergences de tactique ou de discours, il n'y avait pas de divergences sur le fond. M. Lacoste et ses collègues savaient aussi bien que M. Petsche, M. Edgar Faure ou M. Buron ce que coûterait la généralisation de la prime mensuelle de 3.000 fr. »

Les militants des syndicats de l'Union furent unanimes à déclarer que dans un certain nombre d'entreprises — grosses ou petites selon les cas, ce qui prouve que toute généralisation est imprudente — les patrons pouvaient et voulaient accorder les 3.000 francs ou une augmentation certainement supérieure aux 5 %. C'est bien la discipline du Conseil national du patronat français qui a imposé une formule que nos camarades ont retrouvée avec quelques variantes dans leurs démarches auprès des patrons de toutes les industries et les administrateurs de tous les services publics.

C'est donc cette position et non la volonté stalinienne qui a provoqué le mouvement de

la métallurgie et justifié la généralisation des conflits.

Le 17 février l'Union patronale de la Métallurgie parisienne transmettait ses propositions au Comité d'entente ouvrier (C.G.T.-F.O.-C.F.T.C.-Autonomes) qui décidait l'organisation d'une consultation à bulletin secret de tous les travailleurs. Sans en attendre le résultat, le débrayage commençait dans des départements de Renault. Nos camarades F.O. et Autonomes s'en tinrent au respect des engagements pris. Le referendum particulier chez Renault donna 28.000 votants sur 36.000 ouvriers, 19.500 pour la grève, 7.600 contre et plus de 1.000 abstentions, c'est-à-dire qu'en fait près de la moitié des effectifs (17.000 contre 19.000) étaient hostiles à la grève ou hésitants et réticents. Mais parmi les 19.000 favorables, encore faut-il distinguer ceux qui votaient pour un mouvement général de la métallurgie et ceux qui entendaient partir immédiatement, même seuls.

En cette matière les scrupules doctrinaux comptent pour quantité négligeable. Il est normal que nos amis, chez Renault, dans la métallurgie comme dans d'autres corporations, aient opposé le barrage du referendum à des initiatives... plus ou moins spontanées. Mais il y a tout de même là un danger que Leray signalait avec raison au cours de la dernière réunion de la commission exécutive de l'Union. D'abord c'est soumettre la décision syndicale au vote des inorganisés. Mais c'est aussi introduire dans l'entreprise un « climat électoral »... je veux dire — et nous avons connu cela dans l'enseignement et dans les services publics — que le sens de la responsabilité personnelle s'atténue encore.

Surtout lorsqu'on est manœuvré par nos jésuites rouges. L'ouvrier vote oui, en pensant qu'un vote favorable massivement évitera la grève et qu'un vote défavorable nuirait aux revendications. On n'a pas oublié les histoires de la grève des mineurs de 1948, et les étranges formules de referendum inventées par les staliens. Le referendum, à notre avis, doit ou être limité aux seuls syndiqués ou n'intervenir qu'après une consultation et une décision purement syndicales. Je reconnais d'ailleurs que là aussi « la critique est aisée »... Dans la métallurgie comme dans le métro, nos amis font ce qu'ils peuvent... et ce n'est déjà pas si mal et cela demande un peu plus de courage que de prononcer un grand discours révolutionnaire dans un meeting socialiste ou un congrès d'instituteurs.

Seulement une nouvelle donnée confirme notre thèse sur le recul syndical dans une entreprise où tout favorisait la croissance syndicale. Sur 36.000 ouvriers des usines Renault de Billancourt, on compterait approximativement : 2.800 syndiqués C.G.T., 800 syndiqués F.O., 500 syndiqués chrétiens, 300 syndiqués du « syndicat démocratique révolutionnaire ». Même en tenant compte des autonomes, de la C.N.T., de la Confédération générale des Cadres, on obtient moins de 5.000 syndiqués de toutes tendances sur 36.000 syndiqués — soit 1 syndiqué sur 7. On voudra bien reconnaître qu'il s'agit là d'un fief stalinien, colonisé au sommet et à la base, malgré la courageuse tentative du syndicat démocratique et révolutionnaire en 1947. Les F.O. que je connais me paraissent des militants solides. Mais on voit au milieu de quelles ruines il faut remonter la pente. Le coude à coude des syndicalistes libres ne s'impose-t-il pas ?

On connaît la suite. La généralisation pro-

(4) On ne comprend rien à l'action syndicale chez les dockers si l'on ne sait que — grâce à la complicité ou à l'aveuglement de l'Inspection du Travail et du Ministère du Travail — les staliens gardent dans les ports le contrôle de l'embauchage.

gressive du mouvement dans toute la métallurgie.

La courbe ascendante jusqu'à la fin février est devenue descendante, après la décision de réouverture des usines Renault. Certains observaient le 27 février que l'on aurait dû attendre, pour déclencher le mouvement, la mise en place de l'organe prévu par la loi sur les conventions collectives, c'est-à-dire la *Commission nationale de conciliation*. Celle-ci s'est réunie. On a envisagé une proposition transactionnelle de 12 % d'augmentation. Nous pouvons affirmer que de nombreux patrons étaient décidés à accepter au moins 10 %. Mais ce matin (12 mars) on apprend que l'intransigeance patronale — précédée et provoquée par le geste de la direction Renault — ne fléchit pas.

On annonçait hier 80.000 grévistes dans la région parisienne contre 170.000 le 27 février — et 300.000 dans toute la France sur quatre millions de salariés. Comment passera-t-on le cap du lundi ?

Le mouvement dans les autres corporations

C'est que là encore on a senti parmi les syndicalistes, qui ne pensent pas par ordre, un malentendu qui a pesé quelque peu sur les délibérations.

Les métallurgistes espéraient vraiment qu'ils seraient rejoints dans la bataille par les autres corporations. Au sein de celles-ci on espérait une victoire des métallurgistes obligeant tout le patronat à un recul élastique. En fin février, il ne fallait guère compter sur un mouvement généralisé. En dehors de quelques mouvements sporadiques, ni dans le bâtiment, ni dans l'ameublement, ni dans les produits chimiques, ni chez les employés, ne se manifestait à la base une volonté ferme d'action immédiate. Si la C.G.T., malgré les impressionnantes majorités grévistes recueillies au cours de votes mal contrôlés, a suspendu tout mouvement dans les mines, c'est qu'elle prévoyait une défaite dont la gravité aurait peut-être mis fin à sa domination dans les puits.

Est-ce pour soutenir les métallurgistes que l'on a déclenché la grève de la R.A.T.P. ? On a pensé sans doute à cette conséquence de l'arrêt des transports parisiens. Mais, outre la question des salaires, le maintien des avantages du Statut et du régime des retraites motivait un effort de résistance prolongeant les « grèves-surprises » de janvier. Seulement un mouvement se justifie avant toutes négociations, ou lorsque celles-ci ont abouti à une conclusion négative. Une grève illimitée pendant les négociations apparaissait à la population comme une brimade injustifiable. L'attitude réservée du syndicat autonome des conducteurs, qui a lui seul contrôle presque toute la traction, ne laissait pas espérer un succès de la grève, suffisamment décisif. Si le personnel de nombreuses gares manquait, l'administration a appliqué — involontairement, sans doute — le mot d'ordre de la « grève gestionnaire » et a transporté le public gratuitement. Nos amis du syndicat F.O., résolus d'abord à la grève, ont voulu gagner du temps — ce qui leur a permis d'obtenir des résultats favorables quant aux deux premières questions posées. L'expérience a prouvé, une fois de plus, que dans la R.A.T.P., malgré sa majorité, le syndicat stalinien ne pouvait tenir une grève, seul.

Je ne dirai rien de la grève de l'éclairage... qui continue, alors que j'écris cet article. Je rapporterai simplement, sans commentaires, une information recueillie au cours de la réu-

nion de la commission exécutive de l'Union. Une prime de 5 % donnerait par mois une augmentation de 858 fr. à la base et de 10.000 francs pour l'agent supérieur du sommet. A vous de calculer la longueur de l'éventail... Car, il me faut encore troubler les doctrinaires et les logiciens en précisant que dans l'éclairage et chez les cheminots, en particulier, ce sont les cégétistes qui défendent avec le plus d'apreté la hiérarchie, tandis que les camarades F.O. insistent sur la situation des salariés de la base...

Il faut que ce qui est juste soit fort

On me reprochera sans doute des notations trop pessimistes, presque décourageantes. Je pourrais me défendre en indiquant que ce sont des notations et non des opinions. Même si l'on ne voit pas à travers ces observations tous les aspects de l'affaire, encore convient-il de ne pas les dissimuler. J'ai d'ailleurs quelque répugnance pour la stratégie de Café du Commerce. Il n'est guère facile de provoquer un mouvement général prolongé, lorsqu'au départ les gens marchent plus par discipline que par adhésion enthousiaste. Mais il n'est pas plus facile de conseiller la prudence et la sagesse à des travailleurs qui gagnent moins de 14.000 francs par mois.

L'abus des grèves... symboliques, la gymnastique stalinienne expliquent évidemment la lassitude des travailleurs. Mais un sentiment plus fort transparaisait dans les propos de nos camarades. L'inquiétude du chômage ! Dans le bâtiment, l'alimentation, les produits chimiques, l'ameublement, la métallurgie, on avait nettement l'impression qu'une fraction du patronat désirait la grève. Pour écouler les stocks, pour procéder à des licenciements, pour affaiblir les syndicats.

Est-ce parce que la crise menace ? Faut-il accepter la thèse patronale d'une restriction allant jusqu'à l'annulation des marges bénéficiaires ? Il est vrai que les spécialistes relèvent des symptômes alarmants : baisse des cours sur le marché mondial (des prix agricoles d'abord, mais cela gagnerait le secteur industriel), alourdissement du chômage (en 1949, le nombre des chômeurs aurait doublé aux Etats-Unis).

D'aucuns prétendent que sans les armements la crise éclaterait. D'autres émettent l'hypothèse qu'il s'agit plutôt de la fin du phénomène de « reconversion », des soubresauts précédant la stabilisation de la production et des prix. Quelle que soit la conclusion de ce débat, l'incertitude qu'il provoque est ressentie par tous les militants sérieux. Non qu'il y ait là motif à modérer les revendications. Sur la possibilité pour le patronat français de supporter une augmentation substantielle des salaires, des arguments chiffrés et péremptores ont été apportés. Dans *Force ouvrière* du 9-3-50, Raymond Demargy en a présentée une démonstration solide, en étudiant l'évolution comparée du chiffre d'affaires et des salaires de 1946 à 1949. L'indice général de la production (bâtiment non compris) (base : 100 en 1938) s'établit en janvier 1950 à 130 contre 125 en 1929 (année des records), (en incluant le bâtiment, il atteint encore 120 contre 113 en 1948 et 133 en 1929). Dans *l'Epoque* du 10-3-50, M. Gignoux, tout en justifiant les propositions « limitées » du patronat, reconnaît : « que la conjoncture française n'est pas défavorable dans le secteur industriel : l'indice de production qui déclinaient lentement depuis mai dernier où il

avait plafonné a été de nouveau ascendant en janvier. On n'apprendra rien à personne en disant qu'en période de production accrue un régime satisfaisant des salaires s'établit beaucoup plus aisément, à condition bien entendu que l'Etat n'en profite pas pour augmenter ses prélèvements sur ce supplément de revenu. » (5)

Sur l'incompréhension malfaisante du patronat, comme sur la nécessité urgente d'une sérieuse revalorisation des salaires, les représentants de tous les syndicats de toutes les obédiences tiennent le même langage : les cégétistes évidemment, nos amis de F.O. et des syndicats autonomes — non moins évidemment — mais aussi ceux de la C.F.T.C., de la Confédération indépendante et même de la Confédération des Cadres.

Mais il ne s'agit pas de prouver que la cause est juste. Qui donc en doutait, du côté ouvrier ? Nous ne manquons pas d'avocats. Nous leur préférons des militants capables d'examiner les conditions de la bataille et d'engager celle-ci avec le maximum de chances.

Trop simpliste d'interpréter l'attitude du patronat comme la réaction de conservateurs bornés et égoïstes. Leurs doléances ne nous touchent guère. Leurs prévisions nous intéressent davantage. Outre leurs intentions déjà signalées de traverser une passe difficile avec le minimum de risques, d'éviter aussi l'effort de rééquipement qui permettrait de garder ou de conquérir des débouchés sur le marché extérieur, ils craignent sans doute le retour à un syndicalisme indépendant, fortement accroché dans les entreprises.

En cette affaire, le centralisme, le dirigisme servent leurs desseins. Leur discipline s'oppose ainsi à la division d'un prolétariat dont les politiciens mènent encore une importante fraction. Par là, ils mobilisent à leur profit toutes les forces de l'Etat — d'ailleurs directement intéressé dans le conflit. Et ils savent aussi que des grèves longues et massives imposeraient aux organisations libres un effort de solidarité matériellement impossible (6).

On dira que le patronat et le gouvernement favorisent ainsi le jeu communiste. Et c'est peut-être de propos délibéré.

Car on se bercerait de mortelles illusions, si l'on croyait à la volonté cégétiste de se maintenir sur le plan corporatif. L'exemple des dockers prouve que la politisation des grèves n'est pas abandonnée par les staliniens... La tactique peut évoluer. Le but : saboter l'aide américaine, demeure. Les opérations dans la métallurgie — malgré quelques « entourloupettes » — sont demeurées sur le plan strictement corporatif. C'est peut-être tout simplement parce que les cégétistes sentent plus nettement là qu'ailleurs des signes de désaffection croissante au sein des troupes qui leur demeurent fidèles. L'histoire syndicale de la métallurgie parisienne en ces trente dernières

(5) Selon des financiers bourgeois, tandis que les salaires atteignent globalement 47 pour cent du revenu national, la fiscalité en dévore 32 pour cent.

(6) Je cherche toujours querelle à mes amis autonomes de l'Enseignement. C'est que je me souviens de nos efforts d'antan pour affirmer notre solidarité financière à la classe ouvrière. Je demande aux autonomes : syndicalistes, révolutionnaires, socialistes... qui répugnent à nous rejoindre à F.O., de préciser leurs sacrifices matériels actuels sur ce terrain de la solidarité la plus élémentaire...

années présente des courbes presque verticales... dans les deux sens.

Mais ces scrupules ne tiendront guère devant les consignes. Et celles-ci — là encore, l'expérience nous le prouve — passent plus aisément dans des masses inorganisées que dans des syndicats relativement stables... quoique politisés. On peut même se demander si la restriction du droit de grève — surtout dans les services publics — ne servirait pas en fin de compte les desseins staliniens. Une grève, cela se voit. Des grévistes, on les compte. La cohue des manifestations spectaculaires tient une place beaucoup plus favorable dans les manchettes des journaux et les rapports à Moscou...

La décentralisation de la propagande, de l'organisation et de l'action nous apparaît à l'heure actuelle comme une des étapes du redressement. C'est, en conclusion, la suggestion fort modeste — nous sommes las des programmes trop ambitieux — que nous présentons aux militants autonomes et F.O., qui portent tous nos espoirs. Car, faut-il le répéter ! la C.G.T.-F.O., pour nous, ce n'est pas Jouhaux... pas même Bouzanquet ! Ce sont ceux que nous voyons à l'œuvre, qui n'ont pas rabaissé les manches qu'ils avaient retroussées en décembre 1947.

Roger HAGNAUER.

(13 mars)

P.-S. — Comme nous achevions cet article, éclataient les grèves des Assurances et de la Sécurité sociale. Ici, le veto du ministre du Travail à l'octroi des 3.000 fr., accordés par le conseil d'administration, explique et justifie le mouvement. Là, c'est encore un referendum qui a déterminé la grève — cependant que certaines administrations seraient décidées à dépasser largement les propositions patronales. D'autre part, le syndicat cégétiste des Eaux a lancé l'ordre de grève illimitée. Enfin, malgré le caractère sporadique des mouvements déclenchés dans le Bâtiment, il y aurait cependant, de 40 à 80.000 grévistes (selon les estimations) dans le Bâtiment parisien.

Tout cela et la fin probable du conflit des Métaux appelleront sans doute d'autres commentaires... ou ne pourront que confirmer nos premières observations.

Les staliniens allemands ont eu le toupet de célébrer l'anniversaire de la mort de Rosa Luxembourg et de Liebknecht, comme si ces deux héros de la révolution étaient leurs. Or voici ce qu'écrivait Rosa Luxembourg, peu avant sa mort, à l'adresse du parti bolchévik :

La liberté réservée aux partisans du gouvernement, la liberté pour les membres d'un parti, si nombreux qu'ils puissent être, n'est pas la liberté. La liberté n'est rien pour personne, si elle n'est pas la liberté de celui qui pense autrement. Il ne s'agit pas là d'un fanatisme de « justice », mais bien de tout l'immense pouvoir d'enseigner, de purifier et de guérir, qui s'attache à la liberté politique et qui est voué à disparaître lorsque cette liberté devient un privilège.

ROSA LUXEMBOURG.

La fin de l'expérience Berliet

La *Révolution prolétarienne* a signalé, début 1948, comment évoluait l'expérience Berliet à Lyon.

On se souvient que l'entreprise Berliet a été mise sous séquestre en septembre 1944, la famille emprisonnée, puis condamnée par la Cour de Justice de Lyon en 1946.

L'administration provisoire fut confiée, au début, au stalinien Mosnier par M. Yves Farge.

La politisation progressive brisa l'élan unanime du personnel. De plus, le P.C.F., soucieux de se créer une citadelle chez Berliet pour préparer les grèves Molotov de décembre 1947, avait décidé de renforcer sa dictature et, le 4 novembre, Mosnier licenciait trois des cadres estimés les plus gênants. Il comptait sans la réaction des organisations syndicales d'ingénieurs et de techniciens. Une grève était déclenchée qui dura jusqu'au 24 décembre.

Mosnier est remplacé par un autre administrateur provisoire et les trois cadres visés sont réintégrés.

La vie à l'intérieur de la C.G.T. était devenue impossible, d'autant plus que les dirigeants staliens venaient de montrer qu'ils étaient prêts à faire l'unité avec le patron pour éliminer ceux qui se refusaient à penser comme eux.

Le climat était donc favorable à la création de sections syndicales F.O. La conséquence de cette division du personnel fut l'impossibilité de continuer à faire vivre le comité de gestion et à faire œuvre constructive au comité d'entreprise.

Les années 1948-1949 furent marquées par la lutte incessante de la C.G.T. contre les représentants du ministre socialiste de la Production industrielle et l'insuffisance des militants F.O. à dégager une orientation conséquente. Le nombre des non-syndiqués s'est accru, pour atteindre vraisemblablement la moitié des 7.500 membres du personnel.

Pendant que la classe ouvrière reculait, la famille Berliet, reconstituée avec le retour des fils et du père sortis de prison, menait son offensive pour reprendre pied dans l'usine. Des brochures étaient éditées pour justifier son comportement et accuser de mauvaise gestion l'administration provisoire. Des démarches étaient effectuées auprès des parlementaires, le C.N.P.F. donnait à fond.

A l'Assemblée Nationale, les députés refoulaient les projets de statut des usines Berliet, proposés par le parti dit communiste, par le parti socialiste, par le M.R.P. Finalement, une solution digne de la IV^e République était retenue. C'est le projet d'un député M.R.P., Delahoutre, qui était voté. Il avait le mérite pour l'Assemblée de ne plus parler de Berliet et de généraliser à toutes les entreprises ayant été mises sous séquestre après la Libération, une sorte de statut d'entreprise à participation ouvrière. Ce projet de loi a été renvoyé aux commissions dites compétentes de l'Assemblée Nationale. Avec son conseil d'administration à participation ouvrière et présidé par un actionnaire, il est une mascarade telle que son analyse est inutile. Cependant il ne verra jamais le jour, parce que le C.N.P.F. ne tolérera aucun atteinte au droit dictatorial des patrons sur les nombreuses entreprises visées.

En l'absence de solution par la voie législative, la famille Berliet obtenait du Conseil d'Etat qu'il

casse une première fois, en juillet 1949, l'arrêté ministériel nommant un administrateur provisoire, puis une deuxième fois, fin décembre 1949.

Pendant ce temps, la Société anonyme Berliet nommait un Conseil d'administration de cinq membres, dont aucun ne porte le nom de Berliet. Ces hommes de paille ne doivent représenter que quelques dizaines d'actions sur plus de 100.000.

Le capital, qui était de 156 millions de francs, répartis en 62.400 actions de 2.500 francs, a été porté à 780 millions, puis, le 30 janvier 1950, à 1.040 millions avec émission de 52.000 actions nouvelles de 5.000 francs. A noter que trois actions anciennes donnent droit à une nouvelle. Ils savent se payer les capitalistes !

Le président directeur général, M. Parfait, a pu prendre ses fonctions sans que les staliens émettent une seule protestation. On peut chercher dans leurs nombreux quotidiens ou hebdomadaires une trace quelconque de cette fin lamentable de l'expérience Berliet. Curieux : ce silence aurait-il été récompensé ?

Les sections syndicales F.O.-C.F.T.C. ont pu obtenir du nouveau patron la reconnaissance des efforts accomplis, donc de la bonne gestion passée, sous forme d'un versement au personnel d'une somme égale à deux mois et demi de salaires. Quelques autres avantages furent obtenus, dont une prime d'ancienneté aux ouvriers.

Les avis étaient bien différents sur la valeur de l'expérience Berliet. Ils peuvent, en tout cas, être unanimes pour constater qu'elle est terminée sans que le personnel ait été capable d'imposer sa solution. Divisés par l'action stalinienne, les ouvriers n'ont pas su former leur direction de lutte et F.O. s'est révélée, là comme ailleurs, absolument incapable.

En fait, l'expérience Berliet ne pouvait, au mieux, que devenir une régie genre Renault.

Il faut, en terminant, rappeler que la gestion Berliet a été, dans sa première phase, une merveilleuse expérience pour la classe ouvrière. Il a été démontré que l'union des salariés est facile à réaliser lorsque le but poursuivi est clairement défini et que, cette condition étant réalisée, il est possible de mener à bien la gestion d'une grande entreprise sans faire appel à l'autorité de représentants du capital. En effet, jusqu'en 1949, tous les exercices ont été bénéficiaires et aucun appel au crédit extérieur n'a été fait malgré des investissements importants.

L'expérience Berliet a été, dans ses débuts, une image très réduite, mais sans doute fidèle de ce que peut être un régime démocratique ayant le seul souci d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs dans une entreprise solide.

Il a été démontré également que le régime parlementaire est à la dévotion du patronat et que les salariés ne peuvent compter que sur leur action pour triompher.

Le retour des usines Berliet aux capitalistes est à inscrire au compte de l'action conjointe du P.C.F. et de la bourgeoisie.

Que faire ? Dans ces établissements, comme dans les autres, regrouper les syndicalistes libres pour créer la seule force capable de refaire et de généraliser les véritables expériences Berliet.

LEON.

POURQUOI J'AI ÉCRIT " MON AMI VASSIA "

A cette question, il y a une réponse très simple : J'ai écrit ce livre parce que j'avais promis à mes camarades russes de dire ce qu'est leur vie et leur combat. J'ai essayé de tenir ma promesse en racontant ce que j'avais vu et ce que j'avais entendu. Je me suis interdit d'ajouter le moindre commentaire à ma relation, car je craignais de fausser l'image de la réalité soviétique que je voulais transmettre aussi fidèlement que possible.

Ceci dit, je crois avoir répondu à la question posée par le camarade Chambelland et je pourrais arrêter là mon exposé. En effet, j'ai écrit parce que j'avais promis d'écrire.

Après coup, il est vrai, je me suis aperçu que l'image de la réalité soviétique avait pour nous une portée beaucoup plus importante que celle que je pouvais tout d'abord lui accorder.

Je vais donc essayer de dégager brièvement ce qui selon moi constitue l'importance d'une connaissance exacte de la situation en U.R.S.S. Et pour commencer, je voudrais essayer de montrer comment et pourquoi il nous est si difficile de nous rendre pleinement compte de la réalité soviétique, même si nous sommes en mesure de la connaître par des témoignages authentiques et précis.

L'autre jour, un camarade qui avait lu mon livre, m'a dit : Je suis d'accord avec ce que tu dis de l'U.R.S.S. Cela confirme parfaitement ce que la « R. P. » a montré depuis 25 ans. Mais là où je ne te suis pas, c'est quand tu parles de la France. La France n'est pas telle que tu la décris.

Ce camarade a parfaitement raison. Pour expliquer mon jugement sur la France, je dirai qu'il s'agit de la France vue de Russie. Et là-bas, dans le Donbass, la France me paraissait très belle. Je la voyais sous la couleur du souvenir. La France signifiait pour moi la liberté. Étais-je trop sentimental ? Peut-être. Mais, chose digne de remarque, aux yeux de mes camarades soviétiques, la France était également le pays de la liberté. Et ils n'étaient pas seuls, ils ne sont pas seuls en U.R.S.S. à croire en une France libre. J'ai eu encore tout dernièrement la preuve que des intellectuels et des artistes soviétiques sont sur ce point du même avis que les mineurs du Donbass. Mme Vassilievskaja, l'écrivain soviétique bien connue, a publié, à la suite d'un séjour en France, un reportage dans lequel elle a non seulement dépeint la misère matérielle qui règne en France (on ne voit des chaussures qu'aux Champs-Élysées, le reste de la population a les pieds enveloppés de chiffons (sic), mais elle parle aussi de la vie de l'esprit et des arts pour constater que cette vie-là est bien morte, qu'il n'y a plus ni théâtre, ni musique, ni peinture valables en France. Et elle constate que si les progressistes français s'en rendent parfaitement compte, il n'en est malheureusement pas de même en U.R.S.S. où il y a encore des gens qui s'imaginent que la culture française est toujours une réalité. Certes, Mme Vassilievskaja se garde bien de prononcer le mot dangereux de *liberté*, mais c'est bien de liberté qu'il s'agit quand on parle de la vie de l'esprit et de l'art.

Vous voyez donc que pour les intellectuels soviétiques, comme pour les ouvriers, la France est le pays de la liberté.

Sans doute, il nous semble que cette image d'une France libre ne correspond pas tout à fait à la réalité. Mais cette image est néanmoins d'une grande importance, car elle nous révèle une tendance profonde des ouvriers et des intellectuels russes. En effet, que signifie ce fait que pour les ouvriers russes, que j'ai connus, la France soit un pays libre où ils aimeraient vivre ? Je crois que cela signifie :

1° que trente ans de dictature n'ont pas réussi à détruire la notion de liberté, même chez les jeunes qui n'ont connu que le régime soviétique ;

2° que ces ouvriers soviétiques n'ont pas l'espoir d'instaurer ou de voir instaurer chez eux un régime de liberté et qu'ils sont prêts à s'exiler.

Ainsi nous ne sommes pas d'accord avec nos camarades russes au sujet de l'image qu'ils se font de la liberté en France, mais nous ne pouvons pas ne pas être pleinement d'accord avec eux au sujet de l'idée même de liberté et nous nous sentons fraternellement unis à eux dans leur aspiration à la liberté. Cela me paraît capital.

DEUX FAUSSES IMAGES DE L'U.R.S.S.

Avant de montrer comment se manifeste le sentiment de liberté dans la classe ouvrière soviétique, je voudrais brièvement examiner l'image que l'on se fait en France de l'Union Soviétique.

Je mets à part la « R. P. » qui depuis 25 ans est restée en contact étroit avec la réalité soviétique. À côté d'une minorité que constitue la « R. P. » et d'autres groupes de même tendance, il y a la masse des staliniens et la bourgeoisie. Aussi y a-t-il deux images de la Russie soviétique, celle des staliniens et celle de la réaction.

Le cliché stalinien

Voyons d'abord les staliniens. Pour eux, l'U.R.S.S. a cessé d'être le pays de la révolution d'Octobre pour devenir *le pays de Staline*, comme le proclamait encore tout dernièrement une affiche sur les murs de Paris. Pour les staliniens français, l'U.R.S.S. est le pays de tous les progrès, le pays où tout est pour le mieux du monde. Une histoire vraie illustrera cette mentalité.

Un de mes amis, qui avait perdu sa femme pendant la guerre dans des circonstances particulièrement douloureuses, rentre à Paris après la libération et sa première visite est à ses beaux-parents à qui il tient à dire tout ce qu'il sait sur la mort de leur fille. Sa belle-mère l'écoute avec un détachement qui le surprend. Tant de stoïcisme chez une mère forcée son admiration et son respect. Deux ou trois fois elle interrompt son récit en disant : « Ça n'a aucune importance ». Puis, elle le prend par le bras, le conduit à la chambre à coucher. Là, sur la cheminée, se dresse un portrait en pied de Staline en grand uniforme, flanqué à sa gauche et à sa droite de cierges et de fleurs. Elle lui montre ce portrait et dit : *Voilà ce qui seul a de l'importance*. La femme qui a prononcé ces mots n'est nullement folle. Elle appartient à ce qu'il est convenu d'appeler *l'élite intellectuelle*. Agrégée de lettres, elle est aujourd'hui

d'hui encore professeur dans un grand lycée de Paris.

Si j'avais raconté cette histoire à Vassia et à ses amis, ils auraient eu de la peine à la croire. Ils m'auraient dit : Tu peux chercher longtemps chez nous avant de trouver une idolâtrie pareille. Et c'eût été vrai. Je n'ai pas rencontré d'ouvriers soviétiques ayant le culte du chef. A vrai dire, une seule personne de toutes celles que j'ai connues en U.R.S.S. manifestait une admiration ardente pour le maître des peuples — c'était une doctoresse, une vieille fille ayant dépassé la soixantaine. Elle avait fait ses études à Montpellier. Certes, on voit partout en U.R.S.S. le portrait de Staline, mais on ne saurait en conclure que les ouvriers ou les intellectuels soviétiques aient accepté le culte du chef que le régime veut leur imposer. Est-ce qu'il en est de même en France ? Quand on voit quelle image les staliniens se font de l'U.R.S.S. et de leur chef bien-aimé, on est bien obligé de constater qu'une importante partie de la classe ouvrière française a renoncé à toute idée de liberté pour n'aspirer qu'à servir sous le joug d'une discipline militaire que lui imposera le grand chef. Tout se passe comme si la trinité : ni dieu, ni César, ni tribun, eût été remplacée par l'unité quasi divine du chef dont on adore l'image et à qui on envoie des cadeaux comme en recevaient autrefois les empereurs romains. D'où vient cette évolution dans la mentalité ouvrière ? Pierre Monatte a demandé l'autre jour à un camarade du bâtiment d'expliquer le fort pourcentage de staliniens dans sa corporation qui, hier encore, était révolutionnaire de cœur et d'esprit.

— C'est des crétins, répondit le camarade du bâtiment.

C'est là, certes, une réponse, sinon une explication. Car pourquoi sont-ils aujourd'hui crétins alors qu'ils ne l'étaient pas hier ? Sont-ils victimes de méthodes mécaniques de travail, comme le suggérait Pierre Monatte ? Hier, ils étaient des hommes qui avaient leur manière propre de penser et de sentir, aujourd'hui, ils sont simplement les membres anonymes d'une masse soumise à un dressage impitoyable. Une discipline de parti renforcée les comble de joie, les sacrifices que le parti leur demande les rendent heureux. En un mot, toute leur attitude prouve qu'ils n'ont plus aucune idée de la liberté, de la dignité de l'homme, mais que leur image de l'U.R.S.S. correspond bien à un changement profond dans leur propre être : ils ont abdiqué, ils ont cessé d'être des hommes libres pour n'être plus que des instruments dans les mains de leurs chefs qui représentent le grand chef.

Les clichés bourgeois...

Mais voyons maintenant ce que pensent de l'U.R.S.S. ses adversaires politiques bourgeois. Leurs slogans vous sont également familiers : U.R.S.S. = pays de l'esclavage ; les ouvriers, complètement abrutis par la propagande, exécutent passivement les ordres des chefs. U.R.S.S. pays communiste d'où naît l'épidémie terrible qui menace d'envahir le monde. *Samedi-Soir*, le *Figaro*, Antony Eden et Truman sont d'accord pour parler du spectre du communisme, en reprenant une expression du *Manifeste communiste* peut-être sans s'en douter. L'U.R.S.S. apparaît comme une puissance mythique, incarnation du mal, puissance presque invincible que représente le grand chef avec qui il faudrait causer, comme le proposait encore tout récemment Churchill, pour sauver la paix du monde. Comme si des causeries munichaises avaient jamais sauvé quoi que ce soit !

L'image que la bourgeoisie réactionnaire se fait de la réalité soviétique trahit sa mauvaise con-

science et sa peur, une peur malade, qui la rend aveugle et justifie simplement des armements atomiques dans la seule intention de faire peur au grand chef et à ses fidèles. Des gens qui ont à ce point le sens de la peur s'imaginent, en effet, que tout le monde doit avoir peur. L'autre jour, à une conférence de presse au sujet de mon livre, le représentant du journal français le plus réactionnaire m'a posé cette question : « Comment se fait-il que les dirigeants soviétiques ne soient pas écrasés par la peur ? » Cette question trahissait avant tout la peur qu'éprouvait celui qui la posait.

Tout ou presque tout est faux dans cette image bourgeoise de l'U.R.S.S.

Il n'y a pas de communisme en U.R.S.S., si j'appelle communisme ce que Marx entend par ce mot, mais il y a un régime dictatorial d'une minorité qui représente un Etat tout-puissant, seul propriétaire des moyens de production. Ce régime est animé par un nationalisme chauvin qui est impérialiste au plus haut point et se camoufle à l'égard de l'étranger et en vue de son action à l'étranger sous le drapeau communiste. Mais le communisme de Staline est une imposture totale.

Les mouvements nationaux en Extrême-Orient ne sont aucunement les manifestations d'une épidémie communiste, de même que les mouvements pour l'indépendance nationale des peuples européens au cours du XIX^e siècle n'avaient rien à voir avec une épidémie communiste quelconque.

Si je pouvais résumer ce qui précède, je pourrais dire que nous sommes en présence de clichés anti-staliniens et de clichés staliniens. Les uns et les autres trahissent la réalité soviétique au lieu de la révéler.

...et intellectuel

En marge de ces clichés, il y en a un certain nombre d'autres. Je ne citerai que ceux de Sartre et de Merleau-Ponty. Ils sont clairement exprimés dans l'article que ces deux philosophes ont publié dans leur revue, les *Temps Modernes*, le 1^{er} janvier de cette année. Au sujet des camps de concentration en U.R.S.S., ils disent somme toute à peu près ceci : Ces camps de concentration existent, leur code est connu, ils dépendent non de la justice mais relèvent uniquement de la police. C'est là une erreur regrettable. Mais, en ce qui concerne les valeurs du communisme, elles sont également les nôtres. Et nous sommes par conséquent plus proches d'un communisme que de n'importe qui, car nous avons les mêmes valeurs.

C'est là le point de vue de Sartre et de Merleau-Ponty. Quant à moi, je ne regrette qu'une chose, c'est que nos deux philosophes n'aient pas essayé de voir plus clair, qu'ils n'aient pas essayé de connaître la réalité soviétique. Ils auraient pu faire un certain nombre de découvertes et ils auraient pu lire notamment dans un petit livre relié en cuir, ressemblant en tout point à un catéchisme et dont l'auteur est Staline, la phrase suivante : « Notre ambition est de travailler avec un zèle bolchévik et une efficacité américaine ». Oui, parfaitement, le mot américain figure encore dans la dernière édition, celle de 1948. Mais nos philosophes auraient pu faire d'autres découvertes encore en lisant par exemple des livres de classe. Au lieu de trouver du marxisme ou du communisme, ils auraient découvert un nationalisme chauvin, un militarisme forcené. A partir de la première classe primaire, c'est de mitraillettes, d'avions et de chars qu'on entretient les jeunes citoyens soviétiques. En fait de marxisme, on leur inculque le stalinisme, c'est-à-dire le culte du chef bien-aimé, l'obéissance absolue, la discipline totale.

Industrialisation et esclavage

Mais pourquoi un Sartre et un Merleau-Ponty se trompent-ils aussi grossièrement ? Je vois plusieurs raisons, dont la plus importante est l'ambition effrénée qui caractérise certains intellectuels de notre temps, *l'ambition de manier les foules, de diriger les masses, de jouer des masses, si je puis dire, comme un virtuose joue d'un instrument.*

Sartre a formulé la théorie de l'engagement gratuit, comme Gide prônait autrefois l'acte gratuit. En fait, Sartre est de plus en plus victime du stalinisme dont il subit la forte attirance, car il voit dans le stalinisme un système intellectuel qui assure la domination absolue sur les masses, système ayant à sa base l'idée de progrès technique et matériel. Cette idée de progrès est essentielle pour Sartre, c'est elle qui donne un sens à son engagement soi-disant gratuit. Or cette idée est en réalité également à la base de ce qu'on pourrait appeler l'américanisme, elle est symbolisée par le *frigorifère*. C'est parfait, un frigorifère. Mais rien qu'un frigorifère, c'est peu de chose. Pourquoi Sartre ne se penche-t-il pas sur la situation américaine pour examiner ce que le frigorifère signifie ? Il verrait bien que le progrès technique et matériel ne résout que bien peu de chose. Au fond, cette idée essentiellement bourgeoise du progrès technique et matériel est le dénominateur commun aussi bien de Staline que de la bourgeoisie et de Sartre.

Je ne suis pas de ceux qui veulent abolir le progrès, qui voudraient revenir à je ne sais quel âge antérieur, mais je me refuse à adorer ce progrès comme une sorte de veau d'or, d'en faire un dieu, comme ce fut le cas pour la bourgeoisie, hier et aujourd'hui, comme c'est également le cas pour les staliniens aujourd'hui.

Vous avez peut-être l'impression qu'en posant cette question du progrès, je me suis éloigné de mon sujet. Cette digression n'est qu'apparente, car la capitulation devant le stalinisme a presque toujours pour origine une capitulation devant le progrès que Staline prétend représenter d'une manière exclusive. En face de ce monopole du progrès que l'U.R.S.S. s'arroge, les bourgeois sont déjà à moitié perdus — l'adjectif *progressiste* les embête terriblement.

A ce sujet, j'ai fait des expériences assez curieuses à la suite de la publication de mon livre. Ayant parlé devant un auditoire catholique, un professeur de séminaire me dit : Vous ne niez tout de même pas que l'U.R.S.S. ait fait des progrès sur le plan de l'industrialisation ? Je lui ai répondu à peu près ceci : Je ne nie nullement les progrès industriels de l'U.R.S.S., mais je me refuse à appeler *progrès* ce qui n'est qu'*esclavage*. Le progrès technique est quelque chose qui doit être dépassé pour recevoir un sens humain. Or le progrès en U.R.S.S. de même que le progrès bourgeois ne tend qu'à soumettre l'homme à un esclavage sans nom. Heureusement, la classe ouvrière russe a compris cela beaucoup mieux que les classes ouvrières des autres pays et, par une résistance passive de tous les instants, par du sabotage et du vol, par une pagaïe assez extraordinaire, elle essaie de freiner de son mieux la marche vers une nuit qui risque d'être totale.

« Notre propre rideau de fer »

Dans ce qui précède, j'ai essayé d'indiquer ce qui empêche les uns et les autres de prendre une vue exacte de la situation en U.R.S.S. J'ai montré à quel point le drapeau du progrès que brandit Staline éblouit les staliniens, les intellectuels et la bourgeoisie elle-même. A cela il faut ajouter d'autres raisons : l'attirance qu'exerce la puissance sur des êtres faibles, *la sympathie toute naturelle dont jouit en Occident ce qui est russe, l'homme russe.*

le prestige de l'homme russe, prestige dû en grande partie à la littérature et qui me paraît d'ailleurs dans une certaine mesure justifié. Enfin, l'éloignement de la Russie, l'exotisme asiatique, la résonance de mots comme Tachkent, Oural, Baïkal, etc. Toutes ces causes viennent créer une sorte de rideau de fer supplémentaire que nous ajoutons à celui que Staline met tant de soin à garder intact. Si j'ai insisté sur ce rideau de fer que nous distillons nous-mêmes, c'est qu'il me paraît beaucoup plus difficile à détruire que l'autre. Vous vous en apercevez dès que vous discutez avec quelqu'un de l'U.R.S.S. Personnellement, je m'en suis aperçu en lisant les critiques de presse sur « Mon Ami Vassia ». Cette tranche de vie soviétique n'était souvent pas comprise pour les raisons que je viens de dire. Il faudrait donc nous préoccuper avant tout à détruire ce que j'ai nommé notre propre rideau de fer. Si nous y réussissons, l'autre aura beaucoup perdu de son importance, car somme toute, il ne saurait résister à la volonté de connaître l'U.R.S.S. D'abord parce que les témoignages ne font plus défaut et, ensuite, parce qu'on peut le traverser clandestinement. J'ai connu une jeune Française qui, sans passeport ni visas, a fait le voyage d'Arras à Taganrog dans l'espoir d'y retrouver son fiancé qu'elle avait connu à la ferme de son père. Elle a bien réussi à aller à Taganrog, mais elle n'y retrouva point son fiancé. Ce voyage aller et retour, aux péripéties multiples, dura plus de deux ans.

Je n'ai cité ce cas que pour montrer qu'il n'est pas impossible de traverser le rideau de fer. Sans doute est-il plus facile de pénétrer clandestinement en Russie que d'en sortir, mais enfin, on peut y entrer malgré tout.

« CE QUE J'AI DECOUVERT EN U.R.S.S. »

Qu'est-ce qu'on découvre en U.R.S.S. Qu'est-ce que j'y ai découvert moi-même ?

Mon voyage n'était nullement clandestin. C'est la N.K.V.D. qui en avait assumé l'organisation. Voici comment les choses se sont passées : en janvier 1945, six mois après la libération de la Roumanie et l'occupation de ce pays par les troupes soviétiques, le gouvernement de Moscou exigea du gouvernement roumain des travailleurs. Il s'agissait d'une sorte de réquisition pour le travail qui touchait 60.000 à 80.000 citoyens roumains. En principe, il ne devait s'agir que de citoyens roumains d'origine allemande. En réalité, il y eut un certain nombre d'erreurs qui s'expliquent aisément par la rapidité avec laquelle les opérations furent exécutées. En quelques jours la police soviétique arrêtaient des dizaines de milliers d'hommes et de femmes. A Bucarest, les grands autobus de la société des transports en commun passaient par les rues et, dès qu'ils étaient pleins, ils allaient décharger leur cargaison à la gare royale de Mogoșoaia où attendaient des wagons à bestiaux. Cette mesure de réquisition touchait des hommes âgés de 18 à 45 ans et des femmes de 18 à 35 ans. Inutile de vous dire que j'ai vu des gosses de 14 ans et des vieillards de 65 ans dans la masse des déportés. Il arrivait aussi fréquemment que le père et la mère fussent arrêtés en même temps. Les enfants étaient alors simplement abandonnés à leur sort. Certes, selon les instructions de la N.K.V.D., des femmes enceintes et celles ayant un bébé de moins d'un an ne devaient pas être arrêtées. Il dépendait cependant du bon plaisir du policier de respecter ou de ne pas respecter cet ordre.

Dans les trains, il y eut des évasions. Trois personnes, par exemple, avaient réussi à prendre le large dans un wagon voisin du mien. La sentinelle soviétique répara très vite cet incident ; elle se servit sur le quai de la gare la plus proche, en pre-

nant les trois premières personnes qui avaient la malchance de se trouver devant sa mitrailleuse. C'étaient des femmes, des gitanes par-dessus le marché. Qu'importe, tout ce qu'on demandait à la sentinelle c'était d'arriver à destination avec le même nombre de personnes qu'elle avait reçues au départ. Pour les morts, il y avait un wagon en queue du train. Ils étaient, eux aussi, présents à l'arrivée. Le froid intense qui sévissait pendant les quinze jours de notre voyage était chargé de la conservation des cadavres. On m'a souvent demandé si, pendant le voyage, nous avons été maltraités et si notre transport rappelait les horreurs nazies. Non, il n'y a pas eu de sévices. Les requis n'étaient traités que comme du bétail.

Notre transport débarqua sa cargaison à Makeevka dans le Donbass. Nous sûmes très tôt que nous étions mis à la disposition du trust du charbon. Théoriquement nous étions sur le même pied que les ouvriers russes « normaux ». La seule différence essentielle : le logement. Pour des raisons de commodité et de sécurité nous étions parqués dans un camp. Il y eut cependant dès le début de nombreuses évasions. Les réussites étaient rares. Un père et un fils retournèrent à pied en Roumanie. Leur évasion avait duré plus d'un an, mais c'était une réussite assez extraordinaire. Une autre évasion, beaucoup plus spectaculaire ne réussit qu'au bout de trois ans. Elle avait cependant été entreprise dans des conditions tout à fait exceptionnelles. Un commerçant de Bucarest, qui avait eu l'occasion de faire de bonnes affaires avec l'armée soviétique, avait pu emporter avec lui la somme presque fabuleuse de 300.000 roubles, ce qui correspond à peu près à 3 millions de francs. Dans ces conditions il était normal que cet homme pensât dès la première minute à son évasion. Il partit avec un Russe, requis lui aussi en Roumanie par erreur, après avoir acheté une locomotive au dépôt de la gare de Makeevka pour le prix de 30.000 roubles. Cette locomotive fut accrochée à un train qui allait en direction d'Odessa. La première partie du programme réussit assez bien. Par la suite, l'évadé eut des ennuis. Il n'arriva à Bucarest qu'en octobre 1948, c'est-à-dire trois ans et demi après son départ clandestin du Donbass. Mais, le fait est là, son évasion avait tout de même réussi.

La condition la plus importante pour le succès d'une évasion était la ressemblance physique avec un citoyen soviétique. Les grands blonds avaient à ce point de vue-là des avantages incontestables. Le commerçant bucarestois, dont je viens de parler, en est un exemple. D'une manière générale, les évadés n'étaient pas trahis par les grandes personnes, mais par des enfants qui, flairant l'étranger, lui couraient après et alertaient de la sorte la police. L'attitude des adultes ressemblait plutôt à une complicité passive qui devenait même parfois active. Je ne citerai qu'un seul cas tout à fait caractéristique. Un groupe de quatre requis dont une femme préparent une évasion et décident de se réunir avant le départ dans une maison russe dont les propriétaires leur avaient spontanément offert l'hospitalité. Par malchance, l'absence d'un homme est découverte au cours de la journée.

Une des interprètes soviétiques, qui connaissait cet homme, savait qu'il était marié. Elle fit donc surveiller sa femme qui par hasard se trouvait dans le même camp. (C'est là une exception à la règle, car la N.K.V.D. sépare toujours très rigoureusement les couples). Le soir à 9 heures la femme alla, en effet, non pas à son lieu de travail mais à la maison où les trois autres camarades d'évasion l'attendaient déjà. Sans s'en douter, elle y conduisit des policiers qui arrêterent tout le monde. La famille russe paya l'aide efficace qu'elle voulut apporter à une évasion avec la déportation en Sibérie.

Solidarité agissante

Que penser de cet exemple sinon qu'il existe une solidarité agissante entre la population soviétique et les déportés étrangers, solidarité d'autant plus remarquable qu'il s'agit très souvent non pas de requis roumains ou polonais mais d'Allemands. Or le Donbass a subi pendant la guerre une occupation allemande dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle était d'une dureté inimaginable.

La solidarité entre ouvriers et requis se manifestait à chaque instant. Dans la rue vous pouviez demander au premier inconnu rencontré de vous donner une cigarette et il vous la donnait aussi simplement que s'il disait bonjour à un vieil ami. Quand vous aviez faim, vous pouviez entrer dans la première maison. On partageait le pauvre morceau de pain avec vous sans vous demander qui vous étiez et d'où vous veniez. Dans votre atelier, cette solidarité était sensible également à chaque instant. J'étais mécano, spécialiste de la radio, lampiste, sans avoir la moindre idée de ces métiers. Or grâce à la complicité des ouvriers et même de certains contremaîtres, j'appris les gestes essentiels de ces métiers et pour les travaux difficiles, ce furent mes camarades russes qui se chargèrent de leur exécution. Par une erreur, je fus même promu électro-mécanicien de première classe et je touchais 100 roubles de plus que mon camarade Ivan qui exécutait cependant le plus difficile de mes travaux. Jamais je n'eus la moindre peur d'être trahi. A la fosse comme à l'atelier, il n'y eut pas de mouchards parmi nous. Je crois d'ailleurs qu'ils auraient fait long feu. L'ouvrier soviétique a clairement conscience de sa situation. Et la vraie source de sa solidarité n'est pas seulement une bonté et une générosité naturelles, mais la conscience de sa situation d'esclave. Il se défend par une fraternité à toute épreuve.

Les privilégiés du régime

Je me souviendrai toujours de ma première rencontre avec Vassia. C'était à la lampisterie. Nous étions seuls. A travers la fenêtre, nous regardions deux hommes qui se tenaient debout devant la lampisterie. Ils portaient d'admirables fourrures et des bottes magnifiques. Ils étaient gras et semblaient satisfaits. Tout à coup, Vassia me dit : « Ecoute Rounault, est-ce que dans ton pays les bourgeois ressemblent à ces types-là ? »

Et moi de lui répondre : « Oui, mais d'une manière générale, en moins gras ».

Les deux hommes en question étaient l'un Boris Petrovitch, le directeur général de la mine, et l'autre Stepan Ivanovitch, l'ingénieur en chef. Pour Vassia et pour ses camarades c'étaient des exploités, des hommes à qui le régime avait fait une situation absolument privilégiée parce qu'ils avaient pour mission de faire marcher les ouvriers. Cette classe de privilégiés est celle des *natchalniks*, des « conducteurs », des chefs.

Le marxisme proclame l'abolition des classes et par conséquent l'abolition de la lutte de classe. En réalité, le régime stalinien a créé de nouvelles classes. Tout en bas de l'échelle, il y a la masse des esclaves ouvriers et paysans, mobilisés sur place. Au-dessus les différentes catégories de privilégiés. En réalité, pour avoir une image juste de la structure sociale en U.R.S.S., il faut vous représenter la Russie comme une vaste caserne. Cette image rend bien la structure proprement militaire de la société soviétique. Les officiers de cette caserne sont ou bien des fonctionnaires du parti et de la police ou bien des techniciens et des administrateurs. La liaison est établie par une multitude de petits privilégiés. Le fait est qu'en moyenne chaque cinquantième citoyen soviétique est un petit privilégié, une sorte de sergent de Staline

qui, tel un domestique, est solidaire de son maître quand il s'agit d'opprimer les esclaves mais qui, en bon domestique également, ne refuse nullement de voler ce maître lointain dont il ne connaît que le portrait. D'où vient cette structure de la société stalinienne ? Je crois que beaucoup de choses s'éclaircissent si l'on pense que la société tzariste était aussi divisée en douze ou treize classes. Mais il est incontestable que l'organisation et la discipline militaire font la force de la société stalinienne et rendent tout mouvement révolutionnaire extrêmement difficile, voire impossible.

L'ouvrier russe a gardé intacte sa liberté de pensée

Est-ce à dire que l'attitude de l'ouvrier reste purement passive ? Non, loin de là. Il se défend contre le régime, il attaque le régime avec les moyens dont il dispose. Tout d'abord, il a gardé sa liberté de pensée. L'in vraisemblable propagande établie selon les lois de la psychologie des foules, et sur la base des principes de Pavlov, n'a pas eu raison de la volonté de l'ouvrier russe de garder intacte sa liberté de pensée. Voici quelques exemples pour sa manière de réagir. Tout d'abord, il refuse de lire la presse. Le journal le plus répandu s'appelle la *Pravda*, c'est-à-dire la « Vérité ». Un proverbe soviétique déclare : *La Vérité ne dit pas la vérité*. Au slogan il répond par un contre-slogan. Sur les murs des usines, sur les murs des édifices de la N.K.V.D. vous pouvez lire : *Staline a dit : « L'homme est le capital le plus précieux »*. Oui, répond l'ouvrier soviétique, pas bête Staline. *Il est le plus grand capitaliste, 200 millions d'hommes !* Ou encore ce slogan : *« Le travail est un devoir d'honneur » — pour le voleur*, ajoute l'ouvrier. Enfin, il y a ce mot de Lénine : *« Qui travaille mange, qui ne travaille pas ne mange pas »*. L'ouvrier le reprend en disant : *Qui travaille mange mal, qui travaille peu mange mieux, qui ne travaille pas du tout mange encore mieux*.

Sur le plan matériel, il y a un sabotage constant. Les staliniens sont obligés d'en parler dans leurs journaux, chaque jour. Je n'en veux pour exemple que cette caricature récente du journal satirique *Crocodile*, que nous reproduisons ci-après.

Quel est le sens de ce sabotage ? Est-ce simplement une pagaie absurde qui s'explique par le caractère russe ou est-ce autre chose ? Quant à moi, je sais qu'il y a autre chose. Il y a une volonté de défense qui crée cette pagaie dont on ne saurait négliger l'importance, car c'est elle qui oblige Staline, dans une certaine mesure, à mettre une sourdine à son impérialisme.

J'ai dit au commencement de cet exposé toute l'importance d'une connaissance précise de la situation en U.R.S.S. En effet, le stalinisme a réussi à isoler le reste du monde de la classe ouvrière russe et à détruire l'internationalisme ouvrier au moment même où l'évolution de l'humanité pose plus que jamais la question de l'unité du globe. Il faut que nous sachions que nos camarades russes sont nos alliés dans la lutte pour la paix, dans la lutte vraie qui n'a point besoin de la colombe de Picasso. Ensuite, nos camarades russes sont pour nous un exemple dans la lutte contre les propagandes qui essaient de nous traiter en simples chiens de Pavlov, c'est-à-dire en êtres qui obéissent automatiquement à une publicité commerciale et politique. La grande leçon que je voudrais tirer de ma propre expérience, c'est qu'il importe avant tout de fortifier notre foi en l'homme, cette foi qui est et qui reste la seule arme efficace et invincible dans la lutte contre les tyrannies qui méprisent l'homme. Je n'ai point parlé de deux catégories de citoyens soviétiques : les uns constituent l'immense armée des forçats qui meurent dans leurs camps sous d'atroces souffrances. Les autres sont

les hors-la-loi qui ont pris le maquis à l'intérieur de l'U.R.S.S. et qu'on appelle d'habitude des « bandits », alors qu'en réalité ce sont en majorité des ouvriers ou des paysans qui, pour fuir des peines de prison ou les camps de Sibérie, préfèrent vivre à leurs risques et périls en marge de la société militaire de Staline.

Au moment de conclure, je voudrais préciser ce qui, selon moi, donne à la connaissance de l'U.R.S.S. tout son poids.

Un nouveau Munich ?

La situation actuelle du monde ressemble fortement à celle que nous avons connue au moment de Munich. Face à l'agressivité impérialiste du stalinisme, il ne règne dans le reste du monde qu'un grand désordre dans les esprits, comme vient de l'avouer dernièrement un haut fonctionnaire du Département d'Etat, M. Kennan. Contrairement à tous les accords de Yalta, Potsdam et autres lieux, les peuples dits satellites de l'U.R.S.S. ont été abandonnés à leur sort. On en parle aussi rarement que possible. En l'occurrence, la grande presse de tous les pays semble se féliciter du rideau de fer qui la dispense de s'occuper du martyre de ces peuples. Maquis dans les Karpathes ? Dix divisions soviétiques en Roumanie ? La peine de mort rétablie en U.R.S.S. et dans les Républiques populaires ? Résistance ouvrière ? Liquidation des classes moyennes ? Il vaut mieux ne pas en parler puisqu'on espère causer avec ce brave oncle Joe. Qui sait ? Un arrangement est peut-être possible ? Chaque jour qui passe, la grande presse nous donne des preuves nouvelles de cet esprit munichois. Tout récemment encore, M. Walter Lippmann a lancé un cri d'espoir dans cet esprit-là. Et savez-vous ce qui l'a provoqué ? Un retard de trois jours dans la transmission d'une dépêche qu'un journaliste américain, en poste à Moscou, a envoyée à sa rédaction. Il est vrai que cette dépêche était une sorte de petite anthologie pacifiste, signée Staline, anthologie composée à l'aide des discours que le généralissime a prononcés pendant la dernière guerre pour convaincre le camp anglo-américain de ses intentions pacifiques et de la possibilité d'une coexistence du stalinisme et du capitalisme. Aux yeux de M. Lippmann, ces trois jours de retard sont la preuve que les déclarations de Staline sont toujours vraies, que le brave oncle Joe n'a nulle intention méchante. On croit rêver. Mais personne n'aura le droit d'être surpris si demain, au cours d'une causerie munichoise des trois grands, comme le proposait Churchill, ces grands tombent d'accord pour abandonner à l'U.R.S.S. ce qui reste de l'Europe. En contrepartie, ils recevraient un traité de commerce en bonne et due forme. L'introduction de l'étalon-or en U.R.S.S. n'a-t-elle pas fait battre plus haut le cœur des marchands du monde entier ?

Les bombes atomiques de tout genre jouent actuellement le même rôle que la fameuse ligne Maginot. Elles permettent aux marchands de se bercer dans la douce illusion de la sécurité.

Que faire ?

Mais que faire ? Un autre Munich ne vaudrait-il pas mieux qu'une guerre ? La question n'est pas là. Nous savons par expérience qu'une capitulation n'a jamais découragé un agresseur. Ce que je voudrais montrer ici, c'est que nous sommes seuls, que nous ne pouvons compter sur personne pour nous défendre. Et là se pose la question : Comment allons-nous préparer notre propre défense ? Du débat qui vient d'avoir lieu, je voudrais retenir deux interventions. La première a mis en lumière ce fait assez étonnant que dans les camps soviétiques les condamnés pour opposition au régime ne viennent pas du côté socialiste, communiste ou trotskyste, mais du côté religieux. Il y a en U.R.S.S.

des hommes et des femmes qui considèrent le travail tel que le régime l'impose comme un péché et refusent de travailler préférant la mort à ce qui représenterait pour eux une déchéance lamentable. Il y a en U.R.S.S. des hommes et des femmes qui refusent d'accepter tout *imprimé* de l'Etat, comme émanant de la puissance du mal. Ce faisant, ils refusent d'avoir des papiers d'identité et sont tôt ou tard condamnés à la déportation et au travail forcé. Une camarade, qui revient de Kolyma, a raconté l'autre jour comment un condamné, après cinq ans de camp, a refusé de prendre le laissez-passer qui lui aurait permis de rentrer chez lui. Tout le monde, y compris le représentant de la M.D.V., avait essayé de convaincre le condamné libéré de prendre ce « document » pour aller retrouver les siens ne fût-ce que pour peu de temps. Mais il n'y eut rien à faire. Le « libéré » ne se laissait ébranler par aucun argument. Il refusa le papier et la M.V.D. le condamna automatiquement à cinq nouvelles années de travail forcé pour « activité contre-révolutionnaire ». Ce libéré était-il fou ? Je ne le crois pas. Il avait une foi et s'y tenait avec toute la volonté de son être, préférant les pires souffrances et la mort au moindre compromis avec l'ennemi. Opposer une telle foi à la tyrannie est-ce efficace ? Une lutte de cet ordre a-t-elle un sens ? Et là je viens à la seconde intervention que je voudrais retenir ici, selon laquelle la résistance passive de la classe ouvrière russe et le martyre des croyants ne seraient que les formes les plus subtiles d'une acceptation de la défaite. Si c'était exact, il faudrait logiquement conclure que la seule

lutte efficace contre le stalinisme résiderait dans l'adoption des méthodes dont il se sert lui-même et si possible dans l'amélioration de ces méthodes.

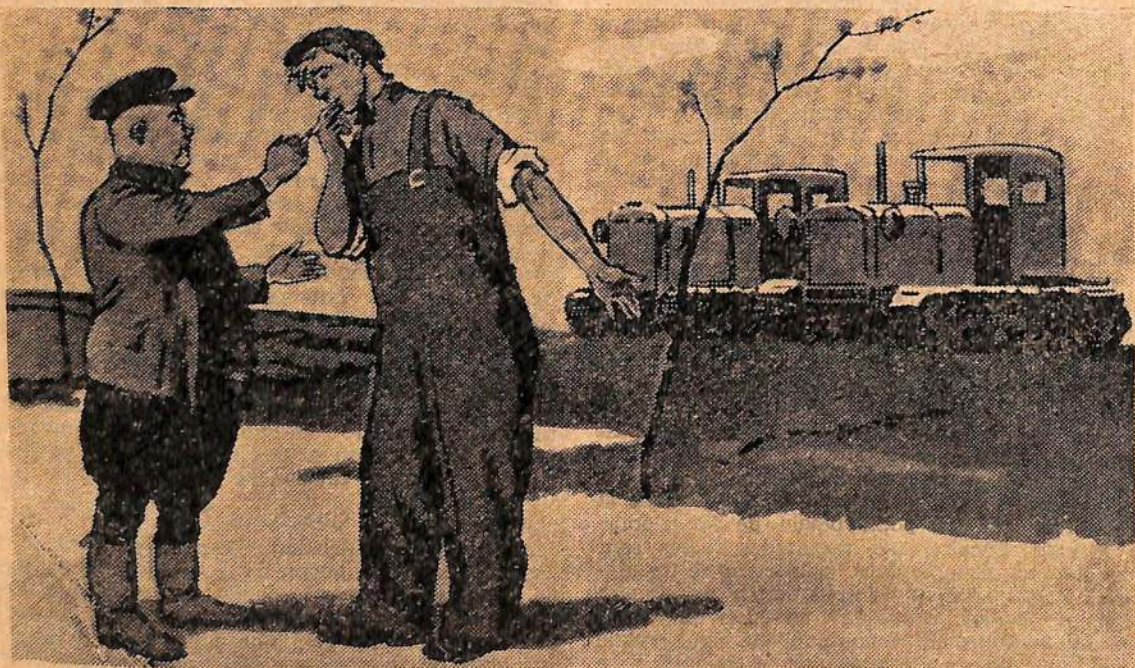
Le message de Vassia

Quant à moi, je crois en l'efficacité absolue de la foi. C'est elle qui nous permettra de traverser la nuit terrible qui menace de descendre sur le monde. Et à la question : Que faire ? je voudrais répondre ceci : Si vous avez la foi en l'homme, en sa liberté et en sa dignité, n'attendez pas demain pour pratiquer la solidarité fraternelle dont Vassia et ses amis m'ont donné la leçon. Formez des groupes qui à leur tour formeront la grande chaîne de la fraternité humaine. Ne nous laissons point abuser par tous les chauvinismes qui sont en train de naître. Ayons la force de croire en l'unité du genre humain. N'abandonnons pas nos camarades russes dans leur lutte contre leur régime. Essayons par tous les moyens de leur manifester notre solidarité et d'abord en suivant leur lutte de très près, en comprenant la portée capitale qu'a cette lutte pour nous. C'est cela que doit signifier pour nous la connaissance de l'U.R.S.S. N'oublions jamais qu'il y a des centaines de milliers de Vassia en U.R.S.S. Ils m'ont aidé à survivre hier, demain c'est peut-être encore eux qui auront l'occasion de témoigner à vous, à moi-même leur fraternité agissante. Ayons la volonté et la force qui permettra un jour de faire triompher la liberté parce que nous l'aurons beaucoup aimée. C'est là le message que je voudrais faire entendre aux quatre coins du monde de la part de mon ami Vassia.

Jean ROUNAULT.

* Nous avons reproduit ci-dessus le texte de la conférence faite par Jean Rounault à la réunion de la R.P. du 5 mars 1950. « Mon Ami Vassia », souvenirs du Donetz dont Pierre Monatte a rendu compte (voir R.P. de janvier 1950), a paru aux Editions Sulliver, 76, rue Bonaparte, Paris VI. (Un volume in-8°

360 p. : 390 fr.). Nos camarades qui désirent obtenir le livre de Jean Rounault peuvent s'adresser à la R.P. ou à la Librairie de Documentation Economique et Syndicale, 198, Av. du Maine, Paris XIV°.



EQUATION A DEUX INCONNUES

- Je n'y comprends goutte : quel tracteur sort de l'atelier et lequel doit y entrer ?
- Tu ne les as donc pas essayés ?
- J'ai essayé, mais ni l'un ni l'autre ne marchent !

A première vue, cette caricature fait penser à un cas d'autocritique, voire à une manifestation de la liberté d'expression. En réalité, le gouvernement stalinien essaie de ridiculiser de la sorte le sabotage ouvrier et d'accréditer la légende de la pagaie congénitale des Russes, pagaie qui justifierait la discipline de la N.K.V.D.-M.V.D.

JULES VALLÈS

XIII

Les premières années du second Empire furent, pour les révolutionnaires, un temps difficile. Tous les « gens bien », et voire beaucoup d'autres, nageaient dans l'or. C'est la période des grands travaux. Paris se rebâtit de fond en comble. C'est aussi l'époque qui voit naître les grands établissements de crédit, foncier ou mobilier. L'époque des grands emprunts et de la construction des chemins de fer. Lorsque les affaires marchent, gouverner devient chose facile. Or les années qui vont de 1852 à 1856 furent un véritable éden pour les porte-monnaie. Nouveaux bourgeois et nouveaux riches vivaient comme le Nabab d'Alphonse Daudet. Un joyeux matérialisme tenait le haut du pavé. Dumas fils réhabilitait les courtisanes tandis qu'avec Flaubert la littérature authentique jetait le discrédit sur le conformisme des petits-bourgeois et des cagots. Dans les lettres comme dans les arts, c'était l'esprit de la grande bourgeoisie qui donnait le ton. Jusqu'au clergé lui-même qui devenait sceptique : le monde était trop beau, les choses d'ici-bas trop séduisantes.

XIV

Tant que les affaires suivent le cours qu'ils désirent, les bourgeois, que renferment toutes les classes sans exception, vaquent à leurs occupations et se réjouissent à la pensée de leur compte en banque, ou, tout au moins, de leur livret de caisse d'épargne. Mais si le commerce vient à être frappé de paralysie, l'âme du bourgeois commence à entrer en ébullition et chacun, à sa mode, s'efforce de trouver, pour tout ce qui ne va plus, un responsable, un bouc émissaire. Le pays s'agite, et être dans la peau du gouvernement cesse d'être un plaisir : tout le monde vous crie pouille.

Sous la pression du mécontentement général, Napoléon III avait bien un peu cédé, assouplissant la sévérité de son régime. Mais, de ce fait même, l'opposition se sentit plutôt encouragée à se montrer encore plus énergique.

Les élections désignèrent un nombre accru de députés républicains. La crise économique qui sévissait en permanence et prenait même, à de certains moments, une forme aiguë, mit également en mouvement les classes laborieuses. Les grèves se multiplièrent, surtout après la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs.

Au fur et à mesure que les masses devenaient plus extrémistes, Jacques, de son côté, pouvait donner davantage libre cours à ses sentiments. Et sa pensée révolutionnaire, jusque-là à peu près exclusivement limitée à la critique sociale la plus générale ou à l'activité littéraire et aux arts, se fit de nouveau plus nettement politique.

Vu que, statistiquement, scepticisme et pessimisme ont toujours raison, Jacques Vingtras, révolutionnaire sceptique et s'attendant toujours au pire, était exactement l'homme qu'il fallait pour percer à jour l'opposition bourgeoise antibonapartiste.

Pour lui, impossible de vivre avec cette opposition-là dans une alliance de front unique. Il ne se prive pas de dire au nez d'un Thiers et de sa clique qu'ils seront demain les assassins des ouvriers comme ils l'ont été la veille, en juin 48. Après quoi, bien entendu, la presse oppositionnelle bourgeoise ne veut plus entendre parler de lui. Et la presse ouvrière est, alors, bien sage. Là non plus il n'y a point de place pour lui. Mais il est un

endroit où il y a encore de la place pour Jacques Vingtras : la prison, où deux articles le font enfermer.

XV

Ce séjour dans la prison nous donne l'occasion de voir dans Vallès le psychologue politique.

Il y a deux sortes de psychologues de la politique.

D'abord l'espèce ou bien sociable ou bien raide et solennelle des gaillards qui s'entendent à traiter comme il veut l'être le gros de l'humanité, les hommes moyens. Qui leur tapent familièrement sur l'épaule, à moins qu'ils ne les mettent au régime alternatif du morceau de sucre et de la cravache. Autrement dit, l'espèce ou démocrate ou dictatoriale.

Vallès-Vingtras n'appartient ni à l'une ni à l'autre des deux catégories de ce premier type. Son fort n'est pas le maniement des hommes. Lui-même, pendant sa jeunesse, il a été trop « manié ». Et il se regimbe contre tout « maniement » — de lui-même ou des autres. Sa critique est en éveil, devant les manières d'hommes, et découvre en eux des tas de choses.

Tantôt, dans la prison, Vingtras regardé ses co-détenus, l'« animal politique » en général, d'un œil moqueur et satirique, tantôt, dans les descriptions qu'il en donne, il se montre profondément sentimental.

Tous ceux qui se donnent de l'importance lui paraissent du dernier comique. Et les importants, ça ne manque pas chez les politiciens. Jacques tourne en ridicule sectaires et pédants, ces catholiques à rebours qui ne haïssent rien tant que la liberté de la pensée. Les cagots rouges, comme il les appelle, les autoritaires, les chats fourrés qui ne donnent raison à personne à l'exclusion d'eux-mêmes. Gens qui s'imaginent être révolutionnaires parce qu'ils dressent des gibets ou rêvent d'en dresser. Et Vingtras les décèle aussi bien en certains disciples de Proudhon que chez ceux de Blanqui. Devant le spectacle des pédanteries et des brimades de la vie politique, Jacques réagit comme aux brimades et aux pédanteries de la famille et du collège. Elles sont pour lui comme un retour de cette époque sinistre de son existence. Et il s'en venge par le sarcasme.

Autant il déteste cette espèce, autant il aime, et de quelle tendresse infinie, les petites gens, hommes et femmes du peuple, qui lui racontent ce qu'ils ont vécu et souffert pendant les journées de juin. Ils lui font l'effet d'être des saints, ces porteurs du flambeau de la révolution, ces êtres dont l'humble vie quotidienne est tout entière emplie d'une grande idée. A eux appartient son amour, tout comme aux jours de l'enfance et de la jeunesse son affection allait aux modestes, aux simples, les seuls qui ne l'eussent jamais battu et lui eussent témoigné quelque bonté. Il aime ces êtres qui n'entrent point dans l'histoire, mais la font et, sans rien en eux qui demande à briller, donnent à la vie sa splendeur.

XVI

Notre rebelle devait laisser porter sa candidature à la Chambre par les socialistes révolutionnaires, contre un républicain bourgeois. Et voilà Jacques qui tient des discours de propagande, qui va, avec une députation, trouver chez eux les élus de Paris pour les sommer de comparaître devant

une assemblée populaire où les prolétaires se proposent de leur laver la tête. Occasion pour nous de faire la connaissance de ces messieurs, y compris le plus roué de tous, le redoutable Adolphe Thiers, futur bourreau de la Commune, qui aura sur la conscience la mort de milliers d'ouvriers.

Description nous est aussi donnée de la grande démonstration contre l'Empire, lors de l'enterrement de Victor Noir, assassiné d'un coup de pistolet par un cousin de sa Majesté.

Et toujours Vingtras donne de sa personne, en franc-tireur et au premier rang.

Bien plus encore qu'aux jours de son acception des règles du jeu de la vie matérielle, nous sommes arrivés ici au tournant véritablement décisif dans l'existence de Jacques Vingtras. Son existence personnelle et la vie du mouvement ouvrier révolutionnaire ne font plus qu'un. Jacques, désormais, s'intègre tout entier à ce mouvement : il reconnaît en lui le vengeur des souffrances de sa propre jeunesse comme des maux subis par tous les humiliés et offensés.

C'est en 1869 que Vingtras avait laissé porter sa candidature à la députation.

La fondation de l'Association Internationale des Travailleurs remontait, nous l'avons déjà vu, à 1864. Date qui, également pour le mouvement ouvrier français, ouvre une ère de radicalisation.

Une nouvelle génération ouvrière, héritière des idées pour lesquelles les émeutiers de 48 avaient combattu sur les barricades, avait maintenant grandi.

Elle avait bien modestement commencé : par des caisses de secours mutuel, en partie favorisées par Napoléon III lui-même ; par des coopératives qui touchaient des subventions impériales ; par des groupements de résistance pour combattre la baisse des salaires et qui, peu à peu, avaient eu recours à des grèves. En 1862, la vaste grève des typographes avait fait passer dans le mouvement ouvrier un grand souffle de vie. En cette même année 1862, des travailleurs français, sous le patronage officiel du gouvernement impérial, s'étaient rendus à Londres et participèrent aux travaux préparatoires qui devaient aboutir à la fondation de la première Internationale. Dès 1860, un manifeste ouvrier avait réclamé, en vue des élections, des candidatures ouvrières. Quatre ans plus tard, en 1864, avait lieu à Londres la célèbre manifestation de St. Martin's Hall où les statuts de l'Association Internationale des Travailleurs étaient soumis à l'approbation des délégués. Puis, en 1866, se tenait à Genève le premier congrès de l'Internationale, suivi de ceux de Lausanne (1867), Bruxelles (1868) et Bâle (1869), dont chacun marquait un pas de plus dans la voie de la radicalisation, éveillant ainsi dans la classe ouvrière un sentiment croissant de sa propre force.

Bien qu'officiellement dissoute en France en 1868, l'Association Internationale n'en continua pas moins d'y exister, illégalement.

Déjà on recommençait à parler de la socialisation des moyens de production et de grève en cas de guerre.

XVII

Ce fut la guerre qui vint. Et les ouvriers se découvrirent patriotes, les pires d'entre tous, à cet égard, étant peut-être, raconte Jacques, les révolutionnaires. Vingtras fut du petit nombre de ceux qui prirent part à la manifestation contre la guerre. Ce qui lui valut d'être roué de coups et traité d'espion. La majorité de la population était littéralement ivre de passion chauvine.

Déjà alors, l'internationalisme, tant en France qu'en Allemagne et même dans la partie révolutionnaire du prolétariat, se révéla une pure phrase

creuse sans aucune influence sur les événements, une manière de crâner, de jeter de la poudre aux yeux avec des idées nobles. « Oh ! C'est la plus grande désillusion de ma vie ! », note Vallès. En dépit de son scepticisme, il avait cru à tous les grands mots dont il lui fallait maintenant constater qu'ils n'avaient été que de belles paroles, et non point l'expression de pensées véritablement vivantes au cœur des prolétaires.

C'est le 19 juillet 1870 que la France s'était avisée de déclarer la guerre à la Prusse. Les Allemands remportèrent victoire sur victoire et, le 2 septembre, à Sedan, Napoléon en personne était fait prisonnier à la tête de ses troupes.

Le 4 septembre, la République était proclamée, avec institution d'un gouvernement provisoire.

Cette date du 4 septembre ne marque pas seulement la prise du pouvoir par la bourgeoisie, mais aussi les débuts de la lutte défensive de cette classe contre la poussée des couches situées au-dessous d'elles, aspirant à tout autre chose qu'à la république bourgeoise : à la république sociale. Lutte qui débute sous forme d'une petite guerre, pour aboutir enfin à l'insurrection de la Commune de Paris.

Le nouveau gouvernement s'était officiellement donné pour mission de réorganiser la défense nationale, mais, dès l'origine, craignit bien plus l'ennemi intérieur que les armées de l'étranger.

Au demeurant, la résistance aux forces allemandes était sans doute, dès les premiers jours, promise à l'échec. Résistance, à vrai dire, objectivement insensée, et qui ne servait pas davantage les véritables intérêts des classes inférieures. Mais celles-ci, méfiantes, et méfiantes à juste titre envers la classe dominante, lui reprochèrent amèrement l'inactivité et l'impéritie dont les privilégiés passaient pour se rendre coupables dans la question de la défense nationale.

Même, les ouvriers en voulaient presque plus violemment aux bourgeois de saboter la défense du pays que de ne pas vouloir entendre parler des revendications politiques et économiques des masses populaires. Si bien qu'à côté du patriotisme normal se développa une sorte de patriotisme protestataire, orienté bien plutôt contre la bourgeoisie que contre l'ennemi du dehors.

XVIII

Tout cet état de choses, Vallès le dépeint dans le troisième volume de son roman, « l'Insurgé ».

Lui-même, tout autant que la masse, était dominé par les sentiments, les pensées qui agitaient cette dernière, au point de devenir, quand les affaires de Marianne tournèrent mal, patriote à son tour.

Même, dans le conflit qui s'engagea alors, il se trouva faire figure d'une espèce de chef. Non que son scepticisme, qui ne s'exerçait pas seulement sur autrui mais aussi sur lui-même, lui permit d'être bien convaincu de la grandeur de son rôle, qu'il ne laisse pas de rabaisser de plus d'une remarque narquoise. Ce qui ne l'empêcha point de se montrer aussi brave pendant les premières phases de la lutte qu'en pleine guerre civile.

Le 28 janvier, le gouvernement signait l'armistice et, le 26 février, Thiers les préliminaires de la paix, qui ouvraient Paris aux Prussiens, lesquels ne devaient l'occuper que quelques heures et de façon purement symbolique.

Cette capitulation n'en fut pas moins un terrible choc moral pour la population parisienne, déjà gravement mise à l'épreuve par les événements. Dans Paris régnait la famine, conséquence de plusieurs mois de siège. Heureux ceux qui réussissaient à se régaler de viande de cheval. On mangeait du chien, du chat, des rats même. Devant les cuisines populaires, les femmes, en plein froid, fai-

saient interminablement queue pour ne toucher qu'une ration dérisoire. Au lieu de pain, les boulangers débitaient un horrible mortier noirâtre, qui vous perfoirait les boyaux. Ce qu'il restait de bois se vendait au poids de l'or.

Autre amertume : les résultats des élections à l'Assemblée Nationale. Ces élections, le gouvernement s'était arrangé pour les faire et, comme de bien entendu, elles donnèrent une majorité écrasante à la réaction. Et le peuple de Paris se rendait compte qu'il allait, dans l'avenir, être livré pieds et poings liés à la droite, au moment même où la faim et l'humiliation de son patriotisme l'incitaient d'autant plus à relever le gant.

Ce n'était pas tout. Des bruits alarmants circulaient. La solde des gardes nationaux, unique revenu qui restât à bon nombre de citoyens, allait, disait la rumeur publique, cesser d'être versée. On se sentait tout ensemble menacé dans sa vie matérielle et blessé dans sa dignité. Qu'est-ce qu'on représentait donc encore, dans l'Etat ? Par-dessus le marché, le moratorium des loyers fut aboli ; aussi celui des traites. Tandis que des journaux populaires étaient frappés d'interdiction, des militants révolutionnaires appréhendés et déferés aux tribunaux.

Craignant Paris, l'Assemblée décida de ne point siéger dans la capitale, mais à Versailles.

Nouvelle et vexatoire manifestation de méfiance à l'égard du peuple.

Or, la garde nationale — autrement dit le peuple — avait encore des fusils et des canons.

XIX

Le matin du 18 mars 1871, les passions populaires, depuis longtemps accumulées, firent enfin explosion.

Par un mouvement de défense, par réaction devant un état de choses, une situation donnée, bien plutôt qu'au nom d'un but clairement défini.

Les troupes gouvernementales prétendaient désarmer les Parisiens, leur prendre leurs canons. Mais lorsqu'un des généraux chargés de s'emparer des batteries eut donné à ses hommes l'ordre de tirer, la troupe leva la crosse en l'air. Au lieu d'être mitraillé comme à l'habitude, le peuple, sans autre forme de procès, arrêta et le général et les officiers qui l'accompagnaient. Un autre général réussit à prendre la poudre d'escampette tandis que ses soldats passaient au peuple. Sur les deux cent cinquante canons de la garde nationale, les troupes régulières réussirent à en ramener juste une dizaine. Mis au courant de la situation, Thiers, président du gouvernement provisoire, s'enfuit de Paris.

Président, gouvernement, armée régulière, tous avaient détalé ; le peuple, enfin, était maître chez lui. Depuis si longtemps qu'il souffrait, endurant mille peines ; depuis si longtemps qu'il était condamné au rôle d'éternel humilié et offensé, voilà qu'il lui avait suffi de se rebeller, de se soulever, pour chasser l'ennemi. Un ennemi qui allait revenir. Mais ce n'en fut pas moins, sur le moment, un soulagement, une immense détente. Témoin ce cri du cœur de Vallès-Vingtras : « La voilà donc, écrit-il, la minute espérée et attendue depuis la première cruauté du père, depuis la première nuit passée sans logis — voilà la revanche du collège, de la misère, et de Décembre. »

Et ce que Jacques éprouvait, le peuple le sentait aussi. Pour une fois, on était vengé. Tout le reste demeurait encore affaire du lendemain. Ce qui allait sortir de l'événement, on l'ignorait. A peine savait-on ce que l'on voulait.

Dès avant le 18 mars, Vingtras avait fondé une nouvelle feuille, « Le Cri du Peuple ». Il n'y criait pas seulement son cœur, mais celui d'un peuple entier. Et l'on s'arrachait le journal.

XX

Si Vingtras était devenu un rebelle, c'est qu'il avait été martyrisé pendant sa jeunesse, et il s'était rallié au peuple parce que le peuple, lui aussi, subissait le martyre. Mais c'est en isolé, en individualiste qu'il avait opéré ce ralliement. Aussi, partout et toujours, est-ce l'homme en chair et en os, l'être individuel qu'il voit. Et quand il raconte la Commune, il ne dépeint jamais que des individus.

L'historien, dans les événements, voit des masses et des chefs. Vingtras, lui, ne voit que des bourreaux et des martyrs. Des martyrs, des souffre-douleur de toute espèce, qui se révoltent et dont chacun a sa façon à lui de prendre part à l'œuvre de destruction comme à l'action constructive. La façon dont Vallès écrit l'histoire consiste donc à retracer les gestes d'individus mêlés à un grand événement de nature générale et collective. Ce sont des impressions individuelles de la Commune qu'il nous donne. Car c'est bien ainsi que la « mauvaise tête », le rebelle, sent et vit la révolution.

Elle est pour lui une longue suite de gestes libérateurs accomplis par l'individu pour se décharger de ses sentiments de révolte et d'indignation, tout en cherchant — également pour le bien de tous — l'emploi de ses propres énergies. Lui, l'individu, sait peut-être que tout cela aboutira à un échec — mais du moins se sent-il libre, pour une heure. Pendant cette heure-là, il vit au centuple. Et il fait aussi cette expérience exaltante de s'identifier dans un même enthousiasme avec les masses.

On pourrait dire de Vingtras qu'il est le lyrique de la révolution. Les fins rationnelles, les objectifs utilitaires ne viennent pour lui qu'au second rang. Et l'on pourrait dire aussi que Vingtras, que le rebelle est en même temps l'expressionniste de la politique. Il y extériorise ses sentiments, les agit et les réagit. Beaucoup, dans son cas, est résultat, conséquence ; peu de chose, au contraire, aspiration à un but.

Cette méthode, ou si l'on préfère ce tempérament ne trouva jamais occasion meilleure de s'exercer que pendant la Commune de Paris, elle aussi, en toute première ligne, explosion d'un état d'esprit dû à toute une accumulation d'effets, de conséquences, et tout à fait secondairement poursuite d'un idéal plus ou moins clairement conçu.

Les périodes de révolution font sortir de leur trou tous les originaux les plus inimaginables, et Vallès se complait à nous les dépeindre. Mais il dresse aussi le portrait de plus d'un révolutionnaire célèbre : Blanqui, par exemple, le redoutable socialiste insurrectionnel, qui passa en prison la meilleure partie de sa vie ; Charles Delescluze, tombé sur une barricade ; Courbet, le grand peintre révolutionnaire ; Varlin, l'un des membres les plus actifs de l'Internationale, et dont nous attendons toujours que Lucien Descaves (1) nous donne la biographie ; Vermorel, haute intelligence, et non moins noble courage, qui combattit l'Empire, lutta pour le socialisme et, après ne s'être point ménagé dans la mêlée, devait mourir de ses blessures ; Ferré, autre socialiste, qui s'était battu sur les barricades de toutes les révolutions et qui, cette fois, ne devait pas en revenir ; Millière, ancien rédacteur de « La Lanterne » de Rochefort et qui, après la défaite de l'insurrection, fut également au nombre des fusillés.

Et nous lisons aussi les noms de beaucoup de gens qui, avant et après la Commune, n'avaient jamais, n'ont jamais plus fait parler d'eux.

Envers tous, fussent-ils ses adversaires d'idées,

(1) Descaves est mort, mais de son vivant il avait abandonné le projet d'écrire la biographie de Varlin, bien qu'il en eût réuni les meilleurs matériaux.

Vallès, toujours, se montre impartial. Ne prenant pas lui-même trop au sérieux ce qui lui passe par la tête, il pouvait être tolérant avec ceux des êtres humains dont il lui semblait permis d'admettre qu'il n'y avait pas en eux que de la méchanceté.

XXI

La Commune, tant pour Jacques que pour les autres, était avant tout une révolte, et non pas une révolution à but précis ; aussi les communards en général et Vingtras en particulier se trouvèrent-ils plutôt dans l'embarras lorsqu'il s'agit pour eux d'entreprendre œuvre constructive.

Car si l'on avait bien pensé sans cesse à se débarrasser de l'ordre existant, la notion de ce qu'on pourrait mettre à la place était, dans les esprits, restée des plus vagues.

La part « ressentimentale » de la révolution était désormais, et dans l'essentiel, déjà faite. Mais les deux grandes tâches qui maintenant s'imposaient, l'organisation militaire et le ravitaillement de la capitale, exigeaient de tout autres talents que ceux dont pouvaient se targuer et les insurgés et Vingtras.

Vingtras appartenait à tous les comités possibles. Même, le jour de l'entrée des Versaillais dans Paris, il présidait encore le « parlement de la Commune ».

Dans les luttes entre fractions, ses sympathies l'avaient bien entendu rapproché de ceux qui combattaient la dictature, attiré, donc, vers les disciples de Proudhon et mis en garde contre les jacobins et les socialistes autoritaires. Mais sa nature le portait à essayer de faire la paix entre les deux camps. Il eût voulu, même, qu'on laissât toute liberté à la presse, fût-elle, comme le « Figaro », libérale et bourgeoise, et il combattit tant qu'il put les exécutions d'otages. Tout comme aux jours de son enfance, et cela de plus en plus au fur et à mesure qu'il avançait en âge, la rancune qui le dressait contre ses parents avait été freinée par la pitié qu'il éprouvait en même temps pour eux, c'est aussi une sorte de pitié qui le retenait, en face de ses adversaires politiques. Aussi eut-il plus d'un conflit avec ceux des camarades que dominaient exclusivement le ressentiment et la haine et chez qui la volonté de détruire prévalait sur tout le reste.

XXII

Le 21 mai 1871, les Versaillais entraient dans Paris, et pendant toute une semaine — la Semaine Sanglante — les troupes régulières massacrèrent sans distinction insurgés en armes et simples passants inoffensifs.

La résistance s'opiniâtra surtout dans les quartiers populaires. Dans leurs maisons barricadées, les prolétaires furent abattus en masse. Mais les survivants ne cédaient pas. Pourtant, au bout de huit jours, toute la capitale était aux mains des Versaillais.

Après quoi commença la chasse aux vaincus.

En voici un détail, retracé par le livre de Vallès :

Le 30 mai, cinq cents infortunés sont dirigés sur une prison. A la porte de l'édifice, un chef de bataillon surveille l'arrivée des captifs, les fait défiler devant lui, ne prononçant que ces mots : « A gauche ! » ou « A droite ! » Ceux qui ont dû s'aligner à gauche sont exécutés sur-le-champ ; à peine si l'on a pris le temps de vider leurs poches et de les coller au mur. En face de ce mur, quelques curés, le nez dans leur bréviaire, marmonnent les prières des agonisants. Ensuite de quoi, des voitures de déménagement renforcées de barreaux em-

portent les cadavres des victimes et vont les décharger n'importe où.

La victoire des troupes gouvernementales fut solennellement célébrée par un Te Deum.

Jacques, cependant, avait réussi à trouver une cachette dans Paris, et, quelques semaines plus tard, il pouvait s'enfuir à l'étranger.

Ainsi s'achève le roman de Jacques Vingtras.

Il nous reste encore à voir ce qu'il advint de l'auteur, tâche qui nous sera du reste facilitée par le livre où Gaston Gille a retracé la biographie de Jules Vallès (2).

XXIII

Vallès était déjà à Londres lorsque les juges de Paris le condamnèrent à mort.

Il vécut, dans la capitale anglaise, à l'écart de l'émigration, dont les querelles le laissaient froid. Aussi se trouva-t-il fort isolé. Mais, au point de vue matériel, il était à peu près à l'abri du besoin, ayant fait un petit héritage ; et de plus, « Le Cri du Peuple » lui avait rapporté quelques sous. Ce n'est qu'à partir de 1876 qu'il publia, sous un pseudonyme, une série d'articles intitulés : « La rue à Londres ». Le Londres de Vallès est vu avec les yeux d'un exilé d'humeur passablement chagrine et qui commence à trouver bien beau le pays qu'il a quitté, jadis objet de tant d'âpres critiques, mais dont en lui grandit la nostalgie. Cependant, il travaille à son « Jacques Vingtras », mais cela ne l'empêche pas de trouver le temps long, et ce n'est qu'après son retour en France, rendu possible par l'amnistie de 1880, que l'on verra le fruit de ces années d'exil.

Le loisir et la solitude ont mûri les idées de Vallès.

Quand il remet le pied sur le pavé de Paris, il est un autre homme. Le rebelle est devenu un révolutionnaire. Tout, en lui, s'est fait plus clair et plus méthodique. S'il fut, jadis, presque exclusivement, un « expressionniste », un être qui, par le verbe, donne cours et issue à ce qu'il éprouve, maintenant il commence à se transformer en pédagogue social, sans perdre pour cela son expressionnisme d'antan. La répétition constante de ses façons d'être, de ses réactions naturelles, avait développé chez lui comme un style de vie. En cet esprit antisystématique, antiscologistique par excellence s'était constitué comme un système du non-système, une manière de philosophie, mais dépourvue de tout ce que la chose, d'habitude, traîne après soi de scolaire. Toutes les contradictions, tous les contrastes de son être avaient trouvé entre eux comme une espèce de paix, de tolérance mutuelle et de bon voisinage.

Un esprit quelque peu naïf pourrait imaginer que ce point de vue, que cette philosophie du Vallès d'après l'exil procède d'une source logique. Mais, en réalité, la genèse s'en laisse déduire presque point par point à partir de sa vie personnelle. On peut dire que Vallès présente même l'exemple typique de la façon dont une existence individuelle, avec tous ses éléments affectifs, peut constituer la donnée première d'où naissent les vues qu'un homme vient à prendre du monde et dont découle sa « philosophie » ; bien plus, l'analyse de la biographie de l'auteur de Vingtras nous met la puce à l'oreille dès qu'il s'agit pour nous de considérer les philosophies des autres, et fait que nous ne pouvons nous empêcher de nous demander de quelle façon, à chaque fois, telle ou telle doctrine est peut-être sortie de la vie personnelle du sage, du philosophe, du doctrinaire.

C'est du besoin de revanche éprouvé par Vallès

(2) Gaston Gille : « Jules Vallès, 1832-1885 ».

enfant et jeune homme que devait naître sa joie de lutter contre la misère.

C'est de sa volonté personnelle de liberté que naquit en lui la volonté de combattre pour la libération de tous les individus, l'espoir de les débarrasser du poids de toutes leurs chaînes.

Et son amour du combat devait engendrer en lui la vertu du courage et la joie du risque.

Malgré tout ce que le polémiste a de violent s'est, avec les années, développée chez Vallès une large tolérance. Sans doute, il est toujours resté critique envers ce monde mais en même temps envers lui-même, ce qui ôte à sa polémique de l'âpreté qui distingue le fanatique intransigeant et trop sûr de lui.

Le rebelle, par définition, éprouve une même méfiance à l'égard de quiconque détient un brin d'autorité. Aussi n'est-il point fait pour les partis, lesquels exigent toujours une discipline. Et nécessairement il reste un franc-tireur — un individualiste militant, même lorsqu'il défend la cause collective de ceux qui souffrent.

Cela, Vallès vieillissant ne cessa d'en prendre toujours plus clairement conscience. Et sans condamner l'existence des partis, il n'était membre d'aucun d'entre eux.

Ce qui caractérise le Vallès qui a pris de l'âge, c'est qu'il cessa dès lors de chercher la rébellion, la révolte pour la révolte. Sa révolte, sa rébellion était devenue plus rationnelle.

Cette maturité acquise par Vallès se montre également en ceci que les qualités humaines indispensables pour mener à bien la lutte commencent à retenir davantage son intérêt que le seul souci de combattre. Ces dons, ces facultés, une longue pratique du combat les développe et, peu à peu, l'homme leur accorde plus d'attention qu'à la lutte tout court. On pourrait dire que leur système, ou tout au moins leur ensemble se substitue, à la longue, au ressentiment qui les engendra. Chez le Vallès mûri par les ans, les sources d'où procéda, à l'origine, son attitude politique reculent à l'arrière-plan. Et il apparaît aux contemporains sous les espèces d'un républicain social teinté d'esprit libertaire. Et cette maturité de Vallès ne se montre pas moins dans le fait que le moi, chez lui, s'efface, que l'homme, devenu plus objectif, se donne désormais tout entier à son action politique.

Tout, chez lui, passe ainsi, dans cette dernière phase, de l'ordre personnel et subjectif à celui de l'objectivité.

Dans le jargon d'une certaine psychologie, on pourrait dire : Vallès « sublime ».

Et, en même temps, Vallès a aussi beaucoup plus d'assurance. Auparavant, il passait à jet continu de l'extrême exaltation à un abattement mortel. La haine qu'éveillaient les réalités de l'univers alternait en lui avec la crainte que ces mêmes réalités, que le monde lui inspiraient. Mais peu à peu ces oscillations ont fait place à un tolérant orgueil, lui-même modéré par la conscience que le moi qu'on a en partage n'est, à tout prendre, ni si incomparable ni si grandiose. Et cette sûreté de tout l'être instaura en lui un calme, une sérénité permettant à ses diatribes de se faire plus équitables, sinon plus douces. En outre, si Vallès gagne ainsi en sérénité et en assurance, c'est aussi parce qu'il ne combat plus pour lui-même, mais lutte, ou du moins se flatte de lutter pour les autres.

Sans doute, à cette maturité peut avoir également contribué le fait qu'il a maintenant trouvé en Séverine la filiale tendresse d'une femme « élégante », parfumée et pourtant révolutionnaire. Désormais, et jusqu'au jour de sa mort, il travaillera en commun avec elle, et Séverine, plus tard, continuera son œuvre. C'est elle qui a donné sa forme définitive au troisième volume de « Jacques Vingtras ».

Et à l'entêtement obstiné, à l'insubordination de l'enfant, de l'adolescent et de l'homme jeune et toujours mauvaise tête, à son esprit de contradiction, Vallès doit d'avoir développé le don de penser par contraires. Or, ce don, à la longue, se révéla une fructueuse méthode de raisonnement, l'intelligence qui prend l'habitude, à l'occasion de tous les événements de la vie et de toutes les manifestations de la réalité, d'en évoquer l'antithèse, puis de confronter à son tour celle-ci avec tout ce qui s'y oppose, ne laissant pas, en effet, d'aller de découverte en découverte.

Quant à l'inclination naturelle qui le portait à s'attendre toujours à être déçu par les événements comme par les hommes, elle lui enseigna la prudence à l'égard des grands mots des pseudo-idéalistes.

Transmués en habitudes de pensée, bon nombre des traits les plus personnels de Vallès sont ainsi devenus, pour l'homme mûr, la source d'idées fécondes et le moyen de voir le réel tel qu'il est et de le peindre d'après nature.

Tandis que les gens que rien ne heurte acceptent les conditions de l'existence sans les critiquer, sans que jamais le monde comme il va mette en arrêt leur esprit, l'inadapté, au contraire, ne cesse d'accroître ses dons critiques et en vient à découvrir bien des choses qui échappent au bien-pensant, au conformiste, à l'homme rangé. De sorte que celui qui n'est pas adapté au réel peut, s'il a la chance de ne pas en mourir, se révéler autrement intelligent et avisé, pourvu qu'il ait encore une réserve de bon sens, comme c'était le cas du paysan d'origine Vallès, que la saine raison de ses ancêtres terriens préserva de dégénérer en clochard de la vie sociale et du monde des lettres, de tourner au négateur à tout prix.

Le déraciné, l'outcast, le déclassé n'a guère, quand il débute dans la vie, que les contre-réactions, les réactions à contre-courant chez lui provoquées par les habitudes de classe, auxquelles les autres obéissent. Et c'est à partir de ces réactions à rebours qu'il en vient progressivement à se constituer de nouvelles traditions qui lui soient propres, et qui finissent par le servir, car l'être humain a besoin du support traditionnel. Mais ce bienfait de posséder nos traditions à nous demande beaucoup de temps et beaucoup d'exercice. C'est cela, précisément, que l'on appelle mûrir.

L'homme ne peut vivre sans habitudes. A défaut de leur soutien, il lui faudrait, pour chacun de ses actes, penser, réfléchir à nouveaux frais.

Vallès sut mûrir en se créant les habitudes, les traditions de penser et de réagir qui lui convenaient, qui répondaient à sa nature ; en trouvant un nouveau rapport, conforme à lui-même, avec la collectivité dans son ensemble et les divers groupements de classe tels qu'ils existaient à son époque.

Aux temps difficiles de sa jeunesse, la vie, à ses yeux, se présentait sous l'aspect d'une absurde et grotesque mascarade. Tout était comme déformé de façon inquiétante, étrange. Le second volume de Vingtras est plein de ces irruptions du bizarre et de leurs jeux cruels. Au fur et à mesure que Vallès, dans la vie, gagna en force, en assurance, ce côté grotesque de sa vision alla diminuant, faisant place à l'esprit satirique et même, avec le temps, presque à l'humour.

Mais si Vallès a mûri, c'est sans faiblir, sans mollir, et il est un point sur lequel, jamais, il ne changea : il ne voulait pas commander. Certes, il marchait à l'avant-garde, mais sans être un chef, sans l'ambition de le devenir ; il animait l'action, mais sans donner d'ordres. Il y avait en lui une volonté de liberté pour tous, mais non point cette forte volonté de puissance sur les masses que les masses exigent d'un chef. Les autres hommes,

il les secouait, brisait l'encroûtement de leur carapace, les mettait littéralement hors d'eux-mêmes; ensuite, à eux seuls de se débrouiller.

Politiquement, Vallès était antiétatiste. Dans l'Etat, il voyait tout simplement ce que l'Etat, à l'époque, était : l'instrument de puissance des classes dominantes, la force militaire faite pour combattre les émeutiers, le bourreau des journées de juin, de la Commune, tout l'appareil policier. Sur l'organisation future de l'appareil collectif, les représentations qu'il se faisait étaient loin d'avoir la même précision, et c'est ce qui le différenciait des anarchistes. De la nationalisation des moyens de production — il parle spécialement des chemins de fer — le seul résultat qu'il attende, c'est qu'en lieu et place des capitalistes, ce seront désormais les bureaucrates qui brimeront et pressureront le pauvre monde. Quelque chose comme une transmission de propriété, une manière aussi de fédéralisme dont il semble ne s'être guère fait que des notions assez vagues, voilà son idéal politique. Tout cela, au reste, jusqu'à nouvel ordre, ne préoccupait guère son réalisme. L'important, pour lui, c'était de s'attaquer à l'Etat et à sa bureaucratie. Comme tous les communards, il voyait dans la municipalité, dans la commune, la cellule de toute saine organisation sociale. Comme tous les communards, il était anticentraliste. A la différence des anarchistes, il n'avait pas d'objection de principe contre le bulletin de vote; simplement, par goût, ça lui chantait mieux d'entrer au Parlement par la fenêtre que par la porte, et il aimait à se dire le député des fusillés.

Sa nature de rebelle avait horreur de tous les ismes, de toutes les orthodoxies. Et il ne se lassait pas de répéter qu'il haïssait les calotins rouges autant que les noirs.

Il voulait tout bonnement penser avec sa tête à lui, et se moquait comme d'une guigne des décisions des conciles.

Quant aux luttes d'alors entre marxistes et partisans de Bakounine, il ne semble pas, à leur sujet, avoir exprimé d'opinion.

Tout comme auparavant, il ne cessa, depuis son retour en France jusqu'à son dernier souffle, de combattre toutes les vieilleries surannées dont le fatras encombre soit les cervaux humains soit les programmes de l'enseignement, secondaire ou supérieur. Il ne se lassa point de stigmatiser l'importance disproportionnée accordée à l'histoire, l'idolâtrie de la Grèce et de Rome. En lieu et place de ces plâtres, de ce pseudo-idéal, il en réclamait un neuf. Non qu'il fût ennemi de l'histoire. N'avait-il pas cherché lui-même à se faire l'historien des luttes menées par les ouvriers, des aspirations révolutionnaires du peuple ? Mais il voulait briser les anciennes tables de la loi, les discréditer, et c'est à quoi il ne manqua jamais de s'employer dans ses articles de critique sur l'art et les lettres.

Puissant lutteur ne recevant d'ordres que de lui-même, il admirait par-dessus tout Voltaire. Et, avec Voltaire, Proudhon et, en littérature, Dickens. Les portraits de Dickens et de Proudhon ornaient les murs de son cabinet de travail.

C'est au nom de toutes ces idées, de ce programme si l'on veut, qu'il fonda en 1883 son nouveau « Cri du Peuple ». Le journal répondait à un besoin de l'époque. Il y avait encore la place, alors, pour les francs-tireurs : « Le Cri du Peuple », trouvant une vaste audience, devint l'organe retentissant de la révolte.

XXIV

La victoire électorale des républicains, en 1887, avait rendu au mouvement ouvrier la possibilité de s'exprimer. Mouvement ouvrier du reste encore bien timide.

Après les massacres de travailleurs qui avaient suivi la Commune, la France, pour la pensée politique, n'était plus qu'un cimetière.

D'après un rapport de 1876, nous pouvons voir que les prolétaires se préoccupaient alors de coopératives de consommation et de production, de mutualisme ou d'éducation professionnelle. Sur le principe de la grève, les esprits étaient divisés. En la même année 1876, un congrès de délégués syndicaux tenu à Paris demandait la protection légale du travailleur, la suppression du travail de nuit et la représentation au parlement des intérêts ouvriers. Et ce n'est qu'à partir de l'année suivante, après la victoire républicaine aux élections, que l'on recommença de prononcer le mot socialisme.

Précurseur du mouvement ouvrier marxiste qu'il devait diriger plus tard, Guesde, en 1877, fonda le journal « L'Egalité » et demanda la convocation d'une conférence socialiste internationale. La conférence fut interdite par le gouvernement, mais une minorité de délégués, passant outre à l'interdiction, voulut se réunir quand même. D'où des arrestations et un vaste procès qui fit grand bruit.

En 1879, les marxistes groupés autour de Jules Guesde et les possibilistes (réformistes et socialistes communistes), avec Paul Brousse, conclurent une alliance électorale, mais qui devait être à peu près sans lendemain, puisque, trois ans plus tard, les deux tendances se séparaient.

C'est en 1880 que fut arrêté le programme du parti marxiste, à la rédaction duquel collabora Marx en personne. Parti, dès l'origine, avant tout parlementariste, avec, par-dessus le marché, un brin de phraséologie révolutionnaire. C'est dans les régions industrialisées que ledit parti devait trouver le terrain le plus favorable. L'idée que l'évolution économique ne nourrissait que les meilleures intentions envers la classe ouvrière ou, pour le dire vulgairement, que le destin était de manche avec les travailleurs, séduisait particulièrement les éléments du prolétariat qui n'avaient pas grande confiance en leurs propres forces. Paris, où la grande industrie restait en arrière sur les anciens métiers, inclinait plutôt à donner ses voix aux possibilistes, dont le chef fut même élu président du conseil municipal.

A côté des possibilistes et des guesdistes, il convient de mentionner aussi les simples républicains radicaux, tel Clemenceau, que soutenaient, à l'époque, nombre d'ouvriers.

Il y avait aussi les anarchistes, de diverses nuances. Anarchistes et autres antiautoritaires se recrutaient surtout dans le Midi ou à Paris même. La plupart des « internationaux » de la tendance antiautoritaire adhèrent aux Bourses du travail, où ils devaient être le ferment du syndicalisme révolutionnaire.

Moins par principe que par l'effet des dispositions légales qui le leur interdisaient, les anarchistes proprement dits n'avaient guère établi de connexions entre leurs diverses sections autonomes. C'est à partir de 1878 qu'avaient commencé de se constituer des clubs libertaires, où les discussions battaient leur plein. Les anarchistes, d'ailleurs, participaient, eux aussi, aux congrès ouvriers, où ils faisaient de l'agitation pour leurs idées. La critique de l'Etat occupait, à cet égard, le premier plan. Le journal de Pierre Kropotkine « Le Révolté » n'était pas sans exercer une certaine influence et, en 1880, le retour de la communarde Louise Michel donna de l'élan au nouveau mouvement anarchiste.

Telle était la situation dans le mouvement ouvrier au moment où Vallès, pour la seconde fois, fit paraître « Le Cri du Peuple ».

Quelque psychologue amateur imaginerait peut-être que le rebelle si intensément critique qu'était Jules Vallès allait partir en guerre envers et contre tous. Bien au contraire ! Sa critique, sans doute, n'épargnait personne, mais non plus lui-même ; aussi put-il se montrer, vis-à-vis de tous les compagnons de lutte, d'une tolérance extrême, invitant les uns et les autres à collaborer à son journal, qu'ils fussent anarchistes ou blanquistes, tenants de Marx ou partisans de Paul Brousse. Chacun reçut en partage un nombre de colonnes et son jour réservé. C'est ainsi, par exemple, que le marxiste Jules Guesde put consacrer de longs articles à l'exposé de sa doctrine. Et bien que proudhonien de formation et de tendance, Vallès laissa rendre justice tant à Marx qu'à Bakounine.

Toujours on voit se manifester sa volonté de liberté et d'indépendance, non seulement pour lui-même, mais pour tous ceux qui avaient combattu avec lui du même côté de la barricade. Il n'était implacable, il ne montrait d'intolérance — une intolérance légitime — que pour les tyrans.

Jamais, nous l'avons dit, il ne s'est enrégimenté dans un parti. Jamais il ne cessa de combattre à son propre compte. Il disait : « Je ne veux pas de matricule sur mon képi. » Et de tous les systèmes, nous l'avons dit également, il ne pratiquait que celui de n'en point avoir, qu'il tempérait de ce bon sens paysan, que, malgré toute sa révolte, il eut toujours si largement en partage dès que son esprit d'insubordination se fut suffisamment donné cours.

Vallès, évidemment, n'aura jamais été un politicien au sens strict et étroit du mot, mais un politique universel, un universaliste de la politique. En quelque point de la vie sociale que se manifestât l'obscurantisme ou la tyrannie, sa vaillance était prête au combat. Pour lui, il n'y avait pas de théâtre apolitique, d'art socialement neutre. Il savait trop bien que les créations de l'esprit sont toujours empoisonnées par les tendances des classes dominantes. Et il savait également que le travail des historiens ne fait pas exception. Aussi ne se lassa-t-il jamais de dénoncer d'une plume vengeresse tout ce qu'il y a d'illusoire et de mensonger dans l'histoire, les lettres, l'art ou l'enseignement, de combattre la cuistrerie, le pompiérisme et tout ce qui s'efforce de pudiquement dissimuler une idéologie de classe. Tout ce qu'il avait eu à endurer dans sa jeunesse l'avait rendu méfiant, mais d'une méfiance dont il avait su faire son instrument le plus utile quand il s'agissait de juger les propos des gens, de déceler leurs préjugés ou leur hypocrisie. Et cette même méfiance était aussi un carburant de premier ordre pour faire tourner le moteur de sa pensée politique. Vallès insufflait à son lecteur confiance en soi et méfiance envers les puissants.

Dans les lettres comme en tout, il veut une révolution. C'est le peuple, maintenant, qu'il faut peindre, affirme-t-il. Mais non seulement le peuple qui pâtit et qui souffre, mais aussi le peuple en révolte. L'écrivain doit prêter vie à tous les types de son époque, pris dans toutes les classes. Et fût-il d'opinions conservatrices, comme Balzac, son action n'en sera pas moins révolutionnaire dans la mesure même où il saura rester un artiste sincère, bien résolu à ne point s'abaisser au rang de servile laquais des maîtres. De même en ce qui concerne l'histoire.

Faire de la politique, pour lui, cela revenait à vouloir révolutionner la vie entière, dans tous les domaines — arracher les masques et permettre à tout ce qui est vivant, authentique, de se développer et de s'épanouir.

Et puisque les traditions tyrannisent l'homme, Vallès faisait la guerre à tout ce qui est tradition-

nel et convention. Nous ne devons retenir du passé que ce qui peut servir le présent. Le passé comme passé ne signifie rien. Tout doit être centré sur le moment actuel, et non point sur le soi-disant devenir historique. Là où l'histoire peut rendre service, soyons historiens. Écrivons l'histoire de la lutte et de la défaite des révoltés, l'histoire des combats de 48, de 51, de 71, autrement dit l'histoire des guerres des insurgés.

Tout cela, Vallès l'exposait dans ses articles, ceux de son journal comme ceux qu'il publiait ailleurs. D'autres que lui ont peut-être dit les mêmes choses, mais ce qui le distingue, c'est la langue passionnée, vivante, populaire dans laquelle il les a dites. Il est le moins gens-de-lettres des écrivains. Tout explosion, il ignore le maniérisme et, sans souci des formes traditionnelles, ne cesse, avec passion, d'inventer son propre verbe. Sa langue a la savoureuse vigueur de la sincérité. Il n'était pas du nombre des fils de la petite-bourgeoisie dont tout le soin est de singer le goût des riches, et qui, désireux de se faire passer pour autant d'arbitres des élégances, appellent cela l'esprit moderne et la révolution dans l'art. Vallès n'avait rien du révolutionnaire de salon.

Il était peuple, dans la mesure où l'on peut dire que le peuple est resté indemne de toute fausse culture et veut être lui-même et non point vivre ou penser à l'instar de ses maîtres. Et c'est ce peuple-là qu'il prenait pour mesure de son œuvre. Dans sa résolution de rendre service — à ce peuple — par ses écrits, il se trouva servir et sa vraie nature et le peuple lui-même.

Au lieu de proclamer un dogme décrétant l'évolution que doivent suivre les choses, il se donna pour tâche de contribuer de son mieux à la liberté, à l'épanouissement de la personne et au bonheur.

Bien entendu, on doit aussi connaître le monde et les forces qui le composent. Mais ce qu'il faut, c'est les changer, et non point en faire un objet d'idolâtrie — ne pas déclarer dès l'abord que tout ce qui est réel est rationnel. Car s'il est déraisonnable de vouloir passer la tête la première à travers les murailles, il n'est pas moins absurde de laisser debout les murs qui vous gênent.

Vallès, dès 1883, tomba gravement malade du diabète. Il mourut le 14 février 1885, soigné par Séverine et par son mari, qui était médecin. Tout ce qui sympathisait avec la révolution prit part à ses funérailles, de la bohème au futur président du Conseil Georges Clemenceau.

En Jacques Vingtras, il vit d'une vie immortelle.

Fritz BRUPACHER.

(Traduit de l'allemand par Jean-Paul SAMSON.)

* Voir R.P. n° 35 de février pour les 12 chapitres précédents de cette étude.

Si l'homme du pouvoir a la volonté de prévariquer, il le peut, et tôt ou tard il le fera. Que dis-je ? On en viedra à faire de la vénalité l'une des prérogatives du gouvernement. Le tigre dévore parce qu'il est organisé pour dévorer, et vous ne voulez pas qu'un gouvernement organisé pour la corruption fasse de la corruption ?

PROUDHON.

(Idée générale de la Révolution)

L'affaire Roger Hagnauer

UNE LETTRE DE L'U.D.F.O. DE LA REGION PARISIENNE

Nous avons reçu la lettre suivante :

Paris, le 22 février 1950.

Le bureau de l'Union des Syndicats confédérés Force Ouvrière de la Région parisienne, s'associant à l'article paru dans la « Révolution prolétarienne » de février 1950 sous le titre : « L'affaire Roger Hagnauer », vous prie d'insérer un communiqué paru le jeudi 17 novembre 1949 dans « Force Ouvrière » qui confirme sa solidarité fraternelle à l'égard de ce camarade.

Voici le texte du communiqué publié en novembre 1949 par nos camarades de l'U.D.F.O. :

INJURES ET DIFFAMATIONS ! TOUT EST BON !

Le bureau de l'Union des Syndicats confédérés Force Ouvrière de la Région parisienne, réuni le 14 novembre 1949, s'élève véhémentement et avec indignation contre l'article injurieux, paru dans le journal « l'Humanité » du 12 novembre, à l'adresse du camarade Hagnauer — membre du bureau de l'U.D.F.O. et membre du secrétariat de la Fédération de l'Education Nationale — à la suite de son intervention au congrès de la Fédération autonome de l'Education Nationale des 10 et 11 novembre 1949.

Dénonce le caractère diffamatoire de tels procédés, qui sont à la mesure de ceux qui les emploient.

Le bureau de l'Union des Syndicats confirme sa confiance et sa solidarité fraternelle au camarade Hagnauer, à l'occasion de cet acte calomnieux dont il est victime.

LE TMOIGNAGE DE DAVOUST

D'autre part, notre vieil ami Davoust a adressé à Monatte une lettre que nous tenons également à reproduire :

La Garenne-Colombes, 23 février 1950.

J'apprends par la R.P. l'injustice syndicale à réparer au sujet de notre camarade et ami Roger Hagnauer.

Retraité d'office comme inspecteur général d'assurance au 31 décembre 1940, Sirolle, qui avait été mon secrétaire adjoint au Syndicat Paris Saint-Lazare-Batignolles des Cheminots de 1911 à 1916, me dit vers le 25 décembre 1940 : « Viens avec moi au Secours National, tu t'occuperas des transports. » J'y suis entré le 2 janvier 1941.

Hagnauer y vint quelque temps après, et jusqu'à mon arrestation par la Gestapo le 10 octobre 1941, j'ai pu m'entretenir avec lui de la situation générale et je puis certifier qu'à aucun moment Hagnauer n'a été vichyste ni collaborationniste.

Il était plus prudent que moi et souvent il me disait : « Tu parles trop ouvertement à des hommes qui ne sont pas sûrs ! », car il y avait de tout, des vichystes, des lavalistes, des déatistes, des doriotistes, dans les bureaux annexes de la Direction.

Il avait raison en ce qui me concerne, puisque ce fut l'écho du journal « l'Appel » de Pierre Constantini dont je t'adresse une copie, qui fut la cause de mon internement à Fresnes pendant 18 mois, plus quatre mois au camp de Compiègne. Mon fils Gaston, que tu connais, fut arrêté le même jour 4 heures après moi, mais à Compiègne il fut déporté et ne revint qu'en 1945. Mon autre fils Eugène fut emprisonné le lendemain au Havre, où il était chef de dépôt des chemins de fer, puis à Rouen.

LE PREMIER ECHO DE « L'APPEL »

Grâce à Davoust, nous pouvons donc reproduire le texte de l'écho publié le 14 août 1941 par « l'Appel » antisémite et hitlérien. Le voici :

S'il est un service public où l'esprit nouveau devait souffler ; où tout un chacun, du plus haut fonctionnaire au plus infime, devrait être imprégné des mots d'ordre de la Révolution nationale, c'est bien le Secours National.

Or la présence dans les cadres de cet organisme de certaines personnalités donne à penser qu'il n'en est rien.

Voici, en effet, sans commentaires superflus, les noms de quelques-uns des principaux collaborateurs :

Secrétaire général à la direction de l'Entraide d'Hiver : M. Hagnauer, instituteur révoqué pour menées antinationales (serait juif).

Secrétaire particulier du directeur général de l'Entraide d'Hiver : M. Salomon, juif.

Délégué du Secours National à Clichy : Aufferay, maire révoqué de cette localité, créature de Léon Blum, militant Front populaire. Délégué du Secours National à Antony : Reichenbach, juif.

Délégué du Secours National dans le 19^e arrondissement : Cordier, qui serait Vénéral d'une Loge maçonnique. Délégué du Secours National à Sevran : Allias, dont les deux fils sont passés au service de l'ex-général de Gaulle. Délégué du Secours National à Neuilly : Metman, fervent propagandiste gaulliste, etc., etc.

Dans les rangs des nombreux sous-délégués et inspecteurs, il y a d'anciens miliciens rouges de la guerre civile espagnole et un grand nombre de blumistes fervents.

Ne quittons pas le Secours National sans signaler que la « résidente » du 7^e arrondissement (la « maison » est 26, avenue de Saxe) Mme la baronne ? Mary-Davigneau n'est autre que la belle-sœur de Camille Chautemps ! Elle a pour collaborateur immédiat un ancien pharmacien, qui se fait appeler « le commandant » et que le personnel a baptisé le « colon du Niger ».

La maison du 7^e est, paraît-il, d'un excellent rapport, les fonds recueillis sont abondants, mais, disent les mauvaises langues, ils ne prendraient pas en totalité le chemin des œuvres auxquelles ils sont destinés.

De tout ceci, il semble ressortir qu'une épuration s'impose. Au Secours National, encore moins qu'ailleurs, il ne faut ni FF. MM., ni juifs, ni enjuivés, ni politiciens défrachés mais non repentis — ni, surtout, de gens douteux.

La maison de la rue Laffitte doit être, au sens absolu du terme, une maison de verre. Comme, d'ailleurs, toutes ses succursales et filiales.

LE SECOND ECHO DE « L'APPEL »

Nous voulons aussi reproduire le second écho de « l'Appel », du 21 août 1941, qui fut à l'origine de l'emprisonnement de Davoust :

Nos échos de la semaine dernière ont, nous le savons, provoqué une vive émotion dans les bureaux de la rue Laffitte et leurs annexes.

C'est que, nous l'avons dit, la plupart des bonnes places de tout repos, c'est-à-dire bien rétribuées et ne donnant pas trop de mal, sont occupées par d'anciens militants du Front populaire, parmi lesquels des juifs ont réussi à se maintenir.

Aux noms déjà cités, ajoutons un certain M. Davoust, qui ferait beaucoup trop parler de lui au service de l'Entraide d'Hiver.

Ancien agent de la S.N.C.F., révoqué, paraît-il, ce personnage ne se gêne pas pour attaquer ouvertement la politique du Maréchal, faire auprès des jeunes gens une active propagande gaulliste et exalter la résistance des bolchevistes dont il espère encore, le **pôvre** ! une impossible victoire.

Sans autre commentaire.

Face aux réalités !

La grève gestionnaire ! Cette formule, lancée il y a quelques années, suscite, dans les milieux syndicalistes, nous ne dirons pas l'enthousiasme, le mot serait trop fort, mais du moins un intérêt certain et mérité. Cela prouve que les vieux mots d'ordre de la Première Internationale, « la mine aux mineurs », « la terre aux paysans », « le chemin de fer aux cheminots », etc..., ne sont pas tout à fait morts, quoi qu'en dise Louzon (1), la grève gestionnaire n'étant au fond que leur résurgence sous une forme plus moderne, qu'une technique nouvelle de leur mise en application.

Il est bon d'ailleurs que nous ne donnions pas à cette théorie une adhésion purement sentimentale, spontanée, irréfléchie, cette attitude irrationnelle pouvant nous conduire à des actions prématurées qui se solderaient par des échecs lourds de conséquences. L'attitude contraire serait, notons-le, tout aussi dangereuse. Nos légitimes et bienfaisantes hésitations ne doivent pas nous amener, devant la constatation soudaine des dures réalités de la grève gestionnaire, à jeter le manche après la cognée, à dire « ce n'est pas possible » et à nous réfugier, en attendant d'hypothétiques conditions favorables, ou bien dans une action réformiste que les contradictions économiques stérilisent à chaque pas, ou bien dans une phraséologie révolutionnaire aussi archaïque qu'inefficace. Nier les faits ? Non ! Les subir ? Pas davantage. Le courage, c'est de nous battre contre eux et de les forcer, par la vigueur de notre foi, à composer avec nos aspirations idéales...

Dans une précédente étude (2), nous avons tenté de montrer comment la grève gestionnaire permettrait de parer aux deux dangers qui menacent actuellement la grève « cessation de travail » : la répression gouvernementale ou patronale et l'exploitation politique de la grève à des fins totalitaires. Nous avons également posé un principe de gestion : la gratuité.

Nous avons dit « principe », encore que, dans notre pensée, il ne s'agit pas d'ériger en système intangible et absolu ce qui n'est qu'une méthode tactique, primordiale certes à nos yeux, mais relative à une situation donnée, à un fait précis qu'il faut nécessairement tourner : le profit capitaliste. Nous avons en effet pensé que la fâcheuse entrave apportée par son application au déroulement normal du « jeu capitaliste », la simplicité de sa mise en pratique, ses conséquences sur la puissance étatique ou patronale constituée essentiellement par la détention de l'argent, contrebalançaient amplement des dangers indirects, incontestables il est vrai, mais susceptibles, selon nous, d'être dominés.

Nous avons ensuite choisi, pour illustrer notre thèse, l'exemple des P.T.T. examinant succinctement ce que pourrait être la grève gestionnaire dans cette administration. Cet exemple fut-il bien choisi ? A constater l'échec rencontré par la grève du 25 novembre dans la corporation postale, il semble que les postiers soient très éloignés de l'application des méthodes d'action que nous avons exposées. Mais là n'est pas la question. Il ne s'agit pas de savoir — et nous n'avons jamais rien affirmé en ce sens — si les postiers sont capables ou non, dans le moment présent, de réaliser la grève gestionnaire. Il s'agit seulement de se rendre compte

si, dans une industrie donnée, et indépendamment du caractère syndicaliste, des appartenances idéologiques, des qualités combattives, de la capacité gestionnaire de son personnel, peuvent être mis en œuvre des moyens d'action axés sur les principes que nous avons exposés, quelles seront les difficultés intrinsèques qui s'opposeront à leur réussite, quels procédés tactiques doivent être pris pour surmonter ces obstacles, judicieusement délimités, catalogués, analysés au préalable.

C'est pourquoi nous pensons qu'il ne peut être élaboré sérieusement aucune étude générale de la grève gestionnaire. Ne peuvent être vraiment profitables que des études particulièrement effectuées industrie par industrie. La parole est donc aux militants syndicalistes dispersés dans toutes les branches de la production. Pour notre part, et bien qu'il y ait certainement d'autres camarades plus compétents que nous pour le faire, nous examinerons encore le cas des P.T.T. espérant faire œuvre utile non seulement pour nos amis postiers, mais encore pour tous ceux qui travaillent et militent dans des activités présentant avec les P.T.T. des similitudes de gestion ; c'est le cas de tous les services publics qui peuvent, à la rigueur, fonctionner avec le seul concours de leur personnel, ne nécessitant qu'un minimum de matières premières et de fournitures diverses et dont les recettes sont habituellement constituées par des tarifs encaissés au jour le jour en échange des différents services rendus, dans l'immediat, aux usagers.

Nous rappelons d'abord la définition de la grève gestionnaire postale que nous avons donnée, à savoir, continuation du travail, mais refus de percevoir les taxes habituellement prévues. Cette forme de grève est-elle possible ? Dans quelles limites peut-elle être pratiquée ? Quelles sont les réalités qui se dressent devant elle ?

Premier danger : la répression

Nous n'avons fait, à vrai dire, qu'effleurer la question dans notre précédente étude, nous bornant seulement à signaler les difficultés d'ordre surtout théorique qui s'opposent à une éventuelle répression gouvernementale analogue à celle qui s'exerce ou s'exercerait contre toute cessation de travail accompagnée d'occupation des locaux. Il semble en effet assez normal de supposer que les pouvoirs publics hésiteraient quelque peu à faire évacuer par la force des bureaux où le service continuerait pour le grand avantage du public et à transformer ainsi un mouvement, qui ne brimerait pas celui-ci, en une cessation générale du travail dont il subirait les désastreuses conséquences.

Il y a d'autres raisons, d'ordre, cette fois, pratique, qui entraveraient une éventuelle action coercitive, dans l'hypothèse où elle serait conduite, comme c'est le cas habituel, par des brigades de C.R.S. ou d'agents de police. Comment un profane, et en matière de poste ou de téléphone les policiers sont évidemment des ignorants, pourrait-il déterminer *de visu* à partir de quel moment un agent, ou même un service entier, pratiquerait la grève des taxes ou opérerait dans les conditions réglementaires ? Rien ne ressemble plus à la distribution d'une lettre non affranchie ou mal oblitérée que celle concernant un pli régulièrement transmis. Et le nombre de « franchises » est tel que les postiers

(1) « L'Ère de l'Impérialisme », p. 71

(2) « R. P. » d'août 1949.

expérimentés s'y trompent quelquefois. Trier les « jaunes » des grévistes serait bien difficile et la police ne pourrait que « vider » tout le monde, ce qui serait, répétons-le, gros de conséquences.

Il faut en convenir, la grève gestionnaire des P.T.T. ne pourrait être réprimée que par les postiers eux-mêmes. Les « cadres » peuvent en effet empêcher un mouvement déclenché par les agents d'exécution. Encore faudrait-il, primo, qu'ils y soient farouchement hostiles; secundo, qu'ils comprennent au moins tous les chefs, jusqu'au grade d'inspecteur ou assimilé inclus, car les fonctionnaires supérieurs seuls n'y suffiraient certainement pas; tertio, qu'un effectif de policiers, prêts à « rétablir l'ordre », occupe tous les locaux de service en même temps que les employés y travaillant; quarto, que tout agent pris en flagrant délit de... sabotage budgétaire soit immédiatement dénoncé et expulsé (attention aux étourdis!); quinto, que tout agent suspendu de fonction soit immédiatement emprisonné de façon que la crainte de cette sévère sanction annihile toute volonté d'agir de la masse. Peut-être un jour, continuant leur « décadence » (?), les postiers parviendront-ils à ce stade d'indignité et seront-ils mûrs pour une pareille servitude. Pour l'instant, et malgré les constatations du 25 novembre, il ne semble pas, compte tenu de l'état d'esprit du personnel en général — cadres compris — qu'une telle répression soit possible. La grève gestionnaire échouerait sans doute, mais se transformerait en une cessation générale et illimitée du travail qui, engagée dans un tel climat, aurait beaucoup de chances de se terminer par la victoire.

Ce qui ne signifie pas qu'un minimum de courage — inexistant peut-être à l'heure actuelle — ne soit pas nécessaire pour se résoudre individuellement à ce geste difficile, héroïque même, de désobéissance aux règlements. Nous pensons surtout à ceux des postiers qui effectuent des opérations taxées laissant des traces sur les registres et contre lesquels les juridictions disciplinaires pourraient ensuite se retourner en cas d'échec. Le moment venu, il conviendrait de se montrer prudent et de tenir compte des appréhensions, somme toute justifiées, des exécutants, en sachant éventuellement limiter l'ampleur de la révolte.

Les usagers

Nous remercions notre ami Jean Mathé d'avoir attiré notre attention, dans son discours du Conseil national de novembre de la Fédération syndicaliste des P.T.T., sur ce redoutable écueil que, navigateur inexpérimenté, nous n'avions pas aperçu tout d'abord. Que disait Mathé? Il constatait la décadence des hommes d'aujourd'hui, véritable effondrement des valeurs morales dont la cause réside sans doute dans la somme incalculable de souffrances, de mensonges, de violences et d'égoïsmes accumulés par deux terribles guerres. « Vous allez, en appliquant la gratuité, vous mettre en grève gestionnaire, ajoutait ce militant (3), c'est-à-dire que vous allez travailler pour rien, expédier lettres, mandats et paquets sans percevoir de taxes. Réfléchissez-vous à quelle mentalité vous faites alors appel, à quels sentiments vous allez donner libre cours? Votre grève signifie que, pendant le temps qu'elle durera, le public pourra librement expédier tant de paquets qu'il voudra, tant de lettres, tant de mandats, parler au téléphone des heures entières s'il le désire, que chacun pourra s'en donner à cœur joie, profiter des circonstances comme d'une aubaine, comme d'une « combine » analogue à celles que chaque Français a, plus ou moins, subies ou pratiquées pendant les années noires. » Et notre ca-

(3) Nous citons de mémoire en développant le plus honnêtement possible l'idée exprimée succinctement par l'orateur.

marade concluait en nous exhortant à une étude sérieuse de la question afin d'éviter l'aventure.

L'objection est de taille, et il n'est de considérer par exemple une seule éventualité pour en mesurer tout le bien-fondé: des maisons de commerce profitant de la gratuité pour expédier, sous forme de « paquets contre remboursement », lesquels ne seraient grevés d'aucune taxe, quantité de marchandises à d'éventuels clients, en même temps qu'elles organiseraient avec un minimum de frais, une publicité épistolaire sans mesure, postiers et facteurs étant aussi transformés en agents bénévoles de représentation commerciale. Partis politiques, journaux, associations diverses pourraient agir de même. Quelle fin grotesque pour un mouvement purement syndicaliste dressé à la fois contre le projet capitaliste et les politiciens!

L'obstacle est là, qui se dresse. Il n'est plus, cette fois, constitué par les poignes solides des brutes policiers. Il git, insidieux, méconnu, fuyant, dans les âmes perverses de tous ceux qui utilisent nos services. Il est d'ordre psychologique. Son analyse demande des compétences que nous n'avons certainement pas. Essayons tout de même.

Sans avoir la prétention de trancher le débat millénaire qui a partagé les philosophes de tous les temps sur le mystère du comportement humain, la vie courante et familière « nous enseigne que, tout bien pesé, les hommes agissent par intérêt, par passion, et en raison d'opinions politiques préconçues ou de préjugés de castes, les parts de ces divers éléments étant inégales selon les époques, les circonstances, l'ambiance sociale, en somme le milieu dans lequel ils évoluent, réagissent contre lui ou le subissent suivant leur hérédité, leur degré d'éducation, leur culture intellectuelle et morale ». C'est pourquoi nous pensons que devant la « gratuité gestionnaire », l'attitude des usagers ne sera pas une et statique. Elle se modifiera dans l'espace suivant les divers mobiles qui les pousseront à utiliser le service public en grève, et dans le temps, au fur et à mesure des différentes phases traversées par l'événement.

Car il y a ceux qui écrivent, téléphonent, envoient des paquets, des télégrammes, des imprimés, des journaux, pour des raisons commerciales et dans un but lucratif. Il y a aussi ceux qui désirent montrer leur affection ou exprimer leur pensée au parent, à l'ami, au collègue, au disciple, à l'élève. L'intérêt guide les uns. Les autres obéissent au sentiment. Devant le fait de la gratuité, les premiers penseront au profit possible. Les seconds, mon Dieu!... continueront peut-être — c'est possible — à affranchir leurs lettres s'ils ont des timbres « pour être plus sûr que ça arrive », en tout cas (mis à part quelques hurluberlus multipliant par fantaisie passagère d'inutiles missives) n'augmenteront pas sensiblement l'importance de leur courrier. Et le problème serait résolu si l'on trouvait le moyen pratique d'identifier extérieurement la nature... psychologique de toutes les correspondances échangées.

Dans le temps? Quelles sont ces variations de la mentalité générale que la grève, à ses diverses phases, provoque dans l'esprit du public? Examinons-les rapidement.

Avant la grève: Une tension existe entre gouvernement et postiers. « L'état d'alerte » est proclamé. Le public en est informé par la presse ou par voie d'affiches. Certains sont indifférents. D'autres prennent parti. De quel côté penche la balance? En faveur du gouvernement agit la crainte de voir les revendications postales se répercuter sur la feuille d'impôt ou sur le « prix du timbre ». En faveur des postiers se manifeste un certain courant de sympathie (ce sont, en général, des fonctionnaires bien considérés) et peut-être aussi ce vague sentiment propre aux Français, et qui les porte, par instinct, à critiquer le gouvernement et à se déclarer a priori

« contre les pouvoirs ». Bref, tout bien considéré, le public est neutre.

Que survienne une cessation générale et illimitée du travail, cette neutralité se mue très vite, et quoi qu'on fasse, en hostilité déclarée. Le mécontentement des usagers, gravement lésés par la grève, prime rapidement toute autre considération. Que le gouvernement soit ou non responsable par son intransigeance et son arbitraire de ce néfaste état de choses, le public s'en moque. Une seule chose le préoccupe : que la grève cesse. Et il ne tarde pas à voir d'un très mauvais œil ceux qui n'ont qu'un geste à faire pour y mettre fin : reprendre le travail. D'autant plus que cette hostilité grandissante est très habilement exploitée par la presse gouvernementale et la radio, puissants moyens contre lesquels les postiers, avec leurs éventuelles affiches, ne pourront pas grand-chose.

Que survienne par contre une grève « gratuite ». Au début, un mot caractérise, à lui seul, les multiples sentiments qui, brutalement, vont agiter l'opinion : la surprise. Qui dit surprise dit intérêt affectif, dit curiosité, dit faveur. Le passionnel, pour un temps, devient roi. Le public va assister à un « match », spectacle inespéré, entre les postiers et les pouvoirs publics, et cette fois il n'en paiera pas les pots cassés. Les postiers sont des malins ! Vivent les postiers ! Les commerçants, les « combinards », seraient-ils à ce point pervertis par la vénalité actuelle pour se soustraire absolument à l'ambiance générale qu'il leur faudrait tout de même quelques jours avant de mettre au point les moyens de tirer le meilleur parti possible de la situation ? Les réactions du peuple, de la masse, sont lentes. La « masse » — le mot dit bien ce qu'il veut dire — c'est ce qu'on meurt difficilement. C'est regrettable, parfois. Pas toujours. Dans le cas présent, cette particularité, qui rend improbable au début une augmentation sensible du trafic, aura l'avantage de permettre à la grève de « s'installer » et de produire un « effet de choc » très efficace, décisif peut-être pour peu que nos adversaires ne soient pas à la hauteur des circonstances, sans pour autant désorganiser de fond en comble les services dont le fonctionnement normal doit rester notre principale préoccupation.

Nous disons : au début, car au bout de quelques jours, certaines tendances, qu'endormait le narcotique passionnel, se réveilleront peu à peu plus dangereuses du fait de la situation. Voilà les usagers habitués progressivement à ces facilités nouvelles. Certains services, le téléphone, notamment, connaissent par suite de l'allongement des conversations, une surcharge qui ne peut être atténuée que par la limitation brutale de la durée des communications — les appareils sont plus exigeants que les hommes — ordonnée par les comités de gestion ; première entorse au principe initial de la liberté de consommation : en même temps naît une certaine inquiétude : « Où cela va-t-il nous conduire ? », disent les timorés en hochant la tête. La sympathie pour le mouvement reste encore vive. Mais il est juste de prévoir que l'Etat met tout en œuvre : propagande, condamnation de militants, calomnies, pour la combattre. Le moment est crucial !

Au bout de plusieurs semaines enfin — une fois passée l'euphorie du début — le volume des correspondances de caractère lucratif (publicité) ou tencancieuse (propagande, sabotage) tend à prendre des proportions dangereuses pour l'écoulement du trafic, redoutables aussi par leurs conséquences sur la mentalité générale. C'est alors que des trafiquants insensibles au caractère altruiste du geste confiant des postiers, cherchent à profiter de la gratuité pour faire des « affaires ». C'est alors que les adversaires politiques de la grève gestionnaire peuvent essayer de la combattre en provoquant par

des dépôts intempestifs de correspondance surtout postales (le caractère des « télécommunications » étant plus facile à déceler) un embouteillage général des services qui risque de conduire, quand bien même seraient résolus ailleurs les problèmes spécifiques de gestion, à un lamentable fiasco.

Quelle conclusion tirer de cette analyse ?

Toute grève gestionnaire d'un service public tel que les P.T.T. — c'est-à-dire n'intéressant qu'un secteur restreint de l'économie — est condamnée, dans l'immédiat, à être courte. Par suite, des deux parties en présence, l'une, les grévistes, aura intérêt à l'écourter le plus possible, mais l'autre, l'Etat, ne cherchera pas non plus à la faire durer, non seulement parce que le bon équilibre de son « budget-annexe » pourrait finalement s'en ressentir, *mais encore et surtout parce que la prolongation d'un tel mouvement prendrait, qu'on le veuille ou non, un caractère insurrectionnel — quoique non violent — et dénoncerait aux yeux de la multitude le mensonge de la force armée, la fragilité du pouvoir, le caractère factice de l'autorité gouvernementale, car il n'y a de puissance qu'incontestée.* Le problème sera donc de savoir limiter dans le temps la grève gestionnaire tout en lui maintenant son caractère de sanction propre à contraindre le pouvoir, par les menaces informulées dont elle sera grosse, à céder sur les revendications présentées. Nous verrons que la question n'est pas insoluble.

La gestion

L'examen de cette troisième « réalité » nous conduit à une conclusion identique. Au début de l'action, en effet, l'administration peut fonctionner sur l'acquit. Les dépenses les plus importantes sont le paiement des traitements du personnel. Mais on peut choisir le début du mois pour déclencher la grève. Côté transports, il semble difficile, sous peine d'impopularité, que le gouvernement fasse pression sur la S.N.C.F. pour qu'elle refuse brutalement aux P.T.T. la traction des wagons-poste. Mais par la suite, il n'est pas interdit de penser que, malgré la possible opposition de nos camarades cheminots, de telles mesures de contre-offensive ne soient pas prises d'une manière plus ou moins hypocrite. En ce qui concerne les diverses fournitures dont l'administration a besoin au jour le jour (essence, réparations urgentes, papeterie, etc...) il est vraisemblable que les commandes en cours d'exécution les premiers jours de la grève seront satisfaites et ordonnancées. Mais si les services de direction s'absentent ensuite, ce qui est probable, de commander quoi que ce soit, est-on sûr que l'industrie privée acceptera de livrer aux comités de gestion les matières et objets nécessaires sans qu'interviennent des paiements au comptant ? Passés les premiers jours, il nous faudra de l'argent. Où le prendre ?

Nous avons émis l'idée de demander aux usagers une contribution volontaire en échange des opérations qu'ils effectueraient gratuitement. Mathé, dans son discours, a légèrement persiflé les dispositions pratiques que nous avons prévues à cet effet. Et pourtant, même si les « petites boîtes » ne devaient servir à rien, nous sommes partisans de les maintenir. Est-ce à dire que nous croyions envers et contre tout, aux bonnes dispositions du public en général, à un point tel qu'il n'aille jusqu'à se refuser de profiter de la situation ? Certainement pas. Mais il serait tout aussi faux de croire que chacun, dès le début de la grève, n'aurait plus qu'une idée : se faire servir pour rien.

Nous nous souvenons que lorsque, pour des raisons de dignité, les pourboires furent supprimés dans certains établissements hôteliers à la demande des syndicats de cette corporation, nombreux furent les garçons de café, même syndicalistes, qui nous

déclarèrent regretter le temps où les « pièces » étaient données librement par les clients, le total de celles-ci dépassant souvent le sursalaire qui leur fut versé pour en compenser la suppression. Et encore, dans cet exemple, les consommations étaient payées, le pourboire ne rétribuant que la qualité du service et l'amabilité du serveur. Demandez également à nos camarades facteurs s'ils consentiraient à vendre leurs calendriers à un prix fixé et à remplacer les étrennes qu'ils reçoivent à cette occasion par une prime forfaitaire de fin d'année. C'est un fait bien observé que beaucoup de personnes, surtout dans les classes laborieuses des villes, et aussi dans les milieux campagnards, pourtant après au gain, ne peuvent accepter un service sans le reconnaître d'une manière ou de l'autre. Il est vrai que les circonstances de notre immorale époque ont amené une régression de ces bons sentiments. Mais d'autres circonstances peuvent de nouveau en favoriser l'éclosion. Nous pensons que la grève gestionnaire à service gratuit est de celles-ci et qu'il serait maladroit de ne pas utiliser le moyen pratique que nous avons préconisé. L'expérience, en tout cas, vaut d'être tentée et peut réserver d'agréables surprises. Nous reconnaissons néanmoins qu'il est prudent de ne pas tabler sur un succès, ne serait-ce que pour ne pas être accablé par un éventuel échec.

Agissons donc comme si nous ne devions compter sur aucune recette. La poursuite de notre but en sera-t-elle compromise ? Pas forcément. Ce but, quel est-il ? Il s'agit, rappelons-le, tout en sauvegardant l'intérêt de la masse, d'atteindre l'Etat en sapant ce qui fait l'essentiel de sa puissance : l'argent et la force brutale. Il s'agit de lui faire sentir que satisfaire les revendications présentées lui coûtera moins cher moralement et matériellement que de s'entêter à ne pas céder à la pression gréviste.

Une grève gestionnaire déclenchée sans préavis, limitée pour un temps secrètement déterminé (une journée, sans doute, serait suffisante) interrompue ensuite brusquement de façon à permettre à l'administration de se refaire une vie financièrement normale, puis reprise d'une façon tout aussi brutale, et conduite d'une manière identique, en faisant alterner ainsi, service gratuit, service payant, plusieurs fois s'il le fallait — sans préjudice de la cessation effective du travail, ligne de repli gardée en cas de recul éventuel — amènerait rapidement à composition les hauts fonctionnaires des « Finances » ou de l'« Intérieur » — ne sont-ce pas là, au fond, nos adversaires les plus redoutables ? — que finiraient par inquiéter non seulement le trou ainsi causé par les recettes de leur budget, mais encore l'exemple de « mauvais esprit » fâcheusement répandu. Il n'y aurait pas de moyen plus efficace en tout cas pour démontrer par le fait la différence de nature existant entre l'intérêt légitime — et protégé — du public, et celui de l'Etat qui n'est au fond, même en régime démocratique, que la manifestation des appétits de domination d'une caste.

La grève gestionnaire et la révolution

« Ne pas confondre grève gestionnaire et révolution politique », avons-nous écrit. Nous continuons à penser que, comme la cessation collective du travail n'intéressant qu'un secteur isolé de l'économie, la grève gestionnaire, enfermée dans les mêmes limites, n'est pas d'essence révolutionnaire, si l'on entend par ce terme la généralisation fatale, dans le concret d'une révolution sociale, d'un principe subversif contenu dans un geste de révolte isolé. Expliquons-nous.

L'existence de la loi postule l'illégalisme. Ceux qui la subissent s'efforcent toujours, hypocritement par la fraude, ou bien ouvertement, par la révolte, de s'y soustraire. La seule « coalition » fut jadis un délit. La cessation du travail pour les fonctionnaires l'est presque aujourd'hui. La désobéissance

aux textes qui sauvegardent un profit capitaliste dont nous rejetons le principe, le sera demain. Mais pas plus que les ouvriers du siècle dernier, en s'insurgeant contre la loi Le Chapelier, ne firent la révolution sociale, les postiers, les cheminots, les mineurs de maintenant en distribuant gratuitement, mais momentanément et isolément leurs produits et leurs services, ne bouleverseront la structure économique et politique d'une société qui en a vu d'autres. Nous n'avons l'impression du contraire que parce que ce nouveau moyen d'action choque d'ancestrales habitudes, nous place brutalement devant un fait en apparence inconcevable. Cette impression est subjective, et il fut un temps — relisez « Germinal » — où la simple grève apparaissait comme telle aux observateurs de l'époque. Que s'affirme la grève gestionnaire et l'événement, vulgarisé, sera pour nous naturel.

L'« école active » du prolétariat

Cela dit, il n'en est pas moins vrai que la grève gestionnaire continue, après les révoltes antiques des esclaves, les Jacqueries, les insurrections romantiques, la désertion concertée des usines, les « grèves d'occupation », la « désobéissance civile » des Hindous, le lent, difficile et sanglant cheminement des hommes vers leur totale libération. Quelles particularités nouvelles, quelles vertus spécifiques la grève gestionnaire apportera-t-elle à ce millénaire combat ? Revenons aux P.T.T. Une « grève des taxes » ne durerait-elle que huit jours, que pendant ce laps de temps surgiraient, sur le plan local comme sur le plan national, quantité de problèmes qu'il faudrait résoudre sur-le-champ et qui mettraient constamment à l'épreuve, à tous les échelons, les facultés d'initiative, d'organisation, de décision des responsables de la grève. Ce serait, là un administrateur ou un technicien dont il faudrait pallier la défection, ailleurs, une solution à donner immédiatement à une question d'acheminement ou bien l'embouteillage passer d'un service auquel il faudrait remédier. Même si quelques-unes de ces circonstances plus ou moins prévues mettaient en échec la bonne volonté, les capacités gestionnaires des camarades qui s'efforceraient de les dominer, nous sommes convaincus que, des erreurs mêmes qui seraient inévitablement commises, naîtraient par la suite des résolutions nouvelles, seraient tirées pour l'avenir des leçons salutaires, bref, augmenteraient ainsi progressivement les capacités gestionnaires de chaque postier, lequel se forgerait peu ou prou dans le feu de l'action une âme de constructeur de révolution. La grève gestionnaire — que nos camarades de l'Enseignement nous pardonnet cette intrusion dans leur domaine — mais c'est l'« école active » du prolétariat ! Il s'agit de provoquer artificiellement et non plus dans une école, mais dans toute une industrie, le même « climat » qui explique l'efficacité pédagogique des « classes nouvelles » et que caractérise la liberté de l'individu dans le groupe, l'initiative créatrice et spontanée, le jeu fécond d'une imagination ordonnée, l'esprit d'équipe, le travail volontairement accepté, la joie d'agir. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets : et si l'on considère que l'éducation nouvelle réussit précisément chez les enfants les moins doués, les plus difficiles, les plus « instables » — on l'utilise même, sauf erreur, en thérapeutique mentale infantile — nous avons peut-être là un moyen de « soigner » efficacement cette régression intellectuelle et morale des individus, véritable psychose sociale, qui fait notre désespoir de militants et d'idéalistes. Qui prouve que la grève gestionnaire, déclenchée à l'origine pour des revendications purement professionnelles, et par cela même, égoïstes, ne confèrera pas à ceux qui, résolument, s'attaqueront à ses réalités concrètes et redoutables, les ca-

ractères biologiques de l'homme nouveau qui bâtera la société de demain ?

Nous savons bien que s'il ne s'agit que d'une grève isolée, même victorieuse, le progrès en ce sens ne sera guère sensible. Mais on aurait tort de ne considérer que le cercle étroit de son propre milieu, de sa seule profession. Aujourd'hui, les P.T.T. paraissent incapables de concevoir même un mouvement de cette nature. Mais en sera-t-il toujours ainsi ? Quelle corporation commencera la première ? Nul ne le sait. Ce dont nous pouvons être sûr, c'est que le fait ne restera pas unique. Et au fur et à mesure que les diverses branches de l'économie, avec plus ou moins de succès, suivront des modalités sans doute différentes, utiliseront ce moyen d'action, son caractère initial se modifiera, la tactique de la gratuité évoluera, les difficultés de gestion s'aplaniront. Une grève « gratuite » et isolée des chemins de fer ne pourrait durer que quelques jours. Mais que les « houillères » entrent, simultanément, dans le mouvement, et c'est déjà l'important problème de l'approvisionnement en charbon qui se trouve résolu ; l'aide de l'E.D.F. qui peut se déclarer solidaire, résout celui de la traction électrique. Voilà plusieurs mouvements dont la conjonction assure l'affermissement. A l'occasion d'une grève gestionnaire générale et illimitée qui serait cette fois, sans contestation, d'essence révolutionnaire, que le problème primordial d'une monnaie non capitaliste soit envisagé et résolu — la fonction créant l'organe — par une véritable « banque du peuple », et voilà l'écueil périlleux de la gratuité définitivement évité d'une manière beaucoup plus radicale et beaucoup plus efficace que par la limitation dans le temps des grèves gestionnaires partielles !

Cela, c'est l'avenir, nous dira-t-on. Certes. « Une révolution, disait Proudhon, dure des siècles ». Et nous ne savons au bout de combien de décades une grève générale gestionnaire — se résolvant en une gestion générale sans grève — consacrera l'anéantissement définitif du capitalisme que nous subissons, et de l'Etat dont le totalitarisme nous menace de plus en plus.

A des problèmes immédiats et contingents, nous avons esquissé des solutions partielles, insuffisantes, sans doute contestables. N'auraient-elles que ce seul mérite de susciter d'autres études, de réveiller sous le choc de leurs paradoxes des esprits qui s'endorment, que nous ne regretterions pas de les avoir émises. Nous sommes des apprentis alpinistes, et le sommet est encore loin. Mais sans atteindre la cime, on peut, à mi-côte, contempler d'admirables panoramas. Parcourons l'alpage avant le glacier. Avant de tenter d'un seul coup l'impossible renversement d'un monde totalitaire qui de plus en plus nous étroit, desserrons un à un, par la grève gestionnaire, les carcans de la misère et de la servitude. Cherchant la route des Indes, Christophe Colomb aborda l'Amérique. Visant le « Statut » qu'il faut abattre ou les « parités internes » qu'il faut réaliser, nous découvririons la Révolution.

François GAUTHIER.

POUR M. SCHUMAN... ET AUTRES

Nous tombons toujours, nous autres Français, dans le chauvinisme ; il faut nous guérir de cette idiotie nationale.

P.-J. PROUDHON.

La Révolution et l'honneur

Depuis le « Jeu de l'amour et de la mort » de Romain Rolland dont les scènes se situent sous la Terreur jacobine, on n'avait jamais porté sur la scène le tragique conflit entre la nécessité révolutionnaire et la morale humaine avec autant d'intensité et de sobre grandeur que dans le drame d'Albert Camus, les Justes, représenté sur le théâtre Hébertot.

Quatre hommes et une femme, voués à la lutte terroriste contre le régime tsariste, se révèlent à nous dans leur classique pureté, cependant que dans la rue se joue le destin de la Révolution. L'un d'entre eux, Kaliayev, chargé de tuer le grand-duc, n'a pas lancé sa bombe en voulant épargner des enfants. Il est approuvé par trois de ses compagnons. Seul, Stépan — échappé des bagnes sibériens — proclame sa volonté de tout sacrifier à la vie révolutionnaire.

DORA. — Ouvre les yeux et comprends que l'Organisation perdrait ses pouvoirs et son influence si elle tolérait, un seul moment, que des enfants fussent broyés par nos bombes.

STEPAN. — Je n'ai pas assez de cœur pour ces niaiseries. Quand nous nous déciderons à oublier les enfants, ce jour-là, nous serons les maîtres du monde et la révolution triomphera.

DORA. — Ce jour-là la révolution sera haïe de l'humanité entière.

STEPAN. — Qu'importe si nous l'aimons assez fort pour l'imposer à l'humanité entière et la sauver d'elle-même et de son esclavage.

DORA. — Et si l'humanité entière rejette la révolution ? Et si le peuple entier, pour qui tu luttas, refuse que ses enfants soient tués, faudra-t-il le frapper aussi ?

STEPAN. — Oui, si l'en fait, et jusqu'à ce qu'il comprenne. Moi aussi, j'aime le peuple.

DORA. — L'amour n'a pas ce visage.

KALIAYEV. — Les hommes ne vivent pas que de justice.

STEPAN. — Quand on leur vole le pain, de quoi vivraient-ils donc, sinon de justice ?

KALIAYEV. — De justice et d'innocence !

STEPAN. — L'innocence ? Je la connais peut-être. Mais j'ai choisi de l'ignorer et de la faire ignorer à des milliers d'hommes pour qu'elle prenne un jour un sens plus grand.

KALIAYEV. — Il faut être bien sûr que ce jour arrive pour nier tout ce qui fait qu'un homme consente à vivre.

STEPAN. — J'en suis sûr.

KALIAYEV. — Tu ne peux pas l'être. Pour savoir qui, de toi ou de moi, a raison, il faudra peut-être le sacrifice de trois générations, plusieurs guerres, de terribles révolutions. Quand cette pluie de sang aura séché sur la terre, toi et moi serons mêlés depuis longtemps à la poussière.

STEPAN. — D'autres viendront alors, et je les salue comme mes frères.

KALIAYEV (criant). — D'autres... Oui. Mais moi, j'aime ceux qui vivent aujourd'hui sur la même terre que moi, et c'est eux que je salue. C'est pour eux que je lutte, et que je consens de mourir.

Et pour une cité lointaine, dont je ne suis pas sûr, je n'irai pas frapper le visage de mes frères. Je n'irai pas ajouter à l'injustice vivante pour une justice morte. Frères, je veux vous parler franchement et vous dire au moins ceci que pourrait dire le plus simple de nos paysans : tuer des enfants est contraire à l'honneur. Et, si un jour, moi vivant, la révolution devait se séparer de l'honneur, je m'en détournerais. Si vous le décidez, j'irai tout à l'heure à la sortie du théâtre, mais je me jetterai sous les chevaux.

Albert Camus.
(Les Justes - Acte II).
(Extrait de *Cabban*).

Deux fautes capitales

LA SARRE, NOUVELLE ALSACE-LORRAINE

Le « rapprochement franco-allemand », tout le monde, en France, en a plein la bouche, et tout le monde fait tout ce qu'il peut pour le rendre impossible.

Les deux villes voisines de l'Eubée, dans la Grèce antique, Chalcis et Erétrie, se sont disputé, un siècle durant, la propriété d'un champ qui les séparait — et elles en sont mortes ; de même, France et Allemagne ont toujours sur leurs confins un territoire que l'une veut acquérir et l'autre conserver — et elles sont toutes deux en train d'en mourir.

Pendant cinquante ans, la question de l'Alsace-Lorraine a empoisonné les rapports franco-allemands ; maintenant, par la grâce de M. Schuman et du Comité des Forges, la question de la Sarre va empoisonner les fils, comme celle d'Alsace-Lorraine a empoisonné les pères.

Par appât du gain et par crainte, par jalousie mesquine et par envie, la France veut à tout prix profiter de la victoire anglo-américaine pour priver l'Allemagne de tout ce qui est susceptible de la rendre prospère et forte. Depuis cent cinquante ans, la Prusse, l'Etat prussien plus précisément, possède et exploite dans cette région de la Sarre, contiguë à la Lorraine allemande, un bassin houiller d'où l'on extrait un tonnage de charbon à peu près équivalent au quart de la production houillère française ; sur ce bassin houiller, comme sur presque tous les bassins houillers, surtout lorsque, comme c'est le cas, ils sont situés à peu de distance de gisements de fer, il s'est établi une importante industrie sidérurgique fondée et exploitée, bien entendu, par des Allemands. C'est de cette richesse fondamentalement et exclusivement allemande que nos rapaces, l'Etat et les maîtres de forge français, veulent s'emparer. Ils feraient ainsi coup double : ils appauvriraient et affaibliraient l'Allemagne, et, en même temps, ils s'enrichiraient.

Pauvres imbéciles, dont la courte vue leur fait toujours sacrifier l'essentiel à l'accessoire ! Ils n'arrivent pas à se pénétrer de l'idée que le danger aujourd'hui, pour la France comme pour le reste du monde, n'est pas situé au delà du Rhin, mais au delà de la Vistule. Et que, pour parer à ce danger, les forces conjuguées « d'Aétius et de Mérovée », comme disait déjà, prophétiquement, Proudhon, sont indispensables. Ce n'est que par une alliance, une alliance étroite, des peuples latins et germaniques, que le danger russe pourra être écarté et l'Occident éviter d'être jeté dans « la nuit ».

C'est là le point capital, à côté duquel tout le reste est sans importance.

Or pas d'alliance franco-allemande possible, si les puissants du Comité des Forges et les minus du Quai d'Orsay persistent dans leur projet d'enlever la Sarre à l'Allemagne. Les mines de la Sarre sont allemandes, les hauts fourneaux de la Sarre sont allemands, et, chose plus importante encore, les Sarrois, les hommes et les femmes de la Sarre, sont allemands. Vouloir les enlever à l'Allemagne, en vertu du simple droit de la force, c'est faire à l'Allemagne une de ces blessures profondes que les peuples ne peuvent supporter.

La France n'aurait le droit d'incorporer la Sarre que dans un seul cas : celui où les Sarrois eux-mêmes en décideraient ainsi. Comme Wilson l'a bien vu, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, est le seul principe sur lequel peut s'instituer un Droit politique international, un Droit, c'est-à-dire un substitut à la Force.

L'Alsace et la Lorraine ont été annexées par l'Allemagne en 71 sans consultation de la population, ill en est résulté ce que l'on sait ; si la Sarre est détachée de l'Allemagne — ouvertement ou d'une manière détournée, peu importe ! — sans consultation de la population, il en résultera pire encore : l'asservissement et de la France et de l'Allemagne.

Entre les deux guerres, la France, toujours dans le même but d'affaiblir sa voisine, a interdit à l'Autriche de s'unir à l'Allemagne malgré le désir des deux peuples ; il en est résulté Hitler. Si, contre la volonté des habitants de la Sarre, la France sépare la Sarre de l'Allemagne, il en résultera Staline.

LA POLITIQUE AMERICAINE VACILLE

Nous nous étions félicités, il y a deux mois, de la décision prise par Truman, malgré la pression des trublions réactionnaires, de ne pas intervenir à Formose. Pourquoi faut-il que cette excellente décision ait été suivie presque immédiatement d'une autre décision d'inspiration toute contraire : celle de reconnaître Bao Daï !

Nous avons parfois exprimé l'espoir que Bao Daï chercherait à se libérer de la tutelle française et à faire de son pays un Etat réellement indépendant, mais même si cet espoir est fondé, il n'est pas encore réalisé. Pour l'instant, Bao Daï qui ne dispose, même pour les moindres actes de sa vie politique et administrative, que de l'autorité que lui confère la présence des troupes françaises, n'est et ne peut être qu'un pantin entre les mains de la France. Le régime Bao Daï est, pour le présent, un régime **colonial**, aussi colonial que celui de la Tunisie ou du Maroc ; en le reconnaissant, les Etats-Unis ont donc, qu'ils le veuillent ou non, pris parti pour le colonialisme. Ils ont admis le maintien de l'existence de colonies européennes dans le Sud-Est asiatique.

Ce faisant, ils renversent toute leur politique. La politique qu'ils ont suivie, non seulement depuis la fin de cette guerre-ci, mais depuis celle de 1914, et qui consistait à faire de l'Asie un continent politiquement indépendant, librement ouvert, sur un pied d'égalité, à l'activité économique des autres parties du monde. C'est la politique qu'ils ont suivie en Chine en se refusant à y acquérir toute « concession » ou privilège d'exterritorialité sur le modèle de ceux que s'étaient fait octroyer tous les grands Etats européens, et en soutenant activement les efforts du Kuomintang au temps où celui-ci était le parti de l'indépendance nationale ; c'est la politique qu'ils ont pratiquée aux Philippines en accordant à cette ancienne colonie espagnole, devenue leur, d'abord l'autonomie puis l'indépendance ; c'est la politique qu'ils ont adoptée aux Indes en y soutenant ouvertement la lutte de Gandhi et de Nehru contre l'Angleterre, cela même en pleine guerre ; c'est la politique qu'ils viennent de couronner en arrachant à la Hollande l'indépendance de l'Indonésie.

...Et c'est toute cette politique qu'ils viennent de foutre par terre en reconnaissant le régime colonial de Bao Daï et en laissant entendre qu'ils aideraient la France dans sa guerre impie contre ceux qui luttent pour l'indépendance de l'Indochine.

Tout le crédit qu'une politique vieille de près d'un demi-siècle avait pu leur procurer auprès des peuples asiatiques, ils le perdent en un tournemain. Car, comment valez-vous que les peuples d'Asie puissent continuer à faire confiance aux témoignages d'amour pour leur indépendance qui sont proférés par des gens qui s'approprient à intervenir activement, par des fournitures d'armes et d'argent, contre celui d'entre eux qui

a eu le plus à souffrir de l'exploitation coloniale et qui lutte le plus héroïquement contre elle ?

La reconnaissance de Bao Daï a jeté le Viet-Minh dans les bras de Moscou. Contre les forces réunies de la France et de l'Amérique, les Indochinois évidemment ne peuvent résister que s'ils ont l'aide militaire des Russes, et, s'ils obtiennent cette aide, ils tomberont nécessairement sous leur contrôle. On se trouve devant la même situation qu'en Espagne dans les années 36. En juillet 36, il y avait en Espagne un front républicain dans lequel les communistes ne représentaient qu'un élément négligeable ; du fait du blocus (dit « non-intervention ») exercé contre la république par Chamberlain et Blum, les Russes se trouvèrent les seuls à fournir des armements — en faible quantité d'ailleurs — aux républicains espagnols ; le résultat fut, nécessairement, que l'Espagne républicaine tomba à peu près tout entière sous le contrôle de Staline. De même, aujourd'hui le Viet-Minh qui, de l'avis général, était jusqu'à hier, un parti national, et non un parti communiste malgré le passé personnel de Ho Chi Minh, devra nécessairement devenir un parti czariste, ou contrôlé par les czaristes.

Si elle avait suivi son principe de l'indépendance des peuples coloniaux, l'Amérique, loin de reconnaître Bao Daï, aurait soutenu à fond le Viet-Minh, parti de l'indépendance indochinoise ; elle aurait ainsi permis à l'Indochine de demeurer du côté de l'Occident ; en reniant ses principes, en prenant parti pour la domination française contre l'indépendance indochinoise, l'Amérique repousse l'Indochine, obligatoirement, du côté de Moscou. Aujourd'hui l'Indochine, et demain, très certainement, si elle continue sur cette voie : toute l'Asie.

Ce renversement de la politique américaine en Asie est d'autant plus grave qu'il s'accompagne d'un renversement symétrique en Europe. Ici aussi, la Maison Blanche, pour le moins, vacille.

Plus encore que défenseur de l'indépendance des peuples coloniaux, l'Amérique s'est toujours présentée, et particulièrement depuis dix ans, comme le champion de la démocratie. C'est à ce seul titre, c'est uniquement en tant que l'adversaire le plus déterminé du totalitarisme, qu'elle est habilitée à combattre la Russie.

Or il n'y a pas que la Russie et ses satellites qui soient totalitaires ; en Europe occidentale il y a aussi le Portugal et l'Espagne. Déjà, depuis longtemps, pour les besoins de la cause, on a admis plus ou moins implicitement et contrairement à la plus évidente vérité, que le Portugal n'était pas absolument fasciste. Mais cela n'est pas possible avec l'Espagne. Pas possible de nier que le régime de Franco ne soit un régime totalitaire, le pire des régimes totalitaires, celui de la Russie excepté. Eh bien ! voici que l'Amérique ne cache plus son désir d'opérer un rapprochement avec Franco. Sous prétexte que les Canaries, le Maroc espagnol et l'Espagne elle-même complèteraient « harmonieusement » la « défense stratégique de l'Atlantique », on s'apprête, à Washington, à jeter la démocratie par-dessus bord et à envoyer un ambassadeur à Madrid. Certes, ce n'est pas la présence de cet ambassadeur qui sera en elle-même gênante, pas plus que la reconnaissance de Bao Daï en elle-même, mais c'est ce qu'elle implique.

Déjà le Département d'Etat a autorisé officiellement la Chase Bank à prêter, par deux fois, des sommes importantes à Franco qui sont en train de sauver l'économie espagnole du gouffre sur le bord duquel le fascisme l'avait amenée. L'Espagne n'avait plus de blé, le peuple espagnol allait devoir se passer de pain, les dollars de la Chase Bank ont permis d'acheter du blé ; l'Espagne n'a plus de coton, son industrie textile, la plus importante de ses industries, est condamnée à fermer ses portes avant deux mois si elle ne reçoit pas, auparavant, du coton : les dollars de la Chase Bank vont permettre d'en acheter.

En somme, le plan Marshall est désormais étendu à l'Espagne, sous le couvert de la Chase Bank.

L'effondrement économique d'un régime totalitaire et son effondrement politique, qui en aurait nécessairement résulté, se trouvent donc arrêtés par une démocratie. C'est la démocratie américaine, champion de la démocratie mondiale qui assure, en Europe occidentale, la survivance du fascisme !

Eh bien ! qu'on ne s'y trompe pas ! De même que l'appui donné à la France contre le Viet-Minh tournera contre l'Amérique les peuples du Sud-Est asiatique, l'appui que l'Amérique donne maintenant à la France tournera contre elle tous les éléments libéraux et démocratiques qui sont répandus par-ci par-là à travers le monde et qui sont la seule force vraie sur laquelle, dans sa lutte contre la Russie, l'Amérique peut compter.

L'exemple de la France en 1939 devrait lui servir de leçon.

En septembre 39, le gouvernement Daladier entama la guerre contre l'Allemagne hitlérienne en se mettant lui-même, en fait, sous le signe du fascisme. L'Espagne républicaine avait été trahie, on s'était empressé d'envoyer Pétain chez Franco pour mendier ses bonnes grâces ; au moyen des décrets-lois, on avait élaboré toute une législation pré-fasciste donnant, en fait, à l'Etat la possibilité d'arrêter n'importe qui pour n'importe quoi, les camps de concentration eux-mêmes avaient été prévus et légalisés. Rien ne manquait ! Là-dessus on partit en guerre pour défendre le fascisme polonais du colonel Beck contre le droit du peuple de Dantzig à disposer de lui-même. Le résultat fut celui que l'on sait.

Si l'Amérique continue à prendre le contre-pied de la politique qu'elle avait suivie jusqu'alors, si elle fait fi, en pratique, des principes dont elle se prétend, en théorie, le défenseur, elle se privera par là de cet impondérable déterminant que sont les forces morales ; elle n'aura plus l'appui de ceux qui croient en la liberté et qui sont le sel de la terre. En conséquence, elle se trouvera à égalité avec la Russie, elle aura perdu tout ce qui fait sa supériorité sur elle, et son sort, dès lors, est clair...

Dans le courant de décembre dernier, parlant dans un meeting de l'Association pour l'Union atlantique, le physicien atomiste américain Urey déclarait que de l'Union atlantique devaient être exclus l'Argentine, le Portugal et l'Espagne, car dit-il, « il est important que nous demeurions solidement attachés à nos principes ».

Telle est également notre conclusion. Contrairement à ce que pensent les soi-disant « réalistes » qui ne voient de la réalité que ce qui ne dépasse pas le bout de leur nez, si l'Amérique ne reste pas fidèle à ses principes, si elle continue à y faire des accrocs de la taille de ceux que nous venons d'indiquer, l'Amérique est foutue. Et avec l'Amérique, c'est toute l'Europe, c'est la civilisation entière qui est foutue !

R. LOUZON.

LA NECESSAIRE ALLIANCE FRANCO-ALLEMANDE

C'est la liberté et la philosophie que nous avons à faire refluer vers l'Orient. Pour cette œuvre, ce n'est pas trop de l'antique alliance d'Aëtius (1) et de Mérovée (2). Si quelque pensée menaçante pour la liberté du monde pouvait surgir, ce ne serait plus de ce côté-ci ni de ce côté-là du Rhin, ce serait sur le Niémen.

P.-J. PROUDHON.

(1) Le général romain qui commandait les troupes latines à la bataille des Champs catalauniques contre Attila.

(2) Le roi franc qui commandait les troupes germaniques à cette même bataille des Champs catalauniques contre le même Attila.

La renaissance du syndicalisme

Lyon va-t-il enfin se réveiller ?

Souvent on se demande ce que devient le milieu ouvrier lyonnais. Face au stalinisme qui fait peser, là comme ailleurs, là plus qu'ailleurs peut-être, sa domination et sa terreur sur le mouvement, il n'y a eu jusqu'à maintenant que des efforts dispersés. Des efforts aussi plus préoccupés souvent de problèmes d'hier que des problèmes essentiels d'aujourd'hui.

Le tract suivant, répandu par Fuvel et par un groupe de camarades dans les usines métallurgiques lyonnaises avant la vague de grèves présente, est l'affirmation d'un esprit nouveau. A ce titre, il nous a paru utile de le reproduire. Puisse-t-il marquer le début d'un effort plus large.

UN MÉTALLO RÉPOND A LA « VOIX DU PEUPLE »

Dans les heures difficiles que nous traversons, des travailleurs, sans cesse plus nombreux, s'élèvent contre les dangers de guerre et de dictature.

Mais le parti communiste français entend, sans doute, conserver le monopole de la lutte pour la paix et la liberté.

En effet, hier c'était le camarade Besson, secrétaire syndical chez Berliet, qui était assommé par des responsables communistes, aujourd'hui, c'est « La Voix du Peuple » qui déverse ses calomnies contre des militants ouvriers.

Quelles que soient nos conceptions, nous manifestons notre réprobation contre de tels procédés qui nous ont déjà conduits à la scission syndicale.

C'est pourquoi nous apportons tout notre appui à notre camarade Fuvel afin qu'il puisse répondre aux injures et aux calomnies dont il est l'objet.

UN GROUPE DE TRAVAILLEURS.

Mis en cause dans l'hebdomadaire du P.C.F. et dénoncé par M. Lauthier comme valet et homme de paille du préfet, agent de Tito et trotskyste, j'adresse publiquement la mise au point suivante :

Pas un instant je doute qu'un tel répertoire soit aussi vite épuisé et j'en attends bien d'autres.

Je suppose également que toutes ces fonctions doivent me valoir de larges rétributions, aussi je n'hésite pas et invite tous les travailleurs à venir contrôler mon standard de vie, afin de s'assurer comment vit le farouche révolutionnaire (comme le dit M. Lauthier) que je suis.

Ceci dit, permettez-moi de vous rafraîchir la mémoire.

Je n'ai jamais défendu ni servi l'ordre bourgeois, encore moins ses représentants ; toutefois, si vous possédez la preuve du contraire, ne vous gênez pas et faites comme moi :

En effet, je vous rappelle que c'est Maurice Thorez qui déclarait dans *l'Humanité* du 3 février 1945 : « Il y a un gouvernement, il doit y avoir une seule armée, une seule police. »

Il me semble que nous l'avons, votre armée et votre police républicaines.

Et encore le 13 novembre 1945, lorsque le général de Gaulle était désigné comme président du Conseil par l'Assemblée unanime, n'est-ce pas M. Duclos qui déclarait sans rire : « L'indication de ce vote est très nette. Elle était relative à la formation d'un gouvernement d'unanimité nationale. »

M. Hervé s'empressait d'écrire dans *l'Humanité* du 24 novembre 1945 : « Aujourd'hui, nous sommes tous les partisans de de Gaulle. »

Faut-il encore vous rappeler le temps où vos « ministres syndicalistes » déclaraient : « Produire d'abord, revendiquer ensuite » ou bien : « L'échelle mobile serait l'échelle de la misère », ou encore : « La grève, c'est l'arme des trusts ».

Préférez-vous que nous parlions de M. le ministre Croizat qui trouvait que les rotativistes en grève étaient assez payés ?

Nous pourrions aussi vous entretenir des militants communistes de la Fédération postale C.G.T. qui demandaient au ministre M.R.P. (M. Teitgen) de sévir contre les grévistes et de faire cesser la grève des postiers.

C'est sans doute parce que j'étais chaque fois du côté des travailleurs, qu'aujourd'hui vous me dénoncez comme valet et homme de paille du préfet.

Mais qu'importe, la violence de vos calomnies n'effacera pas votre attitude antiouvrière alors que vous étiez dans les préfectures et les ministères.

Agent de Tito, dites-vous ! Bien heureux de l'apprendre... Serait-ce indiscret de vous demander de qui vous tenez pareille confiance ?

Il me semble que c'était un grand homme, maréchal, libérateur et bien plus encore.

Aujourd'hui, c'est un traître, comme les Rajk, Gomulka et consorts.

Peut-être devriez-vous crier moins fort. Qui sait de quoi est fait le lendemain ? On est si vite espion avec le Kominform !

Mais pour revenir à Tito, malgré son opposition à Staline, je constate qu'ils règnent tous deux avec les mêmes méthodes bureaucratiques et policières.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour parler de mon adhésion au Comité Garry Davis puisque c'est la source ou le prétexte de vos insultes.

J'ai donné mon adhésion à ce Comité parce que je suis contre toutes les guerres impérialistes : russe ou américaine.

Parce que Garry Davis eut un jour le courage, dans un monde abusé, de clamer sa volonté de paix entre tous les peuples et de dénoncer leurs gouvernements qui préparent la guerre.

D'autre part, je ne vous estime nullement qualifiés pour me donner des leçons à ce sujet.

Je n'ai pas attendu la signature du pacte germano-soviétique pour lutter contre la guerre.

Je n'ai jamais revendiqué la « Marseillaise », Jeanne d'Arc et le drapeau tricolore.

Je n'ai jamais réclamé une grande armée républicaine, pas plus que la police.

Je ne me suis jamais opposé à la réduction des crédits militaires comme M. Tillon, le 26 décembre 1945.

Je n'ai jamais demandé la préparation militaire obligatoire.

Je n'ai pas non plus attendu le départ des mi-

nistres communistes du gouvernement pour lutter contre la guerre d'Indochine.

Relisez donc *l'Humanité* du 17 mai 1935, au lendemain des accords Laval-Staline et vous lirez : « La force armée de la France doit être sûre de ne servir qu'au soutien de l'Armée Rouge ».

Voilà votre conception de la paix. Faire que chacun soit un soldat de l'U.R.S.S.

Eh bien, non ! La paix, pour moi, c'est l'entente entre les travailleurs et tous les peuples du monde, quels que soient leurs gouvernements.

Enfin, le mot de la fin pour un stalinien : « Trotskyste ! ».

Savez-vous ce que c'est qu'un trotskyste ? Certainement pas. Vous avez depuis longtemps perdu l'habitude de lire. Et puis, s'il vous reste une lueur d'esprit critique, vous ne vous permettriez pas, sous peine d'excommunication, de lire autre chose que les produits de la digestion de votre Staline et de ses prêtres.

Pour essayer de comprendre, trompez la surveillance de votre Guépéou, lisez la littérature des trotskystes, vous verrez qu'ils constituent un courant de la classe ouvrière. Alors vous serez obligés d'avouer que vous avez menti une fois de plus, car je ne partage pas leurs opinions.

Aujourd'hui, comme toujours, après comme avant mon départ du parti socialiste, je reste fidèle au socialisme de Marx et à la cause ouvrière qui n'ont rien de commun avec le régime concentrationnaire de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires où la Liberté n'est qu'un vain mot pour les travailleurs.

Fidèle à mon idéal de paix et de liberté, je ne cesserai de dénoncer la bureaucratie stalinienne que vous servez, et dont le seul succès à ce jour est d'être le tombeau de la vieille garde de Lenine et de la Révolution mondiale.

Puissent les travailleurs se réveiller avant le triomphe du fascisme avec ses Buchenwald, ou du stalinisme, avec ses camps sibériens.

F. FUVEL.

« LE SYNDICALISTE LIBRE » EST PARU

L'U.D. C.G.T.-F.O. de la Loire a fait paraître un journal mensuel d'information et de combat : « Le Syndicaliste libre ».

Abonnement : 90 francs.

« Le Syndicaliste libre », 24, rue Rouget-de-Lisle, Saint-Etienne. C. C. Lyon 2.753-23.

« L'ACTION SYNDICALISTE » DOIT REPARAITRE

Le moment ne serait-il pas venu de faire reparaitre notre petit organe syndicaliste d'avant 1938 : « L'Action syndicaliste » ?

Une tribune est indispensable aux syndicalistes révolutionnaires de l'Enseignement sur la base du programme de la Ligue syndicaliste.

« L'Ecole libératrice », en raison de sa position d'autonomie et de son trop grand souci de ménager la fraction C.G.T., ne présente qu'un aspect bien imparfait et parfois partial des grands problèmes sociaux et pédagogiques. Elle n'exprime pas la pensée libre du syndicalisme universitaire.

« L'Ecole émancipée » n'a pas encore fait la preuve qu'elle pouvait rassembler tous les syndicalistes de l'Enseignement.

Il y a place pour un petit organe où les syndicalistes dispersés dans les tendances Aigueperse, F.O. et « Ecole émancipée » s'exprimeraient librement. Nous le pouvons. Que ceux qui le pensent avec nous le disent. Nous envisagerions ensuite les moyens de réalisation.

F. FRANC, U. THEVENON (Loire).

(Ecrire à « La Révolution prolétarienne »).

L'activité du Cercle d'études syndicalistes de la Loire

Le Cercle d'études syndicalistes de la Loire continue à fonctionner cette année. Pas comme le voudraient ses animateurs, certes, car trop de nos jeunes militants sont emportés par l'activité de leurs organisations et nous sommes souvent obligés de renvoyer nos réunions parce que beaucoup d'adhérents ne sont pas libres le jour proposé.

A Saint-Etienne, nous avons tout de même amorcé un échange de vues très intéressant sur la réforme de l'entreprise. Le sujet a été abordé par notre camarade Ravachol qui a réuni une importante documentation et a su poser le problème en vrai révolutionnaire. Car le vrai révolutionnaire ouvrier, ce n'est pas l'anticapitaliste qui se propose comme but premier, but essentiel l'expropriation des patrons. Nous avons pu constater avec l'expérience russe et celle des nationalisations que la remise à l'Etat des moyens de production ne constituait pas par elle-même un moyen d'émancipation. Il n'y a émancipation que lorsque tous les producteurs d'une entreprise participent effectivement et librement à sa gestion et assurent la répartition des produits de son activité. Cette condition n'est même pas réalisée parfois dans une coopérative de production où trop de participants se désintéressent de la vie de leur entreprise, se contentant d'exercer un vague contrôle des chiffres ou de réclamer des répartitions de bénéfices.

La condition nécessaire à la réussite d'une révolution prolétarienne est donc la participation effective des ouvriers à la vie de l'entreprise, au contrôle de son organisation, de sa gestion et de la répartition de la valeur des marchandises produites. Sur les conditions de la réussite d'une révolution nous avons l'exemple de la bourgeoisie qui parvint à son émancipation et à la direction de la société en s'assurant préalablement la prééminence économique et le contrôle ou la direction effective des principales fonctions administratives de l'Etat. Et ce n'est pas le moindre mérite de Marx que celui d'avoir souligné ce fait dans la partie essentielle du *Manifeste communiste*, en 1847.

Il faut donc conquérir l'entreprise par le contrôle effectif de son fonctionnement et, lorsque c'est possible, par une participation effective à sa gestion.

C'est là le rôle premier du syndicalisme.

Comment ? Le Cercle d'études n'a encore que posé la question. Il continuera son étude et essaiera de dégager des conclusions qui préciseront comment se présente le problème de la révolution prolétarienne cent ans après le *Manifeste* et détermineront les tâches des révolutionnaires prolétariens.

A Saint-Chamond, le Cercle d'études fonctionne régulièrement. Une fois par mois une des questions essentielles qui se posent au mouvement ouvrier est mise à l'étude et nous sommes heureux de constater qu'une bonne équipe de jeunes participe activement à toutes les réunions.

En dehors de son activité propre, le Cercle d'études organise quelques réunions sur des problèmes d'actualité qui intéressent tous les syndicalistes. La dernière réunion concernait une expérience d'éducation nouvelle rattachée à celle de l'émancipation des travailleurs. Elle fut traitée par Yvonne Hagnauer. Elle intéressa particulièrement nos camarades ouvriers qui participèrent activement à la discussion qui suivit l'exposé.

U. T.

EDUCATION EMANCIPATRICE

Parler d'éducation nouvelle, dans les milieux enseignants, c'est presque toujours mettre le feu aux poudres et provoquer des discussions passionnées, les détracteurs se drapant dans leur expérience et les novateurs croyant avoir découvert l'Amérique.

Or le 22 janvier, au Cercle syndicaliste de Saint-Etienne, Yvonne Hagnauer, devant un auditoire d'enseignants et d'ouvriers, résuma avec simplicité et sincérité l'expérience d'éducation nouvelle qu'elle poursuit à la Maison d'Enfants de Sèvres depuis plusieurs années... et il ne se produisit aucun choc ; bien au contraire, les questions posées à la fin montrèrent que les auditeurs avaient suivi l'exposé avec une sympathie et un intérêt profonds. C'est que, d'une part, Yvonne Hagnauer avait su ne pas tomber dans le ridicule qu'on trouve dans « l'Ecole buissonnière » par exemple et qui consista à caricaturer les maîtres de l'école traditionnelle et que, d'autre part, les auditeurs, même non avertis, avaient senti l'importance que présente toujours une œuvre d'éducation menée avec intelligence et clairvoyance.

Convaincue des bienfaits de l'éducation nouvelle, il était normal que devenant directrice d'une Maison d'Enfants, Yvonne Hagnauer essayât d'élever, ceux qui lui sont confiés, dans la liberté, caractère principal de cette éducation, mais non sans avoir cependant recherché pourquoi telle ou telle autre œuvre inspirée du même esprit avait échoué, notamment celle du « maître-camarade » qui eut lieu dans quelques villes allemandes après 1919, plusieurs années durant et qui se termina pitoyablement, parce que les enfants n'avaient plus aucune règle, aucun frein les maintenant dans des normes raisonnables.

Il fallait donc trouver une formule qui permit aux enfants de s'épanouir et de rester des êtres sociables. Pour cela, il fallait leur donner le sens de la responsabilité, ce qui, à mon avis, est bien la véritable émancipation. L'organisation de leur communauté leur fut donc confiée, qu'il s'agisse de certaines tâches ménagères ou de la discipline générale. Des équipes ou conseils élus sont responsables de la bonne marche du groupe. Au point de vue scolaire, les enfants participent également à l'organisation du travail, choisissent eux-mêmes le centre d'intérêt autour duquel tournera toute leur activité pendant des mois — parfois une année —, se livrent à des recherches, à des enquêtes. Naturellement, les techniques modernes, qu'on semble de plus en plus confondre avec l'éducation elle-même dans les milieux officiels, offrent aux enfants un vaste choix d'activités qui leur permet de trouver celle qui convient à leurs aptitudes. Enfin, disons que cet enseignement libérait, qui rompt si totalement avec l'enseignement traditionnel, n'empêche pas les enfants de rentrer par la suite dans les écoles secondaires ou techniques, ce qui est aussi à l'actif d'Yvonne Hagnauer qui a veillé à ce que ses pupilles ne fussent point des inadaptés.

Est-il possible de porter sur une œuvre aussi importante un jugement définitif ? Yvonne elle-même ne le pense certainement pas. Comme toute éducation, celle-ci ne se révélera vraiment que lorsque ces enfants seront des hommes mûrs. Néanmoins un pareil effort poursuivi avec persévérance et lucidité ne peut inspirer que confiance et sympathie. C'était bien, je crois, le sentiment unanime des auditeurs.

Albertine THEVENON.

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1^{er} FEVRIER. — L'U.R.S.S. demande que le mikado soit poursuivi comme « criminel de guerre ».

Tchervenkov succède à Kolarov à la tête du gouvernement bulgare.

JEUDI 2 FEVRIER. — Le gouvernement français proteste officiellement contre la reconnaissance d'Ho Chi Minh par l'U.R.S.S.

VENDREDI 3 FEVRIER. — Les ministres socialistes abandonnent le gouvernement, à la suite de leur désaccord avec le Président du Conseil sur la prime d'attente.

LUNDI 6 FEVRIER. — M. Bidault complète son gouvernement.

Ouverture à Stettin du procès de Robineau et Druet accusés d'espionnage.

MARDI 7 FEVRIER. — Grèves-surprises dans le gaz et l'électricité, sur l'ordre du syndicat cégétiste.

La cour d'appel, dans l'affaire Kravchenko, réduit les condamnations de Morgan et de Wurmser.

Par 230 voix contre 186 et 196 abstentions, l'Assemblée nationale vote la confiance au gouvernement remanié.

MERCREDI 8 FEVRIER. — L'Assemblée nationale adopte définitivement la loi sur les conventions collectives.

JEUDI 9 FEVRIER. — Manifestations cégétistes dans l'industrie automobile et dans les arsenaux.

VENDREDI 10 FEVRIER. — Le ministre du Travail reçoit les délégations de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la C.G.T.-F.O., de la C.G.C. qui demandent la discussion immédiate d'accords sur les salaires.

A Londres, procès du savant Klaus Fuchs, Allemand naturalisé Anglais, accusé d'avoir fourni à l'U.R.S.S. des renseignements atomiques.

SAMEDI 11 FEVRIER. — On poursuit, en Allemagne orientale, l'épuration des partis non communistes.

Aux Etats-Unis une décision judiciaire ordonne la reprise du travail dans les mines. Mais la grève continue.

DIMANCHE 12 FEVRIER. — Einstein avertit le monde entier du danger d'empoisonnement radioactif de l'atmosphère terrestre par la bombe à hydrogène.

MARDI 14 FEVRIER. — Bagarres à Nice où à l'appel de la C.G.T., 2.000 manifestants veulent s'opposer à l'embarquement de matériel américain.

Le tribunal militaire polonais a condamné Robineau à 12 ans de prison.

Réunion du Conseil national du Patronat français qui recommande des accords régionaux.

MERCREDI 15 FEVRIER. — Traité sino-soviétique signé à Moscou.

VENDREDI 17 FEVRIER. — Echec de la grève déclenchée par la C.G.T. dans les Chemins de fer et les Mines du Nord.

Réunion de la Commission paritaire de la métallurgie parisienne. Les patrons proposent 5 pour cent d'augmentation. Suggestion repoussée par toutes les organisations syndicales.

SAMEDI 18 FEVRIER. — Echec de la grève cégétiste dans les mines du Centre.

MARDI 21 FEVRIER. — Débrayages chez Renault, cependant que se poursuit la consultation des ouvriers de toute la métallurgie parisienne sur la décision de grève.

MERCREDI 22 FEVRIER. — Grève symbolique de 4 heures du commerce parisien contre l'aggravation de la fiscalité.

Evacuation des usines Renault par la police. Quatre condamnations à mort pour espionnage économique en Tchécoslovaquie.

Le parti communiste norvégien maintient les exclusions pour titisme.

JEUDI 23 FEVRIER. — Referendum sur la grève des métallurgistes parisiens.

VENDREDI 24 FEVRIER. — Elections générales en Grande-Bretagne. Les travaillistes obtiennent 13.209.400 voix et 314 sièges contre 11.967.985 et 390 sièges en 1945. Les conservateurs passent de 9.847.122 voix et 218 sièges en 1945 à 12.364.891 voix et 294 sièges.

MARDI 28 FEVRIER. — Démission du président de la Fédération des Caisses de Sécurité Sociale, à la suite du vote du Conseil d'administration accordant les 3.000 francs au personnel.

L'Amérique et Bao Dai

Dans un accès de mauvaise humeur stupide, déterminé par la reconnaissance du gouvernement du Viet-Minh par la Russie, les Etats-Unis ont décidé de reconnaître Bao Dai et de faire entendre à la France que, loin de la pousser à la paix avec le Viet-Minh comme ils avaient fait jusqu'ici, ils étaient prêts à lui fournir des armes pour sa guerre contre l'indépendance de l'Indochine.

Cette décision de Washington paraît cependant n'avoir été accueillie qu'avec beaucoup de réserve par l'opinion publique américaine. On en aura une idée par les trois extraits du *New York Herald* que nous donnons ci-dessous. Le premier est de Walter Lippmann, le spécialiste bien connu des articles de politique étrangère, le second est de A. T. Steele, qui fut correspondant de presse en Extrême-Orient, et le troisième est d'un lecteur.

De Walter Lippmann (« N. Y. H. » du 17 février 1950)

...Si les provocations à l'égard de la Chine l'amènent à entrer en guerre pour l'Indochine, le Siam et la Birmanie, quel en sera le résultat ?

Cette guerre sera sûrement indécise. Mais elle sera épuisante, à la fois pour les Chinois et pour les Etats de l'Occident qui y participeront. Les Chinois seront trop faibles pour remporter une victoire, dans le Sud, contre les Britanniques, les Français et les Américains. Et ils se trouveront aussi trop affaiblis pour pouvoir résister aux Russes, dans le Nord. D'autre part, les Français ne seront pas assez forts pour reconquérir l'Indochine, ils y ont déjà engagé toute leur armée de métier et ils sont, de ce fait, démunis de toute puissance militaire effective en Europe. Cependant, grâce à l'aide américaine, les Français seront assez forts pour rester englués dans cette petite guerre, cruelle et indécise.

Or qu'est-ce que les Russes peuvent demander de mieux que cela : la seule armée terrestre de l'Europe occidentale occupée à des opérations de guérillas en Indochine ? Je ne vois vraiment pas quel autre moyen pourrait annuler plus facilement et à moindre prix le programme d'aide militaire du pacte atlantique...

De A. T. Steele (« N. Y. H. » du 24-2-50)

...Les Etats-Unis accordent maintenant leur reconnaissance à un gouvernement (celui de Bao Dai) qui, non seulement manque de tout support populaire, mais est incapable de se maintenir sans l'aide armée de l'armée française. Bien que notre reconnaissance était peut-être inévitable du point de vue de certains intérêts fondamentaux aux Américains, ce n'est pas cela qui nous fera chérir davantage par ces peuples d'Asie dont nous sommes si désireux de conquérir les sympathies. La politique

française en Indochine a suscité au cours des ans une telle haine chez les patriotes asiatiques que toute nation qui s'associe avec la France doit s'attendre à s'attirer une bonne dose de critique et de suspicion. Sans aucun doute, les propagandistes communistes vont exploiter à fond cette situation.

...En tout cas, les chances de réussite de Bao Dai resteront faibles tant qu'il ne pourra démontrer 1° qu'il jouit d'une indépendance réelle ; 2° qu'il peut maintenir l'ordre sans l'aide de l'armée française. Ainsi qu'il a été dit à maintes reprises et très justement, la révolution du Viet-Nam est beaucoup plus antifrançaise que procommuniste. Aucun gouvernement vietnamien n'a beaucoup de chances d'être populaire tant qu'il dépend de l'armée française pour faire exécuter ses ordres.

La tragédie de l'Indochine est que ce qui arrive aurait pu être évité si les Français s'étaient entendus avec les patriotes vietnamiens en leur concédant des conditions généreuses, il y a deux ou trois ans. A cette époque, la minorité communiste du Viet-Nam était faible et branlante. Aujourd'hui, bien qu'elle soit encore en très petite minorité, elle est fortement retranchée. En outre, les révolutionnaires ont accru grandement leur force, leur confiance en eux, leur expérience et le soutien qu'ils reçoivent du peuple augmente également. Enfin, sur le pas de leur porte, se tiennent les communistes chinois, avec une promesse d'assistance morale, et peut-être matérielle...

De Fred Wyle (« N. Y. H. » du 24-2-50)

Pour le moment, la grande majorité des patriotes indochinois n'ayant pas confiance dans l'« indépendance » représentée par le pantin de la France, Bao Dai, soutient encore le pantin communiste Ho Chi Minh. Ceux qui suivent Ho Chi Minh sont dans l'ensemble nationalistes et non communistes ; s'ils marchent avec Ho, c'est parce qu'ils n'ont rien de meilleur à choisir et nullement par amour du Kremlin. Si nous agissons rapidement et délibérément, nous pouvons faire pencher la balance du nationalisme asiatique du côté démocratique.

Pour cela il nous faut ni mâcher nos mots ni cacher nos idées. Ce que nous devons faire maintenant, mais maintenant, pas dans six mois, c'est de demander qu'une enquête et des propositions soient faites sur le statut social, économique et politique de l'Indochine, par une commission composée de l'Inde, des Etats-Unis d'Indonésie et de la République de Birmanie.

Une telle commission aurait la confiance et le soutien des peuples asiatiques en général et des Indochinois en particulier. Aucune commission française, britannique ou américaine ne saurait jouir d'une telle confiance. Une fois que la commission aurait fait ses propositions, tout le poids de l'influence américaine devrait être jeté dans la balance pour en assurer l'exécution.

Un gouvernement vraiment indépendant et populaire, gouvernant dans l'intérêt des Indochinois et non pour les intérêts financiers d'un petit groupe de Français couperait l'herbe sous le pied d'Ho Chi Minh en lui enlevant son soutien national.

Les crimes

de Clementis

Trois mois presque jour pour jour avant que ne survienne la « démission » de Clementis, c'est-à-dire le 21 décembre 49, les journalistes américains Joseph et Stewart Alsop annonçaient dans le *New York Herald*, comme prochaine et quasi certaine, la disgrâce du successeur de Jan Masaryk au ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque, et ils en indiquaient les raisons. Voici une traduction de ce passage de leur article :

...En un certain nombre d'occasions, dans le passé, Clementis a défié le Kremlin et ce n'est pas là quelque chose que le Kremlin oublie facilement.

En 1939, lorsque les nazis avalèrent la Tchécoslovaquie, Clementis s'enfuit à Paris. Ce fut alors le pacte Hitler-Staline et la guerre. Le Kremlin ordonna à Clementis qui avait été de tout temps

communiste, de venir à Moscou. Au lieu de cela, Clementis fila à Londres.

A Londres, il commit l'impardonnable. Il parla à la radio au nom du gouvernement en exil Benès-Masaryk, et il y fit ouvertement la critique du pacte hitléro-stalinien, ensuite celle de l'attaque contre la Finlande. En outre, durant toute la période du pacte, Clementis se présenta prématurément comme antifasciste en faisant des appels à la radio pour le maximum de résistance aux nazis, contredisant ainsi totalement la ligne soviéto-communiste.

Le jour où les nazis attaquèrent la Russie, les déviations de Clementis se trouvèrent prendre fin d'elles-mêmes et il rentra, en apparence, dans les bonnes grâces du Kremlin. Pourtant il fut de nouveau marqué à l'encre rouge en 1947, lorsque le gouvernement tchéque, dont il était membre, accepta publiquement l'aide Marshall sans avoir consulté les maîtres du Kremlin...

Pour toutes ces raisons, Clementis peut être bien persuadé que la sorte d'indépendance dont il a fréquemment fait preuve n'a pas de place dans le nouvel ordre du Kremlin. Il doit savoir, en conséquence, qu'il y a de fortes chances pour que les avertissements qui lui ont été donnés (alors qu'il était à l'assemblée générale des Nations Unies) ne sont pas trompeurs et que toute la suite habituelle d'arrestation, de délicate persuasion, d'abjecte confession, de procès et d'exécution l'attend à Prague tôt ou tard.

ENTRE NOUS

QUE FAITES-VOUS POUR LES 3.000 ?

Nous posons la question à tous nos lecteurs et amis en général, et à chacun d'eux en particulier : « Que faites-vous pour les 3.000 ? »

Il nous est possible, ce mois-ci, de leur citer quelques exemples positifs. Lisez !

Un camarade parisien du Bâtiment, abonné depuis peu (il ignorait notre renaissance) nous a fait deux abonnés d'un an. Il n'a pas eu trop de peine à leur tirer les quatre cents francs. Il espère en trouver deux ou trois autres. Voilà un bel échantillon de recrutement direct. Souvent, on pense à chercher bien loin un abonné nouveau, alors qu'on l'a juste à côté de soi, tout près, et qu'on ne s'en doute même pas.

De Bordeaux, un ami, qui paraissait se décourager, nous répond en nous envoyant un nouvel abonné. « Je pense, écrit-il, que c'est là la meilleure réponse à votre lettre par laquelle vous me demandiez de ne pas lâcher la « R. P. ». Et il ajoute : « Je vous demanderai, si c'est possible, de me communiquer la liste des abonnements existant en Gironde, cela à la demande de quelques camarades désireux de former un groupe d'amis de la R. P. » Nous avons envoyé la liste. Nos lecteurs de la Gironde peuvent s'attendre à être sollicités prochainement. Nul doute que les contacts qui s'établiront ainsi ne soient profitables à l'œuvre commune.

Autre demande de liste, également satisfaite, en Périgord celle-là. « Si mes calculs sont exacts, écrit notre correspondant, d'après les derniers numéros de la revue, il doit y avoir 9 abonnés en Dordogne, la plupart devant figurer parmi les noms que je vous avais donnés. Pour me permettre de savoir où j'en suis exactement, et de continuer la prospection, voudriez-vous avoir l'obligeance de rétablir la liste de ces neuf abonnés. » En Dordogne, se prépare de bonne besogne !

Nous avons parlé, le mois dernier, de la Haute-Savoie et publié les remarques qui nous étaient venues de Thonon. Un autre camarade du même département s'intéresse aussi à la question. Du Plateau d'Assy, il nous écrit : « J'aimerais bien connaître, moi aussi, si vous n'y voyez aucun inconvénient, les abonnés de la Haute-Savoie. » Nous y voyons si peu d'inconvénient que nous avons envoyé la liste. Nous espérons bien que les deux camarades vont entrer en rapports. Notre correspondant du Plateau d'Assy nous envoie, lui aussi, une liste de « possibles » que nous allons utiliser avec ce numéro. C'est assez dire que nous nous souhaitons bonne chance chez les Savoyards !

De Dijon, nous avons eu une fameuse surprise. Ils ne préviennent pas, les Dijonnais. Ils font leurs

coups en douce. A fin février, l'un d'eux nous expédia une petite lettre ainsi tournée : « Je vous envoie ce jour un mandat de 1.430 francs correspondant à des abonnements dont le détail est plus loin. Je vous demande de faire votre possible pour faire partir ces abonnements du 1^{er} janvier 1950, car nous voudrions tous avoir le numéro de janvier. » Suivaient les adresses de quatre nouveaux abonnés, trois d'un an, un de six mois. En plus, une adresse de « possible ». Eh bien ! voilà du bon travail. Merci, les Dijonnais ! Et à la prochaine...

Camarades des autres départements, prenez-en de la graine, de la graine de moutarde, ou de cassis, naturellement !

Du Finistère, nous attendions les résultats de l'appel lancé ici même en janvier. Le Jeune a été déçu : « J'ai attendu pour te tenir au courant, pour une bonne raison, c'est que j'étais comme sœur Anne. J'ai bien reçu, immédiatement, un mot du camarade Cornec... et c'est le seul qui m'ait répondu. Maintenant, je ne compte pas sur grand-chose. Cependant, j'aurais été heureux de nouer un lien avec ces camarades, probablement éloignés de moi dans le domaine syndical... Mais la différence des positions n'empêche pas les prises de contact... Au contraire, elle les justifie. » Le Jeune ne se décourage pas. Il reste à la disposition de nos amis du Finistère, dont l'activité était autrefois si réconfortante. Et, en attendant, il nous adresse une liste de « possibles ». Merci, Le Jeune, et bonne chance, comme tu le dis !

Tout cela témoigne du désir de faire quelque chose pour la R.P., pour « les 3.000 ». Nous avons arrêté nos comptes de février. Vous les trouverez à la couverture. Le mois dernier, nous avons inscrit 24 abonnés nouveaux (sans compter les Dijonnais, reçus en mars).

Il y a un hic. Soucieux de maintenir une bonne règle administrative, nous avons supprimé 70 fiches d'abonnés dont nous n'avions aucune nouvelle depuis que nous leur avons annoncé la fin de leur abonnement, en novembre 1949, et même avant, parfois bien avant. Ces 70 suppressions portent sur un certain nombre de départements, notamment : Paris et la Seine, 18 ; Loire, 9 ; Loire-Inférieure, 3 ; Nord, 2 (et pourtant ! nous n'y sommes guère...) ; Oise, 5 (avis à Dommanget et à Dorval) ; Pas-de-Calais, 2 ; Drôme, 2 ; Gironde, 3 ; Basses-Pyrénées, 2 ; Bas-Rhin, 2 ; Algérie 3, etc. Peut-être, grâce aux camarades actifs de ces départements, sera-t-il possible de rattraper une partie des « supprimés » ? Certains d'entre eux, ne voyant plus venir la revue, penseront sans doute à se mettre à jour ?

Quoi qu'il en soit, et même, et surtout si nous avons parfois l'impression de ressembler à Sisyphe, nous ne nous décourageons pas. Cette foutue négligence des camarades, nous la connaissons bien, elle ne nous fait pas peur. Pour nous, la vie de la R.P. est une des choses essentielles de ce moment-ci. Les discussions interminables entre les tenants des « ismes » les plus divers nous laissent assez froids. Ce qui compte surtout pour nous, étroits « matérialistes », c'est d'assurer l'existence d'un moyen d'expression véritablement indépendant et libre. Non seulement d'assurer son existence. Mais de le renforcer, de le développer. On verra que nous savons être têtus.

PETIT COURRIER

— Un camarade cherche, pour compléter une collection, les numéros 11, 16, 75, 81, 82, 83, 95 et 104 de la Vie Ouvrière d'avant 1914.

— Un abonné peut disposer de l'année 1934 de la R.P.

— Quelqu'un peut-il procurer à un collectionneur les numéros 285 et 287 de la R.P. ?

— De l'équipe suisse, nous avons reçu 1.000 francs français et 20 francs suisses. Merci !

— Les camarades dont l'abonnement a pris fin en décembre, en janvier et en février — avisés par lettre — sont priés de ne pas trop attendre pour renouveler.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12^e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE FEVRIER 1950

RECETTES

Abonnements	
Ordinaires	33.100
de soutien	14.700
	47.800
Souscription	5.109
Vente au numéro	5.450
Publicité	10.420
Comptes divers	1.510
	70.289
Total des Recettes	
Caisse et Chèque postal au 1.2.50	109.271
	179.560

DEPENSES

Impression numéro de février (3.000 exempl.)	53.700
Routage, affranchissements, expéditions	11.777
Téléphone	1.437
Frais généraux	6.329
Comptes divers	7.428
	80.671
Total des Dépenses	

Solde au 28 février 1950 :

Caisse	4.413
Chèque postal	94.476
	98.889
Balance	179.560

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX DU MOIS

Paris, 10 ; Seine, 1 ; Ain, 1 ; Corse, 1 ; Gard, 1 ; Gironde, 2 ; Loire, 2 ; Oise, 1 ; Rhône, 1 ; Saône-et-Loire, 2 ; Haute-Savoie, 1 ; Sarre, 1. — Total : 24.

LA SOUSCRIPTION

Phillippon (Cher) 100 ; Delord (Tunis) 100 ; Laufer (Paris) 405 ; Dampierre (Paris) 100 ; Victor Geoffroy (Haute-Loire) 100 ; Vuillet (Jura) 100 ; Gamache (Isère) 100 ; Midon (Seine) 100 ; Louis Mathieu (Paris) 100 ; Techniciens Métallurgie F.O. (Lyon) 100 ; Gaz de Banlieue F.O. (Paris) 100 ; Clermonté (Seine) 100 ; Lejeune (Seine) 100 ; Robert Conte (Paris) 200 ; Henriette Minaire (Seine) 100 ; Jean Leclercq (Paris) 50 ; A. Borie (Gironde) 200 ; Alfred Bardin (Ain) 600 ; Buisson (Paris) 100 ; Collinot (Ille-et-Vilaine) 55 ; Franc (Loire) 200 ; Laheurte (Vosges) 50 ; V. Z. (Alpes-Maritimes) 100 ; H. Ricaud (Gironde) 100 ; J. Meysenq (Hautes-Alpes) 100 ; Jean Laffont (Gironde) 200 ; Frédéric Boissin (Loire) 100 ; Georges Vincent (Ille-et-Vilaine) 50 ; A. Couic (Finistère) 600 ; J. Huyghe (Seine) 100 ; Louis Farvacque (Nord) 100 ; Wantiez (Belgique) 399. — Total : 5.109 francs.

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bonnier (Maroc) 1.200 ; André Cuny (Paris) 1.000 ; Wantiez (Belgique) 1.500 ; Claudius Vidal (Haute-Loire) 1.000 ; Lucie Colliard (Seine) 1.000 ; Jean Vautard 1.000 ; Henri Poulet (Seine-et-Oise) 1.000 ; André Espinasse (Haute-Savoie) 1.000 ; Louise et Maurice Chambelland (Paris) 5.000 ; Boissin (Maine-et-Loire) 1.000. — Total : 14.700 francs.

NOMBRE D'ABONNES

Au 1 ^{er} février	1.444
Abonnements nouveaux	24
	1.468
Désabonnements	1
Suppressions	70
	71
Au 28 février	1.397

LA VENTE AU NUMERO

Pommery (Oise) 200 ; Librairie de Documentation (Paris) 3.930 ; Librairie Chauny (Paris) 300 ; Pierre Monatte, 80 ; Laffont (Gironde) 360 ; « Libéraire », 240 ; Divers, 340. — Total : 5.450 francs.
Merci à toutes et à tous !

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV^e

C. C. P. 5450.00

NOUS AVONS CHOISI DANS NOS RAYONS, POUR VOUS :

Pelloutier : <i>Histoire des Bourses du Travail</i>	240 »
Bothereau : <i>Histoire du syndicalisme français</i>	90 »
Sorel : <i>Lettres à Paul Delesalle</i>	195 »
Harmel et Sergent : <i>Histoire de l'anarchie</i>	750 »
Manevy et Diole : <i>Sous les plis du drapeau noir</i>	210 »
Voline : <i>La révolution inconnue</i>	350 »
Monnerot : <i>Sociologie du communisme</i>	700 »
Ypsilon : <i>Stalintern</i>	600 »
Gheorghiu : <i>La vingt-cinquième heure</i>	390 »
Collinet : <i>La tragédie du marxisme</i>	380 »
Waline : <i>L'individualisme et le droit</i>	800 »
Rounault : <i>Mon ami Vassia</i>	390 »
Silone : <i>Fontamara</i>	285 »
Peisson : <i>Le garçon sauvage</i>	275 »
Ladislav Reymont : <i>Les paysans</i> (4 volumes)	1.200 »
Ch. de Coster : <i>La légende d'Ulenspiegel</i>	400 »

Passer vos commandes en vous recommandant de la Révolution prolétarienne

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

Dwight Macdonald

Partir de l'homme...

Examen critique des
fondements du marxisme
et de l'action prolétarienne

160 pages

150 francs franco 175

A. et D. Prudhommeaux

SPARTACUS **et la Commune de Berlin** **1918 - 1919**

La Révolution allemande
Le Congrès de Spartacus
Le Programme de Spartacus
Discours sur le programme
et Testaments politiques
de *Rosa Luxembourq* et *Karl Liebknecht*

132 pages

150 francs franco 170

ÉDITIONS HUCHETTE
PARIS